

MCMASTER UNIVERSITY
-HAMILTON, ONTARIO, CANADA-

THÈSE

LES MALENTENDUS DES BALKANS

Présentée par

Vesna ADAMOSKA - MISEVSKA

Sous la direction de

Dr. Alexandre SÉVIGNY

Au Département de français

Faculté des Études graduées

En vue d'obtenir le grade de

Master of Arts (M.A.) en français

Soutenue le 06 septembre 2005

McMaster University, 2005

REMERCIEMENTS

Mes profonds remerciements iront avant tout à mon directeur de thèse, Dr. Alexandre Sévigny qui a su me faire bénéficier de son expérience et de sa compétence. Je le remercie pour l'encouragement et la confiance qu'il m'a toujours témoignés en m'accordant une grande autonomie dans le travail.

Je tiens à exprimer ma gratitude particulière à Dr. Caroline Bayard, que je considère comme deuxième directrice de thèse, pour l'aide compétente qu'elle m'a apportée, pour sa patience, sa confiance et son encouragement à finir ce travail.

J'exprime ma plus profonde gratitude au Directeur du Département de français à l'Université de McMaster, Dr. Michael Kliffer, qui a bien voulu examiner ce travail et pour sa présence dans le jury.

Ce travail n'aurait jamais pu aboutir sans Dr. Simone Fam, qui a toujours su me consacrer un peu de son temps, me guider et me conseiller. Ses suggestions m'étaient si précieuses. Je la remercie de tout mon coeur.

Merci à toutes les personnes du Département de français de l'université de McMaster qui savent si bien rendre agréable le cadre de travail et qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont aidée à passer deux années bien sympathiques. A part les noms de mes professeurs que j'ai déjà mentionnés, Dr. Caroline Bayard, Dr. Alexandre Sévigny et Dr. Michael Kliffer, toute ma reconnaissance ira aussi à Dr. Maroussia Ahmed. Merci pour leur humanisme et leur soutien aux moments les plus difficiles.

Que Mme Hélène O'Hara reçoive ma sincère amitié ainsi que mes vifs remerciements pour les bons moments passés ensemble et sa grande humanité.

J'ai apprécié l'aide que m'ont apportée mes amis, Nada Angelkova de Skopje, Macédoine, Jordan Gruev, de Melbourne, Australie et Vesna Leko de Sherbrooke, Québec, Canada, en me fournissant du matériel et des informations qui m'étaient si précieux. Je les remercie aussi pour le soutien et la sympathie qu'ils m'ont manifestés.

J'exprime aussi ma gratitude profonde à mes deux frères, Save et Blagoja Adamoski, qui ont su m'accorder leur soutien et leur encouragement de si loin, de Macédoine. Je voudrais exprimer mes remerciements particuliers à mon père, Kitan Adamoski, qui est venu au Canada spécialement pour cette occasion, pour m'aider aux moments les plus difficiles.

Enfin, j'ai une pensée particulière pour mes deux petits anges, mes enfants Stefan et Ana, qui ont su supporter leur mère toujours très occupée et ont contribué à leur façon à l'aboutissement de ce travail que je leur dédie aujourd'hui.

Résumé

A partir des années 1990, les pays balkaniques (surtout les pays de l'ex- Yougoslavie), occupent grandement l'actualité mondiale. On parle beaucoup de *nettoyages ethniques*, *tensions politiques*, *guerre civiles*, ayant comme conséquence *cortèges de morts*, *de victimes*, *personnes déplacés*. On en parle beaucoup dans les mass-médias mondiaux et tout le monde écoute, mais il paraît qu'il est petit le nombre de ceux qui se demandent de la manière dont on en parle.

Chacun des peuples de la péninsule Balkanique, sous le poids de ses propres visions historiques, a son propre discours et utilise ses propres mots pour désigner les choses, les lieux et mêmes les gens. Et le monde extérieur accepte et distribue les articulations venues de différentes sources de l'intérieur, telles quelles, sans se demander des raisons. Tout cela ne favorise que les partialités et les malentendus.

Par exemple, on dit: "Les guerres de Croatie et de Bosnie étaient *de nettoyages ethniques*?" Mais, en fait, est-ce qu'elles l'étaient vraiment? Ou bien: "*La langue serbo-croate* est divisée en: le serbe et le croate?" Est ce qu'il s'agit vraiment de deux langues différentes? Ou enfin, dans la dispute entre les Macédoniens et les Grecs, est-ce qu'il y a une raison pour laquelle les Macédoniens s'obstinent à garder leur nom?

Cette recherche a pour but de présenter, dans la mesure où c'est possible, ces malentendus des Balkans. Pourquoi les Balkans? Suivant les événements, on peut dire que cette péninsule a marqué le début et la fin du XX siècle. Et si la marque principale des Balkans du début du XX siècle était intégration des peuples balkaniques, la fin de ce même siècle nous a donné une image contraste - désintégration de ces peuples. C'est surtout le cas avec les pays de l'ex Yougoslavie. C'est la raison pour laquelle la première partie de ce travail est consacrés aux pays ex-yougoslaves.

Avec sa situation compliquée qui confronte des peuples, des religions et des cultures différents, le territoire de l'ex Yougoslavie semble toujours mériter son nom de *poudrière balkanique*. Ce qualificatif lui est donné au début du XX siècle, car ce territoire offrait et offre encore aujourd'hui un terrain favorisant la haine et les conflits nationaux en chaîne, auxquelles s'ajoutent les intérêts des grandes puissances.

La deuxième partie de cette recherche est consacrée à la Macédoine, et cela non pas par hasard.

Même si la Macédoine était aussi une des six républiques ex-yougoslaves, en traversant le chemin vers son indépendance, elle a montré une image tout à fait différente de celles des autres républiques.

-Premièrement, c'était la seule république devenue indépendante sans conflits militaires. Mais cela ne signifie pas du tout que les tensions n'y persistent pas.

-C'est le seul pays reconnu par la Communauté internationale sous un nom provisoire FYROM ou ARYM.

-La question des Albanais. Et cette question a deux aspects. Le premier c'est que les Macédoniens et les Albanais ne sont pas de la même ethnie, ce que signifie qu'on ne peut pas comparer la situation en Macédoine à celle de Bosnie. Et le deuxième aspect: même si la situation peut être comparable à celle du Kosovo (ici non plus les Serbes et les Albanais ne sont de même ethnie) il faut cependant faire une différence: les Albanais en Macédoine n'ont pas le même statut que les Albanais au Kosovo.

-Enfin, les convoitises des voisins envers la Macédoine, quelque chose qui n'était pas connue pour les autres républiques ex-yougoslaves.

Ce sont les problèmes principaux qui font de cette république l'étincelle la plus dangereuse

dans la poudrière balkanique.

Après chaque grand conflit aux Balkans, il semblait que la solution fût trouvée, mais les événements postérieurs montraient que c'était une fausse solution.

On dit que le médicament peut soulager la douleur, mais il n'élimine pas la maladie. Pour faire cela, il faut d'abord trouver et après éliminer les raisons qui la provoquent. Et la raison principale de la maladie des Balkans est la haine. C'est la haine qui incite tous les peuples balkaniques à inventer chacun sa propre vision de l'histoire, pour glorifier son propre camps et nier le camps de l'autrui. Chaque peuple a ses valeurs, et les peuples balkaniques doivent apprendre de connaître et reconnaître les valeurs de l'autrui, et non pas de les nier ou de les juger. Au lieu de s'appuyer à l'histoire pour prouver leur propre identité, chacun des peuples balkaniques doit accepter la réalité que les Balkans sont un milieu polyethnique et polyculturel.

Ce travail abonde en citations de personnes de profils différents: historiens, politiciens, journalistes, auteurs de livres... Mais cela ne signifie pas du tout que c'est un manuel d'histoire. Au contraire, ce n'est qu'un essai de présenter les différents points de vue sur certaines questions, une analyse sémantique de la terminologie qu'on emploie quand on parle des Balkans. C'est à cause de cela que, dans la plupart des cas, on donne des citations de plusieurs personnes concernant un même sujet. De l'autre côté, quand on parle d'un différend entre deux ou plusieurs parties, on donne les interprétations des parties concernées.

Il est tout à fait compréhensible qu'un certain nombre des lecteurs soient d'accord avec ce qui est écrit. Une autre partie sera en désaccord. Mais il y aura certainement un troisième groupe de lecteurs qui, par curiosité, sera incité à faire de nouvelles recherches. Et cela est le but de cet étude: de ne pas accepter les clichés stéréo-typiques, mais essayer de chercher des clés pour résoudre les malentendus.

Table des matières

Introduction	1
La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie	4
La Macédoine	23
Les anciens Macédoniens	31
La langue des anciens Macédoniens	34
La Macédoine sous la domination de Rome	38
L'implantation des Slaves dans les Balkans	41
La christianisation et la littérature des Slaves macédoniens	47
La domination de l'empire Ottoman dans les Balkans	51
La Macédoine du Vardar	55
La Macédoine du Pirin	58
Les Macédoniens en Albanie	61
La Macédoine Egéenne	64
L'indépendance de la Macédoine	73
La République de Macédoine	89
Conclusion	98
Bibliographie	104

LES MALENTENDUS DES BALKANS

Introduction



Les Balkans constituent la plus orientale des trois péninsules méridionales de l'Europe. Sa superficie est d'environ 550 000 km² et elle compte une population d'environ 53 millions d'habitants.

“Pont” ou “carrefour” entre l'Europe et l'Asie, “macédoine” de peuples, “poudrière” - ce ne sont que quelques-unes des nombreuses dénominations qu'on utilise pour désigner la péninsule balkanique.

En observant la carte, on a l'impression que c'est un large bloc du continent européen immergé dans le bassin méditerranéen. En effet, la péninsule est baignée par plusieurs mers: la mer Adriatique, la mer Ionienne, la mer Egéenne, la mer Noire.

L'arrière - pays est en majeure partie montagneux d'où le nom de *Balkans*. *Balkan* vient d'un mot utilisé par les Turcs, mais d'origine persane, qui veut dire *montagne*.

Les Balkans représentent la région péninsulaire qui englobe les cinq nouveaux pays issus de l'ex Yougoslavie (la Slovénie, la Croatie, la Macédoine, la Bosnie et l'Herzégovine, et la Serbie et le Monténégro), l'Albanie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et la partie européenne de la Turquie.

Bien que montagneuse, la péninsule balkanique ne présente pas de barrières infranchissables vers l'Europe centrale. Plus encore, la situation géographique fait que cette péninsule sert de pont entre l'Europe et l'Asie. Selon Georges Castellan, professeur émérite de l'Université Paris III et ancien enseignant à l'INALCO (L'Institut national des langues et civilisations orientales), "*les grands axes de la circulation balkaniques sont inchangés depuis des millénaires*" (18), et il en cite trois: "*la voie Morava - Vardar, qui relie Belgrade à Salonique, la voie Morava - Danitza, qui va du Danube à Byzance et la voie Egnatia, construite par les Romains, qui unit Durrës (Durazzo) à Salonique*" (18).

En tant que carrefour, à cause de leur climat modéré et de leurs ressources naturelles, les Balkans ont depuis toujours attiré l'attention des gens. Peuplée dès la plus ancienne période du paléolithique, à nos jours, cette région a connu de nombreux mouvements migratoires.

Aujourd'hui les Balkans se présentent comme une mosaïque de peuples, appartenant à différents groupes ethnolinguistiques et à différentes confessions religieuses. Les populations d'origines slaves sont, sans doute, les plus nombreuses, étant donné qu'elles représentent l'ethnie dominante des cinq pays issus de l'ex -Yougoslavie (la Slovénie, la Croatie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro) et de la Bulgarie.

Les Balkans sont aussi "un territoire des mythes". C'est ici où sont nés les grands mythes, comme le mythe de Sisyphe ou de Prométhée. A l'époque contemporaine, la tradition continue, mais avec une petite différence. On crée des mythes sur des événements ou des personnages historiques. Mais étant donné la multiplicité des nations, chaque nation interprète différemment une réalité historique. Ainsi, peut-on entendre différentes variantes de mythes sur le Kosovo ou Alexandre le

Grand, selon l'appartenance nationale de ceux qui les racontent.

Et l'histoire est omniprésente dans les Balkans. Comme si les identités collectives sont insuffisantes pour exprimer la valeur, et surtout, la "grandeur" d'une nation, les peuples balkaniques ont toujours besoin de se référer à l'histoire. Mais, quelle histoire? Celle que chacune de ces nombreuses nationalités crée selon ses propres valeurs (et cela toujours à son profit, au détriment de l'autrui) ayant pour but de démontrer sa propre grandeur et nier l'existence de l'autre. Le résultat: des malentendus pertinents, finissant presque toujours par des guerres violentes qui, de leurs côtés, amènent vers de nouveaux remaniements des frontières de toute sorte. On déplace les frontières déjà existantes ou on les introduit là où elles n'ont pas existé. Et, s'il n'y a pas de remaniements, on procède, tout simplement, à la fermeture des passages frontaliers. En un mot, le résultat final c'est l'isolement.

Les pays de l'ex Yougoslavie, dans les années 1990 sont un exemple caractéristique de l'instabilité territorial des Balkans.

"Plus que jamais les territoires semblent être des objets de passion. Célébrant une très ancienne tradition, les hommes en font le motif essentiel de leur discorde. On meurt aujourd'hui pour que tels arpents restent serbes, croates ou bosniaques-musulmans; ... chaque minorité tente de traduire dans une revendication territoriale intransigeante la volonté de s'affirmer et de se distinguer. La guerre et la paix, l'ordre et le désordre internationaux, paraissent tenir tout entiers dans l'ambition d'aménager ou de réaménager les cartes fragiles du monde. Pourtant, l'incertitude est grande..." (1/p.7)

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie



La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie a existé en tant que république entre 1945 - 1991. C'était une fédération de six Républiques : la Slovanie, la Croatie, le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie et l'Herzégovine et la Serbie, qui incluait les deux provinces autonomes du Kosovo et de la Voïvodine. Chaque république était en principe considérée comme un Etat souverain au sein de la Fédération.

Cette Yougoslavie portait son nom "Pays des Slaves du Sud" (*Jug* = Sud; *Slavie* = Pays, terre des Slaves). Sauf les Bulgares, elle regroupait tous les Slaves du Sud : Serbes, Croates, Macédoniens, Slovènes et Monténégrins. Il faut y ajouter les Slaves Musulmans qui habitaient et habitent toujours principalement en Bosnie et Herzégovine.

Les Républiques étaient définies selon le territoire. A chaque république correspondait un peuple (celui qui constituait la partie majoritaire de la République) portant l'épithète *peuple constitutif* de la Yougoslavie, d'où étaient tirés les noms des républiques.: Macédoniens - Macédoine; Slovènes - Slovénie; etc. De cette manière, chaque république était composée d'une nation majoritaire, appelée *narod*, et de plusieurs nationalités minoritaires, appelées *narodnosti*. La Bosnie et Herzégovine était une république de trois nations puisqu'elle ne possédait pas de nation majoritaire. Elle était une république de trois nations ou *narodi*: les Serbes, les Croates et les Slaves musulmans. Dans les années 1970 ces derniers sont devenus "Musulmans" (écrit avec une majuscule), le statut ethnique que Tito leur avait accordé pour les mettre sur un pied d'égalité avec les Serbes et les Croates. Tous les autres (les Albanais, les Turcs, les Valaques, les Roms (Tziganes), les Hongrois, les Slovaques, les Tchèques, les Bulgares, les Roumains, les Ukrainiens...) étaient considérés comme des minorités nationales et avaient le statut de *nationalités (narodnosti)*.

La Yougoslavie possédait quatre langues officielles: le serbo-croate (en Serbie, en Croatie, en Monténégro et en Bosnie et Herzégovine), le macédonien (en Macédoine) et le slovène (en Slovénie) et encore l'albanais au Kosovo. On utilisait deux alphabets: le cyrillique (les Serbes, les Macédoniens et les Monténégrins) et l'alphabet romain (les Croates et les Slovènes, et les Albanais aussi). Quant à la religion, il y en avait trois: la religion orthodoxe (les Macédoniens, les Monténégrins et les Serbes), les Croates et les Slovènes étaient catholiques romains, tandis que, une grande partie des Slaves en Bosnie et Herzégovine, et des Albanais au Kosovo et en Macédoine, ainsi que les Turcs, étaient musulmans.

Sur le plan politique, tous les habitants de la Yougoslavie fédérative bénéficiaient d'une double citoyenneté: fédérale - yougoslave, et celle de la république d'origine.

C'était à peu près l'image de la RSF de Yougoslavie, créée par le maréchal Tito. Refusant le

Le système bureaucratique des autres pays communistes, Tito a introduit l'autogestion comme règle. Cela a permis à ce pays d'être plus progressiste que le reste du bloc communiste. Le slogan officiel "fraternité et unité" a été pendant longtemps très bien accepté de Triglav au Nord, en Slovénie, à Gevgelija au Sud, en Macédoine; de Djerdap à l'Est, en Serbie, jusqu'à l'Adriatique à l'Ouest, en Croatie. Ce slogan correspondait parfaitement à l'organisation fédérale et au processus intense de modernisation économique et sociale du pays.

Selon les mots de Tito, la Yougoslavie avait "6 républiques, 5 nations, 4 langues, 3 religions, 2 alphabets, 1 parti". Nous devrions peut-être y ajouter "et un seul dirigeant". Selon les événements suivant sa mort, il apparaît évident que c'était seulement son autorité, sa force et son intelligence qui avaient garanti l'unité de la RSF de Yougoslavie.

En effet, pendant la première décennie après la mort de Tito (1980), le slogan *fraternité et égalité* a commencé, peu à peu, à perdre son sens et la Yougoslavie socialiste a plongé dans une crise de légitimité. Son socialisme particulier est apparu comme une illusion qui s'est dispersée de la même façon que le principe "d'une entité étatique fondée sur une communauté de destin yougoslave". Partout en Yougoslavie, les forces politiques se sont mises à fonctionner suivant les directions des nations et des nationalismes, en utilisant un seul principe, celui de la confrontation. Ainsi, dans les années quatre-vingt dix, la Yougoslavie, avec plusieurs guerres consécutives, s'est-elle transformée encore une fois en *poudrière balkanique*, qui a déstabilisé non seulement la péninsule, mais l'Europe du Sud-Est dans son ensemble.

En seulement deux ans, la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie fut morcelée en cinq nouveaux Etats: Slovénie, Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Mais la présence d'importantes minorités dans chacun de ces nouveaux pays (les Serbes en Croatie et en Bosnie, les Croates en Bosnie, les Albanais de Kosovo en

Serbie et les Albanais en Macédoine) a provoqué une succession de guerres sanglantes (en Croatie, en Serbie et au Kosovo) marquées par des cruautés sans nom. Il semble que tous ces peuples aient du jour au lendemain oublié les 45 ans de fraternité et d'égalité et aussi l'histoire de leurs origines. Ils paraissent s'être accrochés à l'histoire de leur domination passagère, se donnant ainsi le droit de faire prévaloir leur puissance.

L'effondrement de la Fédération yougoslave a commencé en 1991 quand la Slovénie a proclamé son indépendance. La même année, la Croatie a fait sécession à son tour. La Macédoine et la Bosnie-Herzégovine ont suivi leur exemple, tandis que la Serbie et le Monténégro sont restés ensemble en tant que *République fédérale de Yougoslavie*. Ils vont garder ce nom jusqu'en 2002, quand il sera remplacé par *Serbie et Monténégro*.



La Slovénie est la première des six républiques qui a commencé le processus de sécession. Le gouvernement fédérale yougoslave, dominé par les Serbes, a tout de suite répliqué en y envoyant son armée. Cette intervention militaire a conduit la Communauté européenne à faire pressions sur Belgrade pour qu'on retire les troupes. Les Serbes ont obtempéré, non pas par crainte de la Communauté, mais en raison de l'infime proportion (2%) de la population serbe en Slovénie. Ainsi, la guerre en Slovénie n'a duré que 19 jours. La Slovénie est devenue indépendante et, quelque mois plus tard, en janvier 1992, elle fut reconnue par la Communauté internationale.

La Croatie a essayé de faire la même chose que la Slovénie, mais elle n'a pas eu la même chance. Les Serbes en Croatie constituaient 12% de la population (à peu près 600 000 Serbes sur une population d'environ 5 millions d'habitants), dont la plus grande partie se trouvait en Krajina et en Slavonie. La Serbie estimait que cette proportion était une raison suffisante pour se lancer dans une guerre de conquête de ces deux territoires, visant à élargir ce que le pouvoir fédéral (majoritairement serbe) considérait comme sa propriété légitime. Cependant, même si les combats ont duré plus longtemps qu'en Slovénie (six ou sept mois), la Croatie est aussi parvenue à obtenir son indépendance et à être reconnue par la Communauté internationale en même temps que la Slovénie.

Après le "départ" de la Slovénie et de la Croatie, la Bosnie s'est posé aussi la question de quitter la fédération appelée encore yougoslave, mais à dominance serbe. Mais la situation était plus compliquée qu'en Slovénie et en Croatie. Dans cette république il n'y avait pas une seule nation, mais un territoire que se partageaient les Serbes, les Croates et les Slaves - Musulmans. Donc, la conclusion était évidente: les Serbes voulaient rester avec les Serbes de la fédération, les Croates voulaient être avec les Croates de la Croatie, tandis que les Musulmans, voulaient être indépendants.

Cette république s'était aussi déclarée souveraine et indépendante, et elle aussi avait été

reconnue par la Communauté internationale. Mais, la Serbie ne respectait pas ces décisions et s'est lancée dans une guerre de conquête territoriale (de la même façon qu'en Croatie), visant à élargir ce que le pouvoir serbe considérait comme "sa propriété légitime", derrière quoi certains voyaient bien le projet de la Grande Serbie. Pendant que les nationalistes serbes cherchaient à maintenir leur contrôle sur tout le territoire, leurs adversaires (les Croates et les Bosniaques) essayaient d'obtenir l'indépendance des régions "d'ethnies homogènes" et tous ensemble ont justifié leurs différentes modes de "purification ethnique".

Purification ou **nettoyage ethnique** sont des expressions utilisées par une commission de l'ONU (chargée, par la résolution 780, d'octobre 1992, d'examiner les informations sur les violations du droit humanitaire international en ex-Yougoslavie), pour désigner les atrocités commises en Bosnie. Le rapport que cette Commission a transmis au Conseil de sécurité en mai 1994, parvient à la conclusion suivante: "*le nettoyage ethnique*" est "*utilisé par une ethnie pour vider, par la violence et par la terreur, un territoire donné des populations appartenant à une autre ethnie et rendre ainsi ces régions ethniquement homogènes*". Et ensuite: "*A la lumière des actes perpétrés par les Serbes, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, l'expression nettoyage ethnique est communément utilisée pour décrire une politique menée, afin de faire avancer les idées ayant trait à la Grande Serbie...*"

(19)

Ainsi, les Serbes "*nettoyaient*" les territoires où ils étaient majoritaires (et cela non pas en Serbie, mais en Croatie et en Bosnie) de tout ce qui n'était pas serbe, ce que signifie "de tout ce qui était croate ou bosniaque - musulman".

On a utilisé la même expression pour désigner les opérations menées par les autres nationalités. Les Croates "*purifiaient*" leurs territoires en Croatie (peuplés majoritairement par les Serbes) et

aussi les territoires en Bosnie (ou plutôt Herzégovine) où eux-mêmes constituaient la plus grande partie de la population et chassaient les Serbes et les Bosniaques - musulmans. Quant à ces derniers, eux aussi "*nettoyaient*" leurs propres territoires en Bosnie (là où ils étaient majoritaires) des éléments serbes et croates.

Donc, les trois parties exerçaient "*un nettoyage*" ou "*une purification ethnique*" et il faut ajouter aussi qu'elles toutes utilisaient les mêmes méthodes: terreur physique et psychologique, traitements barbares. On ouvrait même des camps de concentration où on systématisait la terreur. Des cruautés qui ne peuvent pas être décrites par de simples mots.

Est-ce que c'était vraiment une "*purification ethnique?*" "*Purification*" ou "*nettoyage*", peut-être oui, mais "*ethnique*"?!

Dans le dictionnaire encyclopédique "Auzou" (édition 2004, p. 521) la notion *ethnie* est définie comme: "*Groupe d'individus qui partagent le même mode de vie, le même patrimoine culturel et linguistique*".

"Statistique Canada" donne une définition plus précise, indiquant que "*le concept de l'ethnicité a un certain caractère multidimensionnel dans la mesure où il comprend des aspects comme la race, l'origine ou l'ascendance, l'identité, la langue et la religion.*" (20)

Suivant ces deux définitions, les principes essentiels pour déterminer une ethnie sont: la race, l'origine ou l'ascendance, l'identité, la langue et la religion. Partant de l'idée que les Croates, les Musulmans en Bosnie et Herzégovine, les Serbes (et aussi les Slovènes, les Monténégrins et les Macédoniens) partagent tous la même origine principale qui remonte à la migration des Slaves du Sud vers Balkans, il n'y a aucun doute qu'ils appartiennent tous à la même race, partagent la même origine et la même identité - slave.

Les Serbes, les Croates, les Musulmans de Bosnie (et les Monténégrins) parlent aussi la même langue qui, à l'époque de l'ex RSF de Yougoslavie était appelée *serbo-croate* à Belgrade, ou *croato-serbe* à Zagreb. Avec l'effondrement de la Yougoslavie, la langue s'est aussi morcelée en trois - le serbe, le croate et le bosniaque - (ou bien en quatre, si on compte le monténégrin). Mais, oralement, sur le plan strictement linguistique, il n'y a pas de différences entre ces trois (ou quatre) langues. Il s'agit seulement de différentes variantes régionales d'une même langue. La seule différence se trouve dans l'écriture: les Serbes (et les Monténégrins) se servent de l'alphabet cyrillique, tandis que les Croates et les Bosniaques utilisent l'alphabet latin.

Religion. Lorsque les Slaves se sont installés dans les Balkans, à partir du V siècle, la péninsule a été sous la domination des Romains. Quand l'Empire Romain a été divisé vers la fin du IV siècle, les territoires des Balkans à l'ouest du fleuve Drina (Slovénie, Croatie et Bosnie-Herzégovine actuelles), sont restés avec l'Empire Romain d'Occident. Ceux de l'est (Serbie, Kosovo, Macédoine, Bulgarie et Grèce actuelles), sont allés à l'Empire Romain d'Orient, plus tard connu sous le nom d'Empire Byzantin. Cela signifie que les Slaves se sont installés dans un territoire déjà partagé entre l'Empire Romain d'Occident et l'Empire Romain d'Orient.

Selon l'histoire officielle des Balkans, certaines des populations présentes là avant l'arrivée des Slaves, comme les Daces au Nord-Est, ont accepté la culture romaine et sont devenus les ancêtres du peuple roumain. Avant l'arrivée des Slaves, la partie occidentale de la péninsule a été habitée par les Illyriens. La plupart d'eux ont été assimilés par les tribus slaves, mais certains ont émigré vers le Sud où ils ont résisté à l'assimilation et sont devenus les ancêtres du peuple Albanais.

Au IX siècle, les Grecs et les Roumains, ainsi que les Slaves du Sud qui étaient sous le contrôle de Byzance (les ancêtres des Serbes, des Macédoniens, des Bulgares d'aujourd'hui) et les

Russes, se sont convertis à l'Eglise Orthodoxe. Les ancêtres des Albanais d'aujourd'hui et les Slaves vivant à l'ouest du Drina (les ancêtres des Slovènes, des Croates et des Bosniaques d'aujourd'hui), ont accepté la version romaine du christianisme, c'est-à-dire, le catholicisme.

Au milieu du XIV siècle débute la conquête ottomane des Balkans. L'Empire musulman Ottoman a conquis le territoire de la Bulgarie, de la Serbie et, peu de temps après, de l'Albanie et de la Bosnie. Au cours du XVI siècle cet Empire a eu une extension encore plus grande, s'étendant de la Hongrie à la Crimée, et cette expansion a duré jusqu'en 1683 quand les Ottomans ont échoué devant Vienne. Cet échec est considéré comme début d'une lente phase de leur repli territorial. Néanmoins, l'occupation ottomane dans les Balkans a duré jusqu'en 1912.

Le but de la politique des Turques était de propager l'Islam. Pour y parvenir, ils utilisèrent différentes méthodes. Les chrétiens étaient opprimés et soumis à de lourds impôts. Au début, les ottomans accordaient des privilèges de type féodal à ceux qui acceptaient de se convertir. La plus grande partie des Albanais se sont convertis à l'Islam pour bénéficier de ces privilèges. En Bosnie, la situation était un peu différente. Les possédants et les nobles se sont convertis pour garder leurs avantages, tandis que le petit peuple, qui de toute façon n'avait rien à perdre, a conservé sa foi catholique. Quant aux Serbes, ils sont restés attachés à leur religion orthodoxe.

Avec le temps, cette politique s'est montrée insuffisante pour islamiser le pays. Les ressources financières de l'empire se sont épuisées et le joug ottoman est devenu plus pesant. C'est pendant cette période que les Serbes ont fui en masse l'empire ottoman et, en traversant le Drina, se sont installés en Bosnie- Herzégovine actuelle, et plus loin encore, en Croatie actuelle, qui à cette époque-là était sous domination de l'empire autrichien. C'est ainsi que les Serbes ont formé leurs communautés serbes orthodoxes en Bosnie et en Croatie. Cette période difficile a laissé aux Serbes un complexe de

“persécution collective”.

Donc, pendant ces cinq siècles, la religion musulmane s’est implantée dans les espaces balkaniques de manière inégale, du point de vue géographique. La plus grande partie des Albanais et des Bosniaques ont abandonné la religion catholique et ont adopté l’Islam, tandis que l’autre partie de la population a réussi à conserver sa religion.

Après cette analyse on peut conclure qu’à partir du V jusqu’au VII siècle, les Slaves du Sud se sont installés dans la péninsule balkanique (qui était déjà partagée entre l’Orient et l’Occident), sans avoir aucune religion. Au IX siècle, les Slaves de l’Occident balkanique acceptent la religion catholique et ceux de l’Orient balkanique adoptent la religion orthodoxe. Au XIV siècle, la religion musulmane entre en scène de la péninsule et justement au centre, en Bosnie, qui auparavant se trouvait à la frontière entre le catholicisme et l’orthodoxie. L’existence de ces trois religions provoque une scission entre les Slaves, cause d’affrontements de plus en plus fréquents.

C’est au XIX siècle que les populations balkaniques sont définies en Europe en termes de catégories “nationales” (Grecs, Bulgares, Serbes...) et qu’on a procédé aux premiers aménagements des frontières. Cependant, les autorités ottomanes (présentes là depuis le XIV siècle jusqu’en 1912) ont continué à diviser les populations de l’Empire en unités administratives non territoriales, fondées sur la notion de communauté religieuse, et non linguistique, nationale ou ethnique.

L’Empire musulman ottoman a été démantelé en un peu plus d’un siècle sous l’effet de deux forces: les mouvements nationalistes et aussi les ambitions territoriales des autres puissances régionales: l’Autriche - Hongrie (catholique) et la Russie (orthodoxe).

Le sort des Balkans est devenu de plus en plus intéressant pour les puissances européennes. Elles ont profité des luttes menées par les nations chrétiennes de l’Empire ottoman pour obtenir autonomie et indépendance. En fait, les puissance européennes se sont montrées comme soutenant de ces “petits peuples”, mais leur but était de les combattre et de les prendre sous leur domination.

Les premières plus grandes secousses dans les Balkans ont commencé au début du XIX siècle avec la question serbe. En 1830, un statut d'autonomie est accordé à la Serbie par l'empire ottoman, qui était déjà en pleine décadence. Ce statut de l'autonomie a abouti à l'indépendance de la Serbie, après l'accord de paix de San Stéfano en 1878.

Ensuite, c'étaient l'affaire grecque de 1820 à 1830, la guerre de Crimée de 1853 à 1856, la question des Principautés roumaines de 1857 à 1859, l'insurrection des chrétiens d'Herzégovine et de Bosnie à deux reprises: en 1862 et en 1875, le soulèvement des Bulgares en 1876.

Guidée par l'idée de l'autonomie des nations chrétiennes orthodoxes, la Russie a déclaré la guerre à l'Empire Musulman en 1877 et, remportant la victoire, elle a imposé au sultan la paix de San Stefano. La paix de San Stefano prévoyait le retrait de la Turquie d'Europe, la création d'une grande Bulgarie autonome et la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro.

Mais les États européennes ne pouvaient pas accepter l'influence russe, ce qui a provoqué une rectification de l'accord de paix de San Stefano. Avec cette rectification, le retrait turc des Balkans a été ralenti. Ainsi, même si la Serbie, la Roumanie et le Monténégro sont devenus des États indépendants, la Macédoine était le seul pays orthodoxe resté sous l'occupation ottomane. On aurait dit qu'elle avait été sacrifiée. Bien naturellement, il valait mieux garder le deuxième ennemi, même d'une autre religion - musulmane (qui de toute façon était au bout de ses forces), que permettre à la Russie, (le principal ennemi - orthodoxe, devenant de plus en plus puissant), de se transformer en dominateur. Quant à la Bosnie-Herzégovine, elle était tombée sous la domination de l'Autriche - Hongrie.

Les nations balkaniques n'étaient pas épargnées ni de lutes internes. Les nations, à peine nées, songeaient déjà à devenir "grandes": "Grande Grèce", "Grande Serbie", "Grande Bulgarie", "Grand Monténégro". Les rêves territoriaux ont mis en compétition toutes les nations balkaniques, en provoquant des rivalités entre les populations et des conflits sans fin: guerre entre les Albanais et les

Monténégrins à propos de l'accès du Monténégro à la mer Adriatique; guerre entre les Serbes et les Bulgares à propos de la Roumélie orientale. La Macédoine est devenue une pomme de discorde entre les Serbes, les Bulgares et les Grecs. Avec la paix de Bucarest, qui en août 1913 mit fin à la Deuxième guerre balkanique, il ont partagé le territoire macédonien.

C'était aux Balkans où éclata même la Première guerre mondiale. En fait, le *casus belli* de cette guerre était l'assassinat à Sarajevo du prince héritier d'Autriche-Hongrie, François Ferdinand et son épouse. L'Autriche-Hongrie occupait la Bosnie-Herzégovine depuis 1878 et en 1908, elle l'a annexée, à la grande colère des Serbes. Cette annexion était en fait la raison principale du meurtre de François Ferdinand par Gavrilo Princip.

Le panslavisme et la chrétienté n'étaient pas suffisants pour réunir les Slaves des Balkans jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale, en 1918, quand l'effondrement des grands empires (l'Ottoman, le Russe et l'Autriche-Hongrois) donna naissance au *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*.

Issue des ruines des anciens royaumes, la première fédération des Slaves des Balkans regroupait des populations qui, malgré leurs origines communes, montraient différents niveaux de vie, à cause des différentes influences qu'ils ont subies à travers l'histoire, dépendant du royaume auquel ils avaient appartenu. Ainsi, les Slovènes et les Croates, de confession catholique, ont été pris sous la protection des Habsbourg de l'Autriche depuis la fin du Moyen Age (milieu du XIII siècle) et ont bénéficié d'un niveau de vie relativement plus élevé par rapport aux autres Slaves (les Serbes, les Macédoniens et les Monténégrins), qui étaient sous l'empire Ottoman.

Même s'il portait le nom de *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, il comprenait aussi les territoires du Monténégro, de la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. C'était cette partie de la Macédoine qui était adjointe à la Serbie avec le partage du territoire macédonien entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, après la deuxième guerre balkanique. Le Monténégro, auparavant connu comme "*Le royaume du Monténégro*", a réussi à préserver son autonomie face aux Turcs, peut-être à cause

de son territoire extrêmement montagnard. Ses habitants parlaient la même langue que les Serbes, utilisaient le même alphabet - cyrillique et pratiquaient la même religion - le christianisme orthodoxe. La Bosnie et Herzégovine, de son côté, en tant qu'ancienne province frontalière de l'empire turc, mais plus tard passée sous la protection autriche-hongroise, était peuplée de Slaves catholiques, orthodoxes et musulmans.

Le rôle de dirigeant de ce royaume a pris la Serbie, libérée du joug ottoman en 1830 et devenue peu à peu indépendante. Mais avec trois religions, deux alphabets, quatre langues et un grand nombre de nationalités, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes étaient aussi fragile que les empires autriche-hongrois et ottoman dont il était issu. Même s'ils avaient depuis toujours partagé ensemble le territoire, ces peuples n'ont jamais été politiquement unis. La seule raison pour laquelle les Slovènes et les Croates (de même que les Monténégrins) ont accepté la gestion serbe était le désir d'échapper aux visées impérialistes de l'Italie sur la côte Adriatique, et non pas le désir de vivre ensemble avec les autres Slaves.

Le roi de ce royaume, Alexandre 1^{er} (Serbe) a établi un régime autoritaire. Les mesures les plus marquantes auxquelles il a procédé étaient sans doute la dépossession (surtout au Kosovo), des grands propriétaires musulmans et la colonisation serbe de la même province, après quoi les chrétiens y constituaient 60% de la population.

En 1929 la fédération a pris le nom de *Yougoslavie* (= pays, union des Slaves du sud), mais ceci n'était qu'un nom apparent. Même si les Serbes étaient bien présents partout dans ce pays, ils n'étaient pas seuls. Le centralisme serbe a provoqué de fortes tensions, surtout entre les Croates et les Serbes. La même année les Croates ont créé la société secrète, extrêmement nationaliste, *Oustachis*, ayant pour leader Ante Pavelic. Les tensions entre les Serbes et les Croates sont mises au jour en 1934 avec l'assassinat du roi Alexandre, par un Croate à Marseille.

La deuxième guerre mondiale a provoqué de nouveaux changements en Yougoslavie. L'offensive allemande-italienne a fait un découpage de ce pays. En 1941 la Croatie est devenue

indépendante, dirigée par le *poglavnik*, (le chef) Ante Pavelic. Le nouvel Etat croate, avec son régime totalitaire, a bien profité de la protection d' Hitler et de Mussolini, pour se venger du centralisme serbe royaliste. Mais, malheureusement, les Serbes n'ont pas été la seule nationalité visée par la politique de répression croate. Ainsi, avec les Serbes, les Musulmans, les Tsiganes et les Juifs ont aussi été soumis à des massacres impitoyables et enfermés dans des camps de concentration.

Le fait qu'à peu près 300 000 Serbes sont morts pendant ce nettoyage exercé par les nationalistes croates a peut-être fait renaître leur complexe de "persécution collective", apparu chez eux sous la domination ottomane. En réponse, ils ont formé le mouvement nationaliste *Tchetniks*, dirigé par Draza Mihajlovic. L'antagonisme ancien entre ces deux nationalités fut ravivé encore une fois. Pendant la Seconde guerre mondiale, les tensions et les rivalités nationalistes entre les Croates et les Serbes, ont redoublé de violence.

Entre les nationalistes croates *Oustachis* et les nationalistes serbes *Chetniks*, se trouvait le peuple, les masses populaires, composées des autres nationalités vivant dans ces territoires, et aussi de Serbes et de Croates - ceux qui n'étaient pas "imbibés" d'idées nationalistes. Ce peuple a trouvé son abri sous l'égide de Josip Broz Tito (de nationalité croate) qui, avec sa poigne et avec l'appui du peuple, a réussi, non seulement à mettre fin aux tendances nationalistes, mais a aussi transformé le pays en une république fédérale, avec un gouvernement majoritairement communiste. Les six républiques - Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro et Macédoine (cette dernière détachée de la Serbie) - et les deux provinces -Voïvodine et Kosovo - étaient à la fois autonomes et strictement encadrées et contrôlées. En plus, son indépendance a peut-être provoqué l'hostilité de Staline, mais d'un autre côté a impressionné l'anticommuniste convaincu, le président américain Eisenhower. Ce fait lui a permis de profiter de l'aide des Anglais et des Américains. L'enthousiasme des alliés vis à vis de la politique de Tito est bien exprimé dans leur rapport après la guerre en Yougoslavie:

"Durant la Seconde guerre mondiale, le mouvement communiste partisan, sous la direction de Josip Broz Tito, prit militairement et politiquement le contrôle du pays. Le régime post - guerre de la Yougoslavie, contrairement à ceux de la Bulgarie ou de la Roumanie, est arrivé au pouvoir

suite à des raisons internes et quasiment sans l'assistance de l'Union Soviétique". (21)

Dans le système titiste, toutes les communautés avaient un statut égal et bénéficiaient de garanties réelles de protection. Donc, le peuple se sentait protégé. Les orthodoxes, les catholiques et les musulmans, de toutes ces nationalités, vivaient ensemble paisiblement. Chaque communauté respectait les coutumes et les fêtes religieuses des autres, tandis que les mariages mixtes étaient assez courants et tout à fait normaux. Mais, cela ne signifie pas que les aspirations nationalistes se sont apaisées. Au contraire, pendant toute cette période ils complotaient en secret et on dirait qu'ils n'attendaient que la mort de Tito pour faire voler en éclats le système titiste de protection.

L'exemple le plus démonstratif est donné par les Albanais de Kosovo. Même si en 1974 Tito leur avait accordé une large autonomie au Kosovo, ils n'étaient pas satisfaits de leur statut de minorité. En fait, leur rêve était celui d'une "Grande Albanie". Pour atteindre leur but, ils ont utilisé, pendant toute la période de paix, une méthode extrêmement efficace: une natalité galopante de 27,6 pour mille - la plus élevée d'Europe. Et, normalement, un an seulement après la mort de Tito, ils ont commencé à exprimer leur révolte en incendiant les églises et en assassinant les Serbes sur le territoire du Kosovo. Cela a provoqué un exode massif des Serbes de cette province où ils ne se sentaient plus chez eux. Ainsi, la proportion des Serbes a diminué jusqu'à 11% de la population.

Encore une fois, les Serbes se sentaient assiégés par les musulmans dans leur propre pays. Cela rappelait le régime des Turcs. Pour rassurer les Serbes et pour arrêter l'exode, Milosevic a supprimé le statut d'autonomie au Kosovo.

En même temps, les aspirations nationalistes se sont réveillées partout en Yougoslavie. A peine dix ans après la mort de Tito, chaque république est "dotée" d'un leader nationaliste. Chacun de ces leaders se livrait à des incitations à la haine, en prônant "la séparation des ethnies", y compris par la force. Les populations, n'ayant pas d'autre choix, étaient obligés de suivre les conseils de ces leaders.

En 1991, la Yougoslavie a définitivement éclaté. Appuyées par l'Union Européenne, toutes les républiques, sauf le Monténégro, ont fait sécession l'une après l'autre. La guerre faisait rage presque sur tout le territoire. Elle a commencé en Slovénie en une vingtaine de jours, ensuite en Croatie, pour finir en Bosnie et Herzégovine où elle a duré le plus longtemps, jusqu'en 1995, quand elle s'est arrêtée provisoirement. Après une trêve, elle a recommencé au Kosovo (1998-1999), et en

2001 elle fit conclure avec des affrontements militaires au nord-ouest de la Macédoine.

Tous les camps se sont livrés à des atrocités, assassinats, viols, tortures, cambriolages. La haine existant depuis longtemps était une des raisons principales expliquant les terribles règlements de compte parmi les nationalités yougoslaves. Les groupes mafieux ont profité ce désordre “parfait” pour imposer leur loi et pour se livrer à divers trafics. Et l’Union européenne a appelé toutes ces activités “nettoyages ethniques”, alors que tous ces peuples (sauf les Albanais au Kosovo et en Macédoine) étaient d’ethnie slave.

On dirait pas du tout que c’étaient d’épurations ethniques, mais c’étaient d’épurations ou de guerres religieuses. La différence de religion a toujours été à l’origine de tous les conflits sur le territoire de l’ex Yougoslavie et surtout des conflits des années 1990-s. Les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Monténégrins et les Macédoniens sont tous “cousins”, sinon des frères, qui, à travers l’histoire, ont adopté différentes religions. C’est seulement la religion qui permet de distinguer les uns des autres.

Quant aux Albanais, bien qu’ils soient différents des Slaves sur le plan ethnique, il est évident que c’était leur religion, plutôt que leurs ancêtres ou leur langue, qui les a opposés aux Slaves.

Enfin, l’appui que les pays européens ont apporté à tous les peuples ex-yougoslaves démontre bien que c’étaient de “nettoyages religieux”, et non pas ethniques. Ainsi, les Russes, en tant que Slaves, sont aussi proches des Croates - catholiques et des Bosniaques-musulmans que des Serbes orthodoxes, mais, en tant qu’orthodoxes, ils ne défendaient que les intérêts des Serbes.

Outre la Russie, la Grèce a soutenu la Serbie, fait surprenant qui montre bien le caractère religieux de ces guerres. Les Grecs et les Serbes ne partagent pas les mêmes origines et, à travers l’histoire, ils ont été plutôt ennemis qu’amis. Le seul lien entre ces deux peuples est leur religion. Ce lien était même plus fort que celui de l’appartenance de la Grèce à l’OTAN.

D’un autre côté, la Slovénie et la Croatie, toutes les deux catholiques, bénéficiaient de l’appui de la Communauté Européenne, majoritairement catholique, ce qui leur a permis d’être très rapidement reconnues par cette organisation. Ici, il ne faut pas oublier l’influence du Vatican qui désirait l’émergence de ces deux nouveaux États catholiques. Et enfin, les Bosniaques musulmans étaient soutenus par les pays Musulmans, surtout par l’Iran, qui leur a fourni les armes dont ils avaient tant

besoin.

C'est seulement le rôle de l'OTAN qui est un peu ambigu, surtout dans les conflits au Kosovo. Les Etats-Unis donnaient l'impression de soutenir les musulmans au Kosovo, alors qu'ils dénonçaient la politique menée par d'autres pays musulmans: le Soudan, la Libye, L'Irak, l'Iran. Explication de cette politique ambiguë: priver la Russie de toute influence dans les Balkans pour réaliser leurs objectifs stratégiques. Les attaques aériennes sur Kosovo, sans l'aval des Nations Unies ni de la Russie, en sont la preuve.

Aujourd'hui il n'y a plus de guerre sur le territoire de l'ex Yougoslavie.

Quel pourrait être le bilan des victimes des conflits yougoslaves? Selon l'ambassade de Croatie en France: *"Il n'existe pas de bilan chiffré et incontesté. En Croatie, la guerre se solde par un bilan officiel croate de 13 000 morts et près de 40 000 blessés. La guerre en Bosnie, la plus sanglante, aurait fait plus de 220 000 morts: 160 000 Bosniaques - musulmans, 30 000 Croates et 25 000 Serbes... En 1999, en 80 jours de guerre, le conflit du Kosovo aurait fait près de 10 000 morts du côté des Albanais. Les bombardements de l'OTAN auraient tué près de 500 civils dans le camp serbe, selon l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch (et entre 1 200 et 5 000 civils selon les autorités serbes), ainsi qu'un nombre inconnu de soldats dans l'armée fédérale".* (22)

"Combien de morts dans les guerres de l'ex-Yougoslavie, entre l'été 1991 et l'automne 1995? Est-il possible de répondre à cette question sur la base des nombreux ouvrages et articles consacrés à ces événements douloureux? Pour se faire une idée, nul besoin de procéder à une étude exhaustive. Un rapide tour d'horizon permet de constater les flagrantes disparités entre les différentes évaluations données: 200 000 morts pour Jacques Rupnik, 250 000 pour Anthony Borden et Richard Caplan, près de 300 000 pour Agnès Nordman, entre 150 000 et 300 000 pour Mario Zucconi, Jean-Marc Balancie et Arnaud de la Grange, et enfin, plus de 400 000 morts pour Daniel Colard. Ces chiffres laissent perplexes..." (23)

S'il est si difficile d'établir un bilan incontestable des morts et des blessés des guerres en ex-Yougoslavie, comment pourrait-on mesurer les destructions massives et les dommages causés aux infrastructures et aux moyens de production? Comment pourrait-on évaluer leur effet dévastateur sur

l'industrie, l'emploi, l'environnement, les services essentiels et l'agriculture? Pourrait-on évaluer les dégâts causés par la destruction (surtout lors des attaques aériens de l'OTAN en Serbie) des raffineries de pétrole, des décharges de carburant, des usines chimiques, ainsi que des fumées toxiques provoquées par les énormes incendies? Un seul exemple: *“La destruction d'une usine pétrochimique à Pancevo (au nord-est de Belgrade) a dégagé dans l'atmosphère, les eaux et le sol, plusieurs liquides chimiques (tels que chlorure de vinyle, chlore, dichlorure d'éthylène et propylène) ce qui risque de constituer une grave menace pour la santé des populations de la région, ainsi que pour les écosystèmes des Balkans et de l'Europe en générale”*. (24)

Serait-il possible d'établir une évaluation de la gravité des troubles psychiques de tous les peuples balkaniques, surtout de ceux qui ont vécu les atrocités des guerres et des bombardements?

Aujourd'hui il n'y a plus de guerre sur les espaces de l'ex Yougoslavie. Qu'est-ce qu'il est resté des peuples après la fin de toutes ces guerres?

On dit que les guerres produisent les vainqueurs et les vaincus, des gagnants et des perdants, mais qui a gagné et qui a perdu dans ces guerres? Ce ne sont pas les musulmans qui avant la guerre rendaient visites à l'occasion des fêtes aux chrétiens, mangeaient du porc et buvaient du raki autant que les orthodoxes et les catholiques, et qui vivent maintenant séparément dans leur communauté “ethniquement” pure. Ce ne sont pas les Croates qui “en nettoyant” ont peut-être diminué la proportion des Serbes en Croatie de 12% avant la guerre à 3-4 % après la guerre, mais en Bosnie eux aussi étaient soumis à de nettoyages impitoyables. Enfin, ce ne sont pas les Serbes, qui, non seulement n'ont pas réalisé leur rêve de Grande Serbie, mais au contraire, furent contraints de se déplacer en masse et de quitter leurs propres foyers une fois de plus.

La vérité est triste. Chacune de ces trois communautés, surtout en Bosnie, vit séparément dans des zones “ethniquement pures” avec ses propres programmes éducatifs qui nourrissent la haine, en blâmant les autres et en glorifiant la mythologie de son propre camp. Tous les Bosniaques (Musulmans, Serbes et Croates) déclarent ouvertement qu'ils ne pourront jamais oublier, encore moins pardonner, ce que “les autres” leur ont fait pendant la guerre et qu'ils ne veulent plus vivre avec “ces autres”. Dans un climat politiquement défavorable du point de vue de l'émergence, chaque personne craint d'abord, non pour sa propre existence, mais pour la survie de son identité ethnique. Cela signifie que la guerre,

encore une fois de plus, n'a pas réglé le problème essentiel - la reconnaissance mutuelle entre les différentes nationalités. Ce fait demeure toujours comme un éventuel point de départ de nouveaux conflits. Ainsi, l'absence de la guerre ne signifie pas du tout que la paix s'y est bien installée.

“Les Balkans sont une poudrière, parce que l'on y a créé des mélanges instables et dangereux, avec des composants hautement réactifs: des peuples qui se haïssent viscéralement. La solution de bon sens aurait voulu que l'on sépare ces composants et qu'on les mette chacun dans des récipients séparés au contenu homogène. Les déplacements de populations, que la propagande occidentale qualifie d'épuration ethnique, étaient une chance, pour désamorcer cette poudrière, en séparant les composants antagonistes. L'idéologie dominante veut, contre toute logique, reconstituer ces mélanges instables, au nom du mythe de la société multi culturelle. C'est jouer avec le feu. En Ex-Yougoslavie, il n'y a ni bons, ni mauvais, c'est le cocktail qui est explosif”. (25)

Où faut-il chercher la clef de la résolution des problème? Au début du troisième millénaire, à l'époque de l'informatique et du progrès technologique très élevé, la guerre, avec ses méthodes de viols et de supplices, et avec ses cortèges de victimes, se montre assez primitive et extrêmement inefficace. Il est grand temps de se tourner vers une autre rive et de chercher la solution dans l'éclaircissement des malentendus.

Dans le cas de la Bosnie, le malentendu consiste en mauvaise compréhension des mots *Musulmans* (écrit avec majuscule) et *musulmans* (écrit avec minuscule), le premier signifiant l'appartenance nationale, tant des croyants que des athées, et le deuxième désignant seulement la religion. Celui veut dire que tous les Musulmans ne sont pas obligatoirement musulmans. C'est la même chose avec les Croates, qui ne sont pas tous catholiques, ou bien avec les Serbes qui ne doivent pas être obligatoirement orthodoxes - il y a des athées parmi eux. C'est justement de cette ambiguïté dont les nationalistes serbes et croates ont bien profité pour se lancer contre tout ce qui était musulman en Bosnie. Et, quand on parle de l'histoire, c'est surtout l'époque ottomane qui pèse le plus en Bosnie.

Selon les propagandes de la Croatie de Tadjman et de la Serbie de Milosevic, cette entité musulmane en Bosnie constituait une “plate-forme pour la pénétration de l'islam en Europe”, tout en négligeant (par intention ou non, qui pourrait le savoir?) le fait que l'islam bosniaque était le plus laïque au monde, étant donné l'origine slave de ces musulmans. Une des erreurs les plus grandes de l'Europe

et de l'Amérique était d'avoir cédé à ces propagandes, de ne pas avoir reconnu l'existence en Bosnie de cet islam (le plus laïque au monde) et aussi de ne pas l'avoir opposé aux autres formes plus dures et plus intolérantes de la religion musulmane. Parce que, les musulmans de Bosnie ne se sont jamais considérés comme des Sunnites ou des Chiites, mais "des Slaves, d'origine musulmane" ou tout simplement "musulmans". Mais, malheureusement, en Bosnie, l'appartenance religieuse était le facteur le plus décisif pour déterminer l'identité et comptait beaucoup plus que la nationalité ou les origines.

L'auteur du roman "*Le Derviche et la mort*" (publié en 1966 et traduit dans plusieurs langues), Mehmed - Mecha Selimovic, musulman bosniaque, c'est-à-dire, descendant d'une famille musulmane qui revendiquait en même temps son origine slave, écrit:

"Nous avons été détachés des nôtres, sans être acceptés par les autres: tel un bras d'une rivière qu'un torrent a soudain séparé de son cours, qui reste sans source ni embouchure, trop petit pour devenir lac, trop grand pour être englouti par le sable. Avec un sentiment indéfinissable de honte due à notre origine et de culpabilité liée à notre conversion, nous n'osons pas retourner en arrière et nous ne pouvons nous plus regarder en avant..." (26)

La Macédoine

Deux mois après les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le 8 septembre 1991, la Macédoine a aussi organisé un référendum sur l'indépendance, qui l'emporta avec 95% des voix. Un peu plus tard, elle a proclamé son indépendance sous le nom de République de Macédoine. Contrairement à ce qui s'était produit dans les autres républiques ayant fait sécession de la Fédération Yougoslave, le "départ" de la Macédoine s'est déroulé pacifiquement, d'où son épithète *oasis de paix* dans les Balkans. Mais, cette épithète ne revêt qu'une signification illusoire, car même si les conflits militaires ont été évités, malheureusement, les tensions par contre y persistaient et y persistent encore.

A cause de son exceptionnelle situation géographique (au carrefour des Balkans, à l'intersection Est-Ouest et Nord-Sud de l'Europe centrale et orientale), la Macédoine a depuis toujours attiré (et attire encore) les convoitises de ses voisins, ce qui a fait de ce pays la victime de tous les adeptes de grandeur: "Grande Bulgarie", "Grande Grèce", "Grande Serbie", "Grande Albanie". C'est la raison pour laquelle l'indépendance de la Macédoine en 1991 s'est heurtée aux réactions de tous ses

voisins.

La Serbie a depuis toujours considéré la Macédoine comme “la Serbie du Sud” et les Macédoniens comme “des pratiquants de la même religion, s’exprimant dans une langue très proche”. Pour appuyer ces déclarations, ils se servaient de différents faits historiques pour approuver l’idée que la Macédoine “constitue un foyer historique serbe” et que le Macédonien est un “Serbe déguisé”.

Cependant, le différend entre la Macédoine et la Serbie n’a pas perduré et la Serbie a accepté l’indépendance de la Macédoine. Le président serbe de l’époque Slobodan Milosevic avait ses plans pour créer une “fédération orthodoxe”, regroupant les Serbes, les Monténégrins et les Macédoniens. Mais il avait déjà engagé ses troupes dans les guerres en Croatie et en Bosnie et Herzégovine et s’opposer au départ de la Macédoine aurait entraîné l’ouverture d’un autre front. En plus, la Macédoine représentait peu d’intérêt pour le régime de Milosevic, étant donné sa faible économie et sa population serbe relativement restreinte. Donc, il a fini par accepter l’indépendance de cette République.

De l’autre côté, à l’est, la Bulgarie a reconnu, en 1992 la République de Macédoine. Mais paradoxalement, elle a nié l’existence de la nation macédonienne, en se fondant sur un double critère, religieux et linguistique (donc à peu près le même critère qu’utilisait la Serbie), qui identifiait la Macédoine à une région historique bulgare. Cependant, en 1999, la Bulgarie aussi a fini par reconnaître l’existence, non seulement du pays, mais aussi du peuple et de la langue macédoniens.

Le voisin du Sud, la Grèce, est allée plus loin. En tant que membre de l’Union Européenne, elle a imposé son veto à la reconnaissance internationale de la Macédoine et ainsi a empêché son adhésion à diverses organisations internationales, dont le Conseil de l’Europe. Les nationalistes grecs considéraient comme illégitime le fait que le nouvel État porte le nom de “Macédoine”, s’appropriant ainsi l’héritage de la Macédoine antique d’Alexandre le Grand qui, selon eux, appartient exclusivement au patrimoine hellénique. “Nous sommes les fils d’Alexandre le Grand”. Tel était le slogan principal que des milliers de Grecs criaient, protestant à Salonique et à Athènes, en 1992 et 1993, contre le nom que leurs voisins du Nord, nouvellement indépendants, avaient voulu se donner.

En effet, la “Macédoine-grecque” représente le territoire autour de Salonique, devenu spécifiquement grec en 1913 après le partage du territoire macédonien, avec lequel la Grèce a doublé

sa superficie. Officiellement, elle proteste contre l'emploi du nom "République de Macédoine" pour des raisons culturelles. Si la Grèce avait adopté ce nom, le nouvel pays se serait doté du droit sur l'ensemble du patrimoine "hellénistique" depuis Philippe II et Alexandre le Grand.

En réalité, la Grèce a moins peur d'une usurpation culturelle que des revendications territoriales qui pourraient en découler. Ainsi, si ce pays devient "République de Macédoine", très bientôt, il pourrait exiger l'ensemble du territoire historique de la Macédoine, y compris la partie égéenne, appartenant aujourd'hui à la Grèce. Donc, accorder aujourd'hui le nom de Macédoine, pourrait signifier perdre demain le territoire grec du Nord, avec tout son héritage culturel et historique. A cause de tout cela, la Grèce considère que "la Macédoine est une terre spécifiquement grecque et personne ne doit usurper ce nom".

Mais le nouveau voisin existe réellement. Il faut donc lui donner un nom. Et la Grèce se permet de s'accorder le rôle de marraine, en proposant le nom "République de Skopje", d'après celui de la capitale du pays. La Macédoine ne veut pas changer son nom millénaire pour un nom qu'elle considère "ridicule" et sans aucun sens.

Le compromis a été trouvé dans l'appellation provisoire de FYROM (Former Yugoslav Republic of Macedonia) ou ARYM (Ancienne République Yougoslave de Macédoine). En avril 1993 la Macédoine a été admise à l'ONU, sous ce nom provisoire. Le fait qu'un pays est devenu membre de cette organisation sous un nom provisoire était un fait sans précédent dans l'histoire de l'ONU. En 1995, la Macédoine a même dû adopter un nouveau drapeau avec huit rayons, au lieu des seize rayons de l'ancienne étoile de Vergina.

Du provisoire qui dure. Cela fait une quinzaine d'années que la Macédoine est ainsi dénommée. "Former" ou "ancienne", elle continue d'être traitée comme "ex" en plein milieu de son existence. On peut accepter que le préfixe "ex" soit appliqué à la République yougoslave, puisque la Macédoine n'existe plus en tant que telle. Par contre, son emploi est contestable lorsqu'il est utilisé pour désigner la Macédoine. La Macédoine continue d'exister.

On dit "former" en anglais ou "ancien, ancienne" en français pour une chose qui autrefois a existé sous une forme et maintenant elle ne l'est plus, mais il se peut qu'elle continue cependant à exister sous une autre forme. Ainsi, si cet "ancienne", ou plus simplement "ex", s'adresse à la

“République Yougoslave”, dans ce cas-là c’est un mot adéquat. La Macédoine était une des six Républiques de la Yougoslavie pendant la période 1945-1991. Mais à partir de 1991 la Fédération yougoslave s’effondre, n’existe plus et pourtant la Macédoine continue d’exister, comme la seule république portant le souvenir de cette fédération. La Slovénie, la Croatie et la Bosnie et Herzégovine sont aussi des anciennes républiques yougoslaves, mais après la proclamation de leur indépendance, elles ont été tout de suite reconnues sous leur nom, sans porter cette épithète. Même la Serbie et le Monténégro qui au début ont gardé l’appellation “Fédération de Yougoslavie”, l’ont changée en “Serbie et Monténégro”, après être devenus conscients que “le pays des Slaves du sud” s’était disloqué.

Le plus grand problème se pose si cet “ex” s’applique au mot “Macédoine”. Comme il paraît que c’est le cas, il est bien compréhensible qu’un grand nombre de malentendus et d’erreurs, et encore plus de questions refassent surface. Quelle est cette “ex-Macédoine”? Celle d’Alexandre le Macédonien (ou le Grand) du 3^{ème} siècle avant J.C. ? Ou bien, celle que les Slaves ont peuplée en arrivant dans les Balkans du 5^{ème} au 7^{ème} siècle? Ou bien, celle qui a passé plus de cinq siècles sous la domination Ottomane et qui, débarrassée de ce joug, en 1913, a été partagée entre ses voisins? Ou bien, celle qui en 1945 est devenue République socialiste dans les cadres de la RSF de Yougoslavie? Ou enfin, celle qui en 1991 se transforme en République indépendante et actuellement existe en tant que telle? Il serait logique que cet “ex” se réfère à n’importe laquelle des “Macédoines” mentionnées ci-dessus, sauf la dernière, mais paradoxalement, c’est justement la dernière qui porte ce nom.

Pour mieux expliquer cette situation dénominative paradoxale, il faudrait se référer à l’histoire. Plus précisément, pour faire une analyse sémantique de la terminologie utilisée quand on parle de la Macédoine et tout ce qui est lié avec ce nom (le peuple macédonien, l’identité, la langue et la culture macédoniennes etc.) l’histoire s’y impose comme inévitable. Mais quelle approche historique des Balkans peut-elle être considérée comme incontestable, quand on sait que chaque pays balkanique tient à imposer sa propre conception de l’interprétation de l’histoire? Il serait peut-être plus approprié de faire une analyse de certaines de ces conceptions historiques.

Stoyan Pribichevich, de nationalité serbe, qui a été professeur à l’Université Yale, commence son livre “Macedonia, its people and history”, (publié en 1982, donc durant l’existence de la FRSY) avec le titre “*Terra incognita*” (qui suit après l’introduction), dont la première phrase est sans

équivoque: "Les Macédoniens d'aujourd'hui ne sont pas, comme le pensent la plupart des pays de l'Ouest, descendants des Macédoniens d'Alexandre le Grand". (13 / p. 2)

Ensuite, quand il parle de la période préhistorique de la péninsule en décrivant l'arrivée des différents peuples, Pribichevich écrit:

"Vers 3500 Av. J. C., certains peuples un peu connus, ont envahi la péninsule Balkanique qui jusqu'à là était habitée par les gens des cavernes. Les uns disent qu'ils sont venus de la partie sud de la Russie, les autres disent qu'ils sont venus de Palestine. De toute façon, ce n'était pas un peuple indo-européen, ni arien. Ils se sont servi des outils de pierre, ont fait de la poterie en couleurs et ont habité des habitations souterraines. La tradition hellénique leur donne le plus souvent le nom *Pélasges* - un nom dont la signification est "Résidents de plaine" pour les uns, ou bien "Peuple de la mer" pour les autres. On peut trouver des traces de cette race dans plusieurs endroits, y compris la plaine macédonienne grecque, juste au sud du lac d'Ohrid, à la frontière yougoslave.

Vers 2800 Av. J.C. les émigrants helladiques de l'Asie Mineure sont venus dans le Péloponnèse, à travers les îles égéennes. Vers 2300 av. J.C. il semble que les Thraces soient arrivés dans les Balkans, venant de l'Asie mineure, suivis, vers 2000 av. J. C. par les Grecs venant par le Sud (certains disent par le Nord) et par les Illyriens, venant par le Nord. Les Macédoniens, selon certains, sont venus du Nord, avec les Doriens, après 1200 av. J.C. Les Grecs ont apporté l'agriculture avec eux. Les Illyriens ont introduit le travail du bronze aux Balkans. Les Macédoniens ont été les premiers qui ont introduit le travail du fer (donc la civilisation métallique) et y ont introduit la cavalerie. Les Grecs, bien que mélangés, sont restés là où ils sont encore aujourd'hui. Les descendants des Illyriens habitent aujourd'hui les territoires de l'Albanie; les Tsintsars et les Vlachs sont des descendants des Thraciens" Et, il finit ce passage, tout simplement en disant: "*Les Macédoniens n'ont pas laissé de descendants*". (13 / p. 37)

Antonije Shkokljev, du Centre Européen de paix et développement (CPD) de Belgrade et Ivan Skokljev, professeur à la faculté électro-technique à Belgrade, abordent aussi la question des Pélasges dans leur livre commun "*Vers la conscience archétypique et l'inconscient collective*". (27)

Ainsi, ils disent: "Une nouvelle civilisation est créée dans le bassin Égéen, différente de celle du Proche Orient. Ce sont la culture Minoïte en Crète, la culture des îles Kikladiques, Néa Nikomédia -

près de Salonique et Lepenski Vir (en 7000 av. J. C.), Gorenci en Macédoine de l'Ouest, le long de la rivière Bistricé etc. Des oeuvres d'art culturels et historiques des vallées des rivières Vardar, Crna et Bregalnica datent de 6000 Av. J.C. Dans la science, ces cultures sont connues comme *cultures Égéennes*. (27)

Hérodote présente la plus vaste documentation sur l'histoire des Pélasges. Selon lui (et comme le disent les deux Shkokljev,) les Pelasges s'installent dans la péninsule Balkanique de 36° à 40° de latitude de Nord, ce qui comprend Olimp, Hassia, Pind et Péloponnèse. Hérodote appelle ces espaces *Pelasgie* et ses habitants *Pelasges*. Au nord de la Pelasgie, toujours selon Hérodote, de 40° à 41° se trouve la Macédoine, au nord d'elle, Pélagonie, Péonie et Trakie, et encore plus au nord, Borée et Hyperborée. Au sud de la Pélasgie, se trouvent Thessalie, la partie centrale, la péninsule Apis (plus tard Péloponnèse) et les îles dans les mers Égée et Ionienne. (27)

Les Pélasges, sont des peuples d'origine protoindoeuropéenne, venus dans le Sud des Balkans à travers le Caucase et l'Asie Mineure. Ils étaient organisés en communautés tribales, de la même façon des autres tribus, leurs contemporains: Minoïes, **Makédons**, Kars, Ïons, Dardans, Lidans, Lélégues, Kavkons et d'autres. On pense que toutes ces tribus ont communiqué entre elles en utilisant la seule langue protoindoeuropéenne, pélasgique. L'alphabet linéaire "A" qui n'est pas encore décodé, est connu en paléographie et on l'attribue aux peuples de cette communauté primitive. La culture de cette communauté est appelée Égée et est considérée comme la première culture originale de l'Europe. (27)

Contrairement à Pribichevich, qui exclut la possibilité de l'existence de quelque héritage de ces ancêtres des Macédoniens dans la péninsule balkanique, Antonije et Ivan Shkokljev affirment que: "*Les éléments glossaires de la langue préhistorique des Pélasges est un substrat des langues des Macédoniens, des Grecs et des Latins antiques. A l'aide de ces peuples antiques et leur héritage linguistique, on forme et on enrichit le vocabulaire des sciences contemporaines. Ces visions peuvent servir comme point de départ dans les recherches du développement de l'inconscient collectif, commun à tous les peuples des Balkans. Elles sont complémentaires des théories de l'ethnogenèse des différents peuples et diminuent l'exclusion de ces théories, ce qui représente un engagement indispensable pour assurer l'existence (ou mieux la coexistence) des générations futures sur ces*

espaces". (27)

Malheureusement, la réalité est tout autre. Elle n'est pas du tout comme elle devrait l'être selon le modèle proposé par les deux Skokljev. Le nom **Macédoine**, est le seul qui apparaisse comme un toponyme dans l'histoire des Pélasges où les mots **Grèce**, **Bulgarie**, **Serbie** ou encore moins **Albanie** n'existent pas en tant que tels. D'où les deux questions: À quels Grecs, pense Pribichevich quand il parle de la même période historique et quand il dit: "*Les Grecs, bien que mélangés, sont restés là où ils sont encore aujourd'hui.*" ?(13 / p. 37) Et la deuxième question: Où ce trouve ce "*là où ils sont encore aujourd'hui*"? Selon cette expression, s'il s'agit du même endroit où ils se trouvaient à ce temps-là. Cela désigne le territoire qu'on considérait grec et qui est entré dans les cadres de l'État de Grèce au moment où ce pays a eu le statut d'un État, au début du 19^e siècle. Mais cette partie ne comprend pas le territoire de la Macédoine Egéenne, qui est devenu grec en 1913. Donc, il n'y a aucune possibilité d'identifier le territoire grec d'aujourd'hui à celui d'il y a une trentaine de siècles.

Ensuite, comment il nous expliquerait le fait que "*les descendants des Illyriens habitent aujourd'hui les espaces de l'Albanie*" (13 / p. 37) (donc, ils donnent naissance aux Albanais d'aujourd'hui); les Tsintsars et les Vlachs sont des descendants des Thraciens et ce sont seulement les Macédoniens qui "disparaissent" de ces espaces sans laisser de descendants?! Et, pour que le miracle soit encore plus grand, après quelques siècles de "disparition", avec l'arrivée des Slaves, ils ont le don (ou plutôt la magie) de réapparaître encore une fois sur le même territoire et avec le même nom "Macédoniens".

Malheureusement, Pribichevich n'est pas le seul à avoir eu l'intention de déprécier l'histoire de la Macédoine et surtout l'origine du peuple macédonien, promouvant ainsi une propagande anti-macédonienne. Dans ce domaine, la politique grecque va plus loin encore. Il suffit de lire n'importe quel livre, magazine, journal grecs parlant de l'histoire, et voir toutes les accusations possibles jetées contre "l'usurpation" des noms "Macédoine et macédonien" (ce dernier en tant que langue et nationalité), de la part de "République de Skopje".

Le livre de Nicolaos K. Martis (avocat de profession, élu sept fois du parlement grec) "The falsification of Macedonian history", constitue un exemple parfait de cette littérature de propagande. La préface et les deux premières pages de l'introduction sont suffisantes pour démontrer ses intentions.

Il commence la préface de l'ouvrage en affirmant que l'histoire de la Macédoine est "continuellement et systématiquement" falsifiée dans le monde entier. Selon lui, cela se fait avec certains intérêts, de n'importe quelle manière et avec des moyens forts économiques. (10 / p. 11)

"Comme un Macédonien et ancien ministre pour la Grèce du Nord, j'ai considéré que c'était mon devoir d'informer l'opinion publique grecque et internationale aussi, du sans fondement de ces fausses affirmations et de l'antécédence de la falsification de l'histoire macédonienne..." (10 / p.11)

Dans l'Introduction de son livre, (pp. 13-14) Martis donne quelques arguments, qui, selon lui, ne sont que "de faux arguments provenant de Skopje": (10 / p. 13)

-Que les Macédoniens ne sont pas Grecs, mais une forme de nation séparée. (10 / p.13) (Ici il pense aux Macédoniens habitant en Grèce, parce que, selon lui et selon les Grecs, les autres Macédoniens n'existent pas sous ce nom);

-Que leur langue n'est pas le grec, mais un idiome parlé dans les environs de Skopje, qui est un mélange de mots bulgares, grecs, turcs, albanais et slaves. (10 / p.13) (Donc, le macédonien n'est pas une langue distincte);

- Que la Macédoine s'étend beaucoup plus au nord des frontières de la Macédoine historique de façon qu'elle comprend les régions slaves actuelles qui n'on jamais fait partie de la Macédoine pendant la période antique, mais ont été districtes de l'ancienne Dardanie. (10 / p.13) (Il paraît que "la Macédoine historique" est une expression qu'il utilise ici pour désigner "la Macédoine Egéenne", qui en fait est devenue grecque en 1913.)

-Que les anciens Macédoniens n' étaient pas Grecs, mais un peuple lié aux Illyriens et aux Thraciens. (10 / p.13) (Si cela est un "faux argument de Skopje", le "vrai argument" d'Athènes serait: les anciens Macédoniens ont été Grecs. Alors, pourquoi les anciens Macédoniens ont été appelés "barbares" par les anciens Grecs? (28))

- Qu' en Bulgarie (la "Macédoine du Pirin") et en Grèce (la Macédoine centrale et occidentale) il existe des habitants qui appartiennent à la "nation Macédonienne", formant des minorités opprimées dont les droits doivent être reconnus. (10 / p.13) (Est-ce que Martis veut dire qu'il n'y a pas de Macédoniens habitant en Grèce et en Bulgarie?)

Ce ne sont que quelques uns des points plus importants de l'argumentation de Nicolaos K. Martis, reflétant l'opinion générale qu'ont les Grecs de la Macédoine. L'ouvrage, couronné par l'Académie d'Athènes, a été traduit en anglais, en français et en allemand, et ensuite en italien et en russe, de manière à "informer" l'opinion publique internationale. Ainsi, le but est parfaitement atteint: l'opinion internationale est "bien" informée de la "politique falsificatrice de la Macédoine-slave envers la Grèce". Parce que, c'est cet image que chaque lecteur mal informé va avoir de la Macédoine après la lecture de cet oeuvre, sans se demander sur la vérité. En plus, vue la "grandeur" de la Grèce et la "petitesse" de la Macédoine, il est petit le nombre de ceux qui pourraient se douter des déclarations grecques et croire en celles macédoniennes.

Cependant, la vérité se trouve quelque part et quand il s'agit d'un différend entre deux parties, il est nécessaire de considérer les arguments des deux parties. Il faut au moins examiner l'autre version des faits afin de trouver les réponses aux questions qui s'imposent après la lecture de la version grecque.

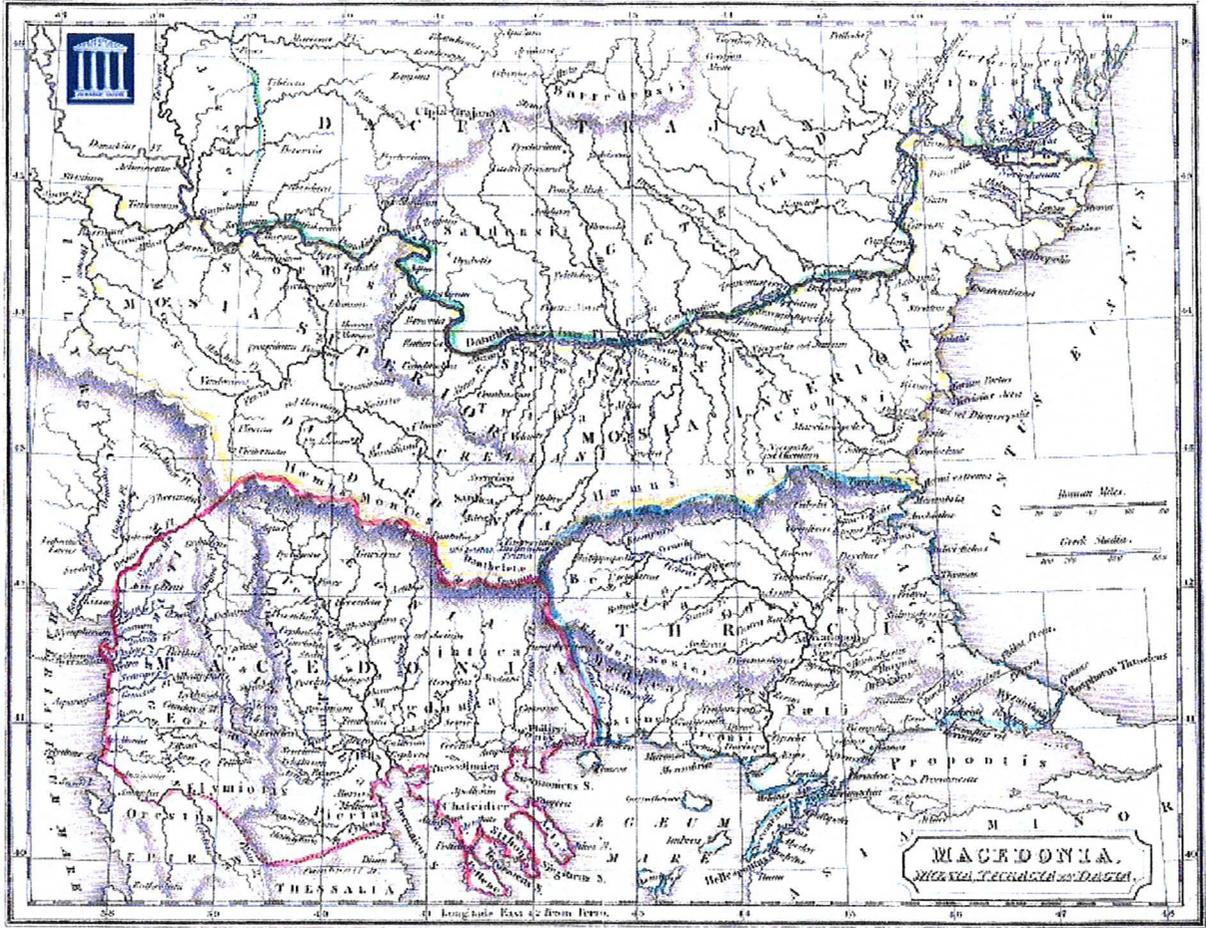
1. - Pourquoi ce "petit peuple" prétend-il avoir le droit de se considérer comme héritier d'Alexandre le Macédonien (le Grand) et de porter le nom "Macédoniens"?

2. -Si ce-dessus est vrai, pourquoi ce peuple est cependant resté "petit"?

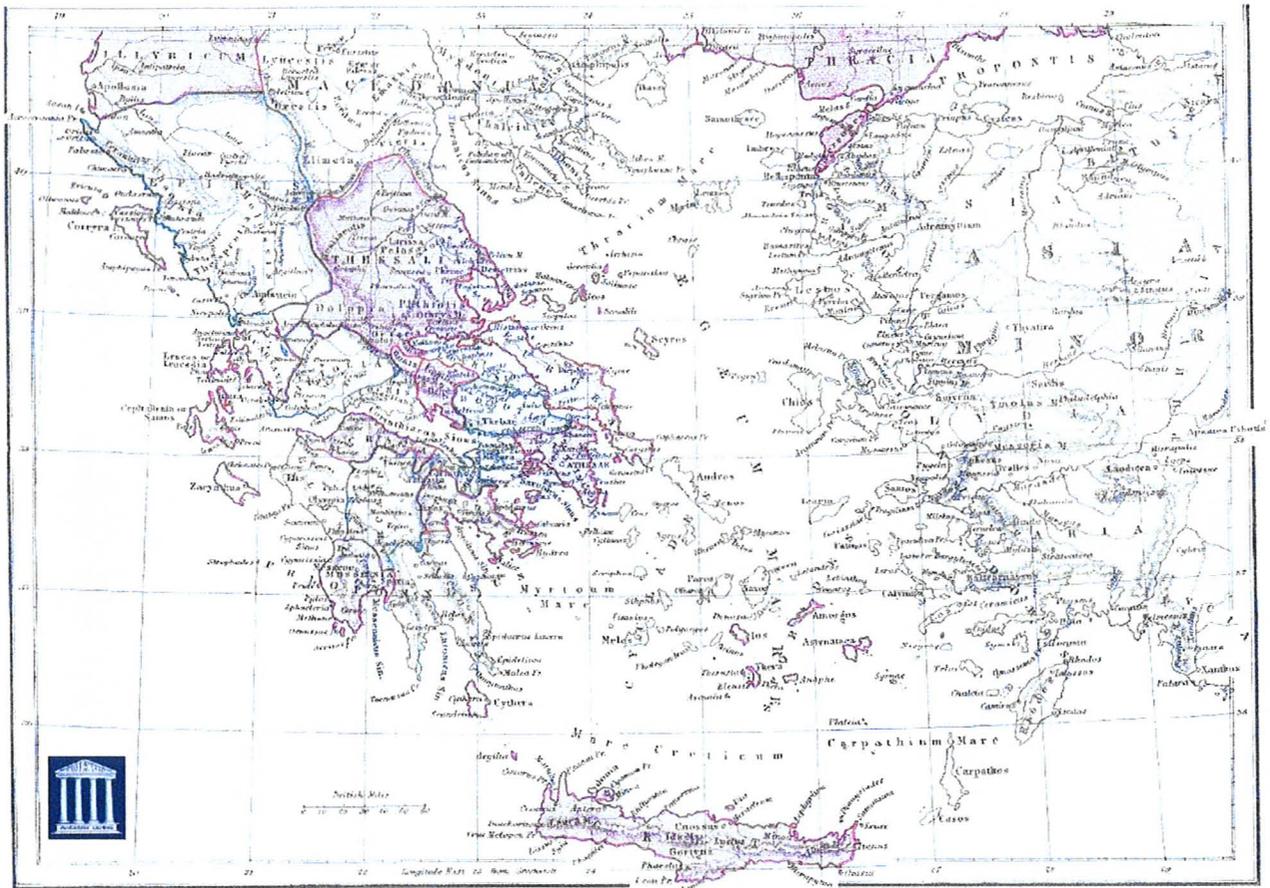
3. - Pourquoi, les Macédoniens-slaves (selon la dénomination grecque) prétendent qu'il existe aujourd'hui des Macédoniens habitant en Grèce (et en Bulgarie) dont les droits humanitaires ne sont pas respectés et même violés?

Les anciens Macédoniens

Au milieu du 6^e siècle av. J. C. les tribus autochtones des anciens Macédoniens vivent en communautés tribales. Selon Hérodote, Perdica 1^{er} est le fondateur du premier royaume macédonien (650-630 av. J. C.) Le pays comprends deux régions: la plaine de Basse Macédoine et la Haute Macédoine avec ses cantons montagneux.



Le territoire de l'ancienne Macédoine



Le territoire de l'ancienne Grèce

Les anciens Grecs qui à cette époque - là occupaient le territoire au sud de la Macédoine, considéraient ces voisins du nord, les Macédoniens, comme *barbares*. Le terme "barbare" signifiait tout ce qui n'était pas grec et que les Grecs ne comprenaient pas. Donc, les Macédoniens étaient un peuple avec une langue, une culture, des traditions et un système politique qui non seulement n'étaient pas grecs, mais ils n'étaient même pas reconnus par les Grecs.

Les successeurs de Perdica sont parvenus à agrandir le royaume macédonien. Mais ce sont Philippe II et son fils Alexandre le Grand (ou le Macédonien) qui ont marqué l'histoire de l'Antiquité,

en dominant la région.

Sous le règne de Philippe II (357/355 - 336 av. J. C.), la Macédoine a été transformée en royaume puissant imposant son hégémonie à la Péninsule Balkanique. A partir de 351 av. J. C., le célèbre orateur et homme politique athénien Démosthène a commencé à fustiger le péril macédonien et l'inertie athénienne dans ses célèbres *Philippiques* qui en fait étaient une sorte d'appel à la lutte contre le roi **barbare** - Philippe II. Mais les Athéniens sont restés divisés sur l'attitude à tenir et Philippe en a profité pour envahir la Chalcidique, s'emparer d'Olynthe et de 32 cités de la région qui ont été détruites. Après l'intervention macédonienne en Chersonèse (341 av. J. C.), Démosthène est parvenu enfin à mobiliser les Athéniens, puis à constituer une ligue panhellénique, avec sa *Troisième Philippique*, dans laquelle, entre autre, il a dit: (28)

“...Il n'y a plus à choisir entre la paix et la guerre: Philippe, abrité sous le traité de 346, agit en ennemi; il pousse ses approches de tous côtés: en Thrace, en Eubée, jusqu'à Mégare, et le jour où il lui plaira, il se démasquera, et Athènes, enveloppée de toutes parts, sera impuissante à lui résister. La Grèce, si jalouse naguère de son indépendance, en face d'Athènes, de Sparte, de Thèbes, n'a pas su se concerter pour arrêter l'essor de ce tyran qui n'est pas même un Grec...” (28)

“...En outre, si les Grecs ont eu à se plaindre des Lacédémoniens ou de nous-mêmes, c'étaient, du moins, des fils légitimes de la Grèce qui leur faisaient tort. Ainsi, le fils de famille opulent mérite, sans doute, d'être blâmé et accusé, quand il administre mal sa fortune; mais on ne peut nier qu'elle lui appartienne, qu'il en soit héritier reconnu, direct. Si un esclave, au contraire, ou un bâtard, dilapide, dissipe des biens qui ne sont pas à lui, à coup sûr, un tel acte semblera, aux yeux de tous, beaucoup plus coupable et digne d'exciter la colère. Eh, bien! N'en peut-on dire autant de Philippe et de ses actes? Non seulement il n'est pas Grec et ne tient en rien à la Grèce, il n'est pas même né sur une terre barbare dont on puisse s'honorer; c'est un misérable Macédonien, il est de ce pays où jadis on n'achetait pas même un bon esclave...” (28)

Point de commentaire n'est nécessaire. Démosthène nous donne les preuves non seulement que Philippe II n'était pas Grec, mais aussi à quel point les Macédoniens ont été méprisés par les Grecs.

La langue des anciens Macédoniens

Les Macédoniens, en tant que barbares avaient une langue différente du grec et incompréhensibles pour les Grecs. L'historien macédonien Aleksandar Donski dans son oeuvre *Античко-македонското наследство во денешната македонска нација (L'héritage anticomacédonien chez les Macédoniens d'aujourd'hui)* pose cette question dans la partie intitulée: “*De la particularité de la langue ancienne macédonienne*”. (4 / pp. 23-29)

Selon lui, il est bien connu que les Macédoniens antiques ont parlé une langue macédonienne, propre à eux-mêmes. Les historiens antiques, ainsi que les historiens de l'époque contemporaine nous prouvent l'authenticité de cette affirmation. On peut trouver de preuves de cette affirmation dans certains passages dans les oeuvres de l'historien grec Plutarque (*Antony*, traduit en anglais par John Dryden) et de l'historien latin Quinte Curce Rufus (“*De Rebus Gestis Alexandri Macedonis*”, VI, 10). (4 / p. 23)

Les mêmes faits sont indiquée par Jean Claude Faveyrial dans “*L'histoire de l'Albanie*”, dont l'édition est établie et présentée par Robert Elsie: “*Par Quinte - Curce et Plutarque nous voyons aussi qu'entre le grec et le macédonien il existait une différence, telle que, comprenant une de ces langues, on ne comprenait pas l'autre*”. (FAVEYRIAL, Jean Claude *L'histoire de l'Albanie*. p.4) (58)

Que l'ancien macédonien était différent de l'ancien grec affirme aussi George Gerote au 19^e siècle, en disant que: “*La langue macédonienne a été différente des langues illyrienne, thracienne, et il paraît de la païonienne. Le macédonien a été aussi différent du grec*”. (GEROTE, George, *History of Greece* vol. II, third edition, London, John Murray, Albemarle Street, 1851, part 2, pages 14 et 15). (4 / p. 24)

Le grammairien d'Alexandrie Hesychius du 5^e siècle présente l'argument décisif de l'existence autonome de la langue ancienne macédonienne. Dans “*The Columbia Encyclopedia*”, sixth edition. Copyright © 2001 Columbia University Press, sous le titre: Hesychius of Alexandria on trouve:

“*Hesychius d'Alexandrie, 5^e siècle, grammairien. Connue comme compilateur d'un dictionnaire*

précieux, de mots et d'expressions étranges, apparus dans les textes grecs. Le matériel a été rassemblé de domaines spéciaux (la médecine, par exemple), de l'écriture des anciens poètes, ainsi que de différents langues et dialectes. Ce dictionnaire représente pratiquement une source de tout le matériel qui est maintenant disponible pour certaines des langues disparues, comme c'est le cas avec l'ancien macédonien". (29)

Ce ne sont là que quelques exemples d'auteurs qui traitent la question de la langue macédonienne antique.

*"De l'autre côté, continue Donski dans son oeuvre, il est exact que certains milieux souverains de la Macédoine antique ont accepté la langue littéraire grecque à certaines périodes, mais cela ne signifie absolument pas que les Macédoniens étaient Grecs. Premièrement, d'autres peuples se sont aussi servi de la langue littéraire grecque à cette époque-là. Par exemple, les Thraciens, les Macédoniens, les Illyriens, même les Romains ont écrit en grec à une certaine période, mais cela ne signifie pas du tout qu'eux tous ont été Grecs. (Aujourd'hui, c'est le cas avec l'anglais, presque partout dans le monde). D'où provient la question: Pourquoi l'historiographie grecque affirme que **seulement** les Macédoniens sont "Grecs" et ne dit pas la même chose pour les Illyriens, les Thraciens, les Romains et tous les autres peuples qui ont utilisé la langue littéraire grecque?" (4 / p. 25)*

Quant à l'utilisation du grec à la cour royale macédonienne, on sait bien que cela a été accepté à une certaine période du développement de l'Etat macédonien et n'était pas quelque chose qui y avait existé *depuis toujours*. Dans ce contexte il faut remarquer qu'il n'existe **pas une seule** inscription grecque sur le territoire de la Macédoine entière, datant du 5^e siècle av J. C., c'est-à-dire de la période avant l'acceptation de la culture grecque en Macédoine. On trouve ce type d'inscriptions, datant plus d'avant du 5^e siècle av. J. C. , partout en Grèce, même en Thrace, mais en Macédoine - **il n'y en a pas**. Et ce sont les historiens grecs qui affirment cette déclaration. Ainsi, le professeur universitaire grec, Daskalakis, dit: *"Malgré le grand nombre de fouilles faites en Macédoine (ici il pense le plus probablement à la Macédoine Egéenne, c'est à dire, à la Macédoine grecque d'aujourd'hui) jusqu'à aujourd'hui on n'a pas trouvé d'inscriptions grecques de cette période-là"* (Plus de détails dans *"La*

Macédoine du Sud dès les Macédoniens antiques jusqu'aux Macédoniens d'aujourd'hui", Christo Andonovski, Skopje 1995). (4 / p. 26)

Donc, même l'historiographie grecque officielle affirme qu'en Macédoine il n'existe pas d'inscriptions grecques de la période antérieure au V siècle av. J. C.

Après tout cela, comment est-il possible que la Macédoine ait été depuis toujours un pays "*de culture grecque*", quand on sait que dans ce pays on n'a jamais trouvé d'inscriptions grecques datant de la période quand la Macédoine a existé sans avoir de liens culturels plus proches avec les villes grecques? En même temps, on trouve ce type d'inscriptions partout dans le reste de la Grèce. Comment est-il possible que la Macédoine ait été depuis toujours un *pays grec* quand on sait qu'on n'a pas du tout parlé grec en Macédoine, surtout parmi les masses populaires? Ce sont des questions auxquelles la science et la propagande grecques ne sauraient pas donner de réponses exactes devant l'opinion mondiale.

Par contre, on trouve en Macédoine des inscriptions grecques datant de la période postérieure, quand la collaboration inter-culturelle entre la Macédoine et la Grèce s'intensifie, et ce sont **ces preuves** que la propagande grecque force devant l'opinion mondiale. Mais ici aussi il faut accentuer un phénomène particulier: ces inscriptions abondent en fautes d'orthographe. Cela représente un pas de plus vers la vérité que le grec était une langue étrangère pour les Macédoniens.

Un exemple: Récemment on a découvert un masque posthume du roi Dropion (d'origine Païonienne, tribu du Nord de la Macédoine). Autour du visage il figure un petit texte qui ne contient que 8 mots et 2 abréviations composées d'une seule lettre, mais aussi 9 fautes d'orthographe (mauvaise écriture ou omission de certaines lettres). Il est intéressant que le nom Dropion, au lieu d'être écrit avec deux "Ω" (oméga) selon l'alphabet grec, il est écrit avec deux "o". ("*L'icone du roi Dropion*" dans "*Macedonia acta arheologica*", no. 11, 1987-1989, Skopje, 1990, pages. 103 - 104). (4 / p.27)

On trouve d'autres fautes dans d'autres inscriptions, datant du 2^e ou 3^e siècle av. J. C., dans des épitaphes aussi et même dans les textes sur les monnaies.

Et maintenant une autre question: Pourquoi les anciens Macédoniens faisaient tant d'erreurs en écrivant en grec? Ce n'est pas peut-être un supplément de leur langue non-grecque? Même aujourd'hui les personnes qui écrivent en une langue qui n'est pas leur maternelle font d'erreurs plus au moins graves, ce qui veut dire qu'ils n'écrivent pas de la même façon que les personnes en langue maternelle.

Après tout cela, est-ce qu'on peut dire que la langue des anciens macédoniens était grecque?

Si non, quelle pourrait être la nature de l'ancien macédonien?

Selon Donski, il existe seulement quelques dizaines de mots conservés de l'ancien macédonien, ce qui n'est pas suffisant pour former une conclusion sur la nature de la langue. La plupart de ces mots sont différents des mots grecs de cette époque - là, mais il y en a aussi qui y sont semblables, à cause de quoi on considère qu'ils ont été acceptés ou bien empruntés à l'ancien grec. Et le phénomène d'emprunter des mots à une langue étrangère est présent encore aujourd'hui, non seulement dans la langue macédonienne, mais presque dans toutes les langues. Par exemple, le vocabulaire du macédonien contemporain est composé d'un grand nombre de mots étrangers, qui, n'ayant pas d'analogues dans le macédonien, sont acceptés avec leur signification de la langue d'origine: antena, récho, hard disc, nejse, etc .

Donc, on ne peut pas juger le caractère d'une langue selon ses mots empruntés à une autre langue. Et il faut avoir cela en vue quand on analyse l'ancien macédonien. Les emprunts à l'ancien grec ne prouvent pas que cette langue a été grecque, contrairement à ce que prétendent les chercheurs grecs et pro-grecs.

Après la mort de Philippe II (336 av. J. C.) son fils Alexandre III, à l'âge de 20 ans, appelé "le Grand" ou "le Macédonien" prend le pouvoir. Et si Philippe n'avait pas été Grec, son fils l'aurait été encore moins. Alexandre le Grand s'empare de la Grèce, de l'Égypte, du Moyen-Orient, en écrasant le royaume perse et finalement il se rend en Inde. Il est mort en 323 av. J. C. à Babylone, de raisons inconnues.

Après la mort d'Alexandre le Grand, ses généraux et ses fils se partagent le royaume. L'empire

de Macédoine se décompose en différentes dynasties, dont la dynastie Ptolémaïque d’Egypte, d’où est issue la reine Cléopâtre.

La Macédoine sous la domination de Rome

Vers la fin du 3^e siècle av. J. C. la Macédoine était la plus grande puissance aux Balkans. En même temps, la cité - état de Rome devenait de plus en plus puissante. A la recherche de nouveaux territoires, il a dirigé ses intérêts vers les Balkans, et à travers cette péninsule, vers l’Est, ce qui a provoqué des confrontations inévitables entre Rome et la Macédoine. Dans l’histoire macédonienne on parle de trois guerres entre Rome et la Macédoine, dont la deuxième est considérée comme “le début de l’entrée de Rome à l’Est” et la troisième comme “fatale” pour la Macédoine.

La deuxième guerre a eu lieu de 221-197 av. J. C., pendant que Philippe V régnait sur la Macédoine. Les luttes décisives se déroulèrent en Thessalie en 197 av. J. C. Selon le traité de paix après cette guerre, Philippe a dû renoncer à tous ses possessions en dehors de la Macédoine, livrer sa flotte et réduire ses armées. Mais le coup le plus dur pour la Macédoine a été la contrainte de devoir reconnaître l’indépendance de la Grèce.

La troisième guerre a eu lieu de 171 - 167 av. J. C., menée par le dernier roi macédonien Persée dont l’armée a essuyé la défaite décisive pendant la bataille de Pydna en 168 av. J. C. Rome a célébré son triomphe pendant trois jours, en emportant le butin que le consul romain Paul Emile a pillé pendant cette guerre. Même le roi Persée avec sa famille a été emmené à Rome. Les villes en Epirus ont subi les dommages les plus grands, ayant été pillées et détruites, tandis que 150 000 habitants ont été vendus comme esclaves.

Après la défaite de Pydna, la Macédoine est incorporée dans l’empire romain. Au 4^e siècle, avec la séparation de l’Empire en occidental et oriental, la Macédoine est rattachée à celui de l’Orient et divisée en deux parties, Macedonia Prima et Macedonia Salutaris (ou Salutaris). Au 5^e et 6^e siècle, à part de Macedonia Prima, avec la capitale Salonica, on mentionne aussi la Macedonia Secunda,

ayant pour capitale Stobi (près de Veles d'aujourd'hui). Avec les remaniements perpétuels des frontières et des territoires, la composition ethnique de la population en Macédoine a changé aussi. La domination romaine a amené un grand nombre de tribus latines, qui y habitaient avec les tribus macédoniennes, illyriennes, thraciennes.

En tant que province romaine, la Macédoine, a été fortement exploitée, mais se trouvant sur un carrefour stratégique, elle a eu une vie citadine (municipale) bien développée, avec trois types de cités: libres, colonies et municipales. Les premières ont été les plus privilégiées. Hormis les villes de la période de Philippe et d'Alexandre le Grand (Pella, Philippi, Héraclée, Salonique), d'autres villes, se trouvant sur des routes importantes, sont devenues de grandes centres: Scoupi (Skopje d'aujourd'hui), Stobi (près de Gradsko) et Héraclée des Lyncestes (près de Bitola).



L'Empire romain

L'implantation des Slaves dans les Balkans

Au 6^e siècle les Slaves s'installent massivement partout aux Balkans et aussi sur le territoire de la Macédoine, ce qui constitue un moment historique très important. Il ne faut pas oublier que le territoire de la Macédoine, dont la superficie est bien réduite après la mort d'Alexandre le Grand, comprend toujours la partie égéenne avec les villes importantes, parmi lesquelles, la ville de Salonique. Et cette Macédoine, à ce temps-là était sous la domination de l'empire Romain d'Orient, plus connu sous le nom d'empire Byzantin.

Les tribus slaves, ceux qui sont venues sur le territoire macédonien, ont pris le nom du territoire déjà existant, et sont devenues *tribus slaves macédoniennes*. Elles sont arrivés jusqu'à Salonique.

En arrivant aux Balkans, les tribus Slaves ont mené des guerres pour occuper le territoire de la péninsule. A ce temps-là, Salonique était la deuxième plus grande ville de l'empire Byzantin. Mais c'était aussi la ville la plus difficile à occuper. Les Slaves ont regardé ce centre important comme "un moyen" qui pourrait les aider à éliminer la domination Byzantine, tandis que la Byzance l'a considéré comme point de sortie qui les aurait aidés à récupérer les territoires qu'ils perdaient peu à peu. Enfin, après à peu près cent ans de guerres, ces Slaves, déjà appelés "Slaves macédoniens" sont parvenus à prendre Salonique de la domination de Byzance. Ces guerres ont aussi contribué à la consolidation des tribus slaves macédoniennes et à leur unification en communauté tribales plus étendues.

Le territoire de la Macédoine est occupé par les Slaves. Mais qu'est-il arrivé à la population indigène, c'est-à-dire, aux anciens Macédoniens qui sont restés sur ce territoire macédonien et ont subi l'occupation romaine? Ont-ils peut-être disparu avec l'arrivée des Slaves? C'est la seule conclusion qu'on puisse tirer des affirmations des historiographes grecs et pro-grecs (anti-macédoniens) d'aujourd'hui qui disent: "Les Macédoniens d'aujourd'hui sont d'origine "purement" slave".

Il serait peut-être plus croyable si on disait que *"une partie de la population indigène est morte pendant la guerre, une autre partie s'est retirée vers les régions montagnardes et littorales, et une troisième partie est assimilée et incluse dans la symbiose slave, laissant en héritage une grande partie*

de leur culture matérielle” et spirituelle, aussi. (16 / p.26)

Aucun peuple antique n’ait disparu de la surface de la terre. Au contraire, dans la plupart des cas, les peuples antiques ont transmis leur sang et leur culture aux ethnies postérieures apparus sur le même territoire. C’est une vérité acceptée aujourd’hui par presque toutes les historiographies mondiales. Suivant cette logique, les anciens Macédoniens seraient ancêtres de la nation macédonienne d’aujourd’hui. Quelle pourrait être la raison pour laquelle seulement la Macédoine et les Macédoniens font exception à cette règle?

Alexandar Donski, avec ses plus nouvelles recherches (2002/2003) dément la théorie panslave, selon laquelle les Macédoniens d’aujourd’hui sont de “purs Slaves” venus aux Balkans de “l’arrière les Carpates”. Il appuie ses démentis avec plusieurs arguments.

Premièrement, le caractère anthropologique des Macédoniens d’aujourd’hui ne correspond pas du tout à la description des anciens Slaves donnée par l’historien byzantin du Moyen Age Procope, qui a écrit que les Slaves étaient de grande taille et robustes et qu’ils avaient tous de cheveux blonds. Et l’image des Macédoniens d’aujourd’hui est contrastante avec ceci. Pour faire une comparaison: On sait bien que les Vikings ont eu les mêmes traits anthropologiques que les Suédois, dont ils sont des ancêtres. Serait-il possible qu’un historien suédois aujourd’hui décrive les Vikings comme un peuple “de petite taille, ayant des cheveux noirs et de teint foncé”? Non seulement que c’est impossible, mais c’est ridicule en plus. Malheureusement c’est la situation réelle de l’histoire macédonienne - ridicule et tragique en même temps.

En faveur de ce même argument, est-ce possible que les Macédoniens, se trouvant au carrefour des Balkans, y sont apparus et restés de purs Slaves? N’oublions pas ici la note nationaliste qu’on sous-entend derrière l’expression “de purs slaves” ou mieux “une nation pure”.

Un autre argument plus important que nous donne Donski, concerne la théorie que les Slaves sont d’origine de l’arrière des Carpates, qui est encore dominante dans les espaces Balkaniques. Suivant cette théorie, les Slaves qui sont venus dans les Balkans de l’arrière des Carpates au 6^e siècle, ont dû

donc occupé les espaces autour les Carpates pendant les siècles qui précèdent ce 6^e siècle. Mais, selon les recherches de Donski, faites sur les histoires des peuples Slaves qui occupent aujourd'hui les pays autour les Carpates (Checs, Polonais, Ukrainiens et Russes), il trouve que même ici les Slaves se sont installés au 5^e siècle (Tchèques et Polonais) ou bien au 6^e siècle (Ukrainiens et Russes). (4 / p. 17)

De quels Slaves s'agit-il ici? Est-ce que ce sont peut-être deux différents peuples portant le même nom?

De l'autre côté, Donski nous donne des preuves que les Slaves sont connus sous d'autres noms aussi. Ainsi, l'historien du Moyen Age, Jordanes, dans son oeuvre "*Getica*" a écrit: "...Vraiment, leurs noms changeaient selon le groupe et le lieu, mais principalement ils se sont appelés Slaves ou Antes". Et ensuite aussi: "Vraiment, comme on a dit au début de l'exposition ou dans la liste des tribus, elles ont eu les mêmes origines, mais maintenant ils apparaissent sous trois noms: Vénètes, Antes et Slaves".

(4 / p.19)

Quant au *Vénètes*, ce nom est rencontré dans l'*Illiade*, (où "ils ont été des habitants de Paflagonie" - en Asie Mineure, en Turquie d'aujourd'hui), chez Hérodote, 5^e siècle av. J. C. (qui les décrit comme "peuple balkanique - Enéti"), dans les textes de Quintus Curtius Rufus, 4^e siècle ("ils ont fait partie de l'armée d'Alexandre le Grand") et dans d'autres textes. Tous ces arguments font penser que les Vénètes ont été antécédents des Slaves. (4 / p.18)

Dans les temps contemporains, la question des Vénètes est le mieux élaborée dans les oeuvres "*Les Vénètes - les premiers constructeurs de la communauté européenne*" (écrit en 1996 par les Slovènes: l'académicien Matej Bor, l'abbé Ivan Tomazic et prof. Josko Savli, traduit en anglais aussi) et "*Les Vénètes - antécédents des Slaves*" du scientifique russe Pavel Tulaév (Moscou, 2000). Ce qui est intéressant pour ces deux oeuvres, dit Donski, c'est que dans tous les deux est transmis l'alphabet vénétien (utilisé à partir du 6^e siècle avant J. C.) dont certaines lettres sont identiques ou très semblables

à certaines lettres correspondantes à l'alphabet cyrillique. (4 / pp. 19-20)

Il serait peut-être utile de dire que les historiographies anciennes soviétique et bulgare ont reconnu les Vénètes comme prédécesseurs des Slaves et récemment l'historiographie nationale macédonienne a fait la même chose. (4 / p.20)

Même si Donski donne encore d'autres arguments sur l'origine des Macédoniens contemporains (le folklore, les déplacements des Slaves) il paraît que ces arguments qu'on a mentionnés ici sont suffisants pour expliquer que:

1. Les anciens Macédoniens n'ont pas disparus, mais qu'ils ont laissé des traces de leur sang et de leur culture dans la formation de la nation macédonienne contemporaine;
2. Les Macédoniens d'aujourd'hui ne sont pas de "purs Slaves" ce qui n'exclut pas totalement la possibilité que les Slaves aient aussi laissé leurs traces dans la nation macédonienne contemporaine,
3. Les Slaves sont des descendants des Vénètes, qui sont, le plus probablement, un peuple balkanique, et non pas des tribus venues de l'arrière des Carpates.

Certes, ces arguments peuvent poser de questions dont les réponses doivent être encore recherchées et examinées, mais cela ne diminue pas du tout l'importance du rôle ethno - culturel des anciens Macédoniens dans la formation de la nation Macédonienne d'aujourd'hui. Dans ce contexte, l'académicien français Georges Cerbelaud Salagnac, dans son oeuvre "*Les origines ethniques des Européens*", (Editions Perrin, 1992, Paris, France), affirme que "*les Macédoniens d'aujourd'hui sont, dans la plus grande partie, des descendants des anciens Macédoniens*". Lui, aussi, écrit que "*c'est vrai que les Slaves sont apparus au Balkans au 6^e siècle, mais en tant qu'une tribu désorganisée, ils n'ont pas pu devenir des habitants dominants de la Macédoine et se sont fondus dans les anciens*

Macédoniens, qui ont été un peuple ayant sa propre culture et civilisation”. (4 / p.16)

Au VI siècle, quand les Slaves sont arrivés sur la scène balkanique, ni eux, ni les anciens Macédoniens n'étaient les seuls habitants de la péninsule. Il y avait encore des Illyriens, des Daces, des Dalmates, des Thraciens... Etant donné que les Slaves se sont dispersés partout dans la péninsule, il est logique qu'ils se soient mélangés avec les autres peuples. C'est ainsi qu'ils ont commencé à se différencier entre eux, en formant les ancêtres des Serbes, Croates, Slovènes, et Monténégrins d'aujourd'hui.

Avec le temps et pour lutter contre la domination byzantine, les Slaves se sont organisés en communautés tribales plus élargies, appelées *sclavinies* et peu à peu ils ont pris le sens de *chaque région habitée par les Slaves*. Il y en a eu dans les régions autour le Danube, près du littoral Adriatique, en Grèce, en Epirus, dans le Péloponnèse, en Thrace, et surtout en Macédoine.

Pendant la seconde moitié du 7^e siècle un peuple du groupe turc, appelé des Protobulgares (par Georges Castellan) ou Bulgares (par des historiens macédoniens), s'est implanté aux Balkans, occupant l'espace entre le fleuve de Danube et la montagne de Balkan. Ils ont ébranlé la position de l'Empire Byzantin, en lui imposant la reconnaissance de l'Etat des Bulgares, en 681. Mais ils ont adopté la langue et la culture de leurs sujets Slaves, en formant ainsi un nouveau peuple slave dans les Balkans, les Bulgares.

Et cela est aussi un moment historique très important pour la Macédoine, mais cette fois-ci du point de vue de la propagande bulgare d'aujourd'hui. Selon cette propagande, les Macédoniens et les Bulgares partagent les mêmes racines. Au moment de l'implantation des Bulgares, les anciens Macédoniens avaient disparu de ces espaces en tant qu'ethnie, tandis que le nom Macédoine a été connu seulement comme une notion géographique.

Mais, le texte du général Paul Emile qui s'est adressé aux légions romaines, (2^e siècle av. J. C.) démontre bien le contraire:

“Les Macédoniens resteront libres et entièrement maîtres de leurs cités, mais la Macédoine sera sous le patronage des Romains. Les Macédoniens payeront à Rome la moitié du tribut qu'il payaient à leur roi (tsar) jusqu'à maintenant. Chaque année la population s'assemblera dans une cite pour élire ses juges, selon les vieilles coutumes macédoniennes”. Mais, en réalité les Romains n'ont pas accordé aux Macédoniens les privilèges promis. (4 / p. 19)

Le nom des Macédoniens est bien mentionné dans la Bible aussi, étroitement lié à la mission du Saint Apôtre Paul en Macédoine, d'où a débuté le processus de propagation de la christianisation en Europe. Dans les *Oeuvres des Apôtres* (16-9) il est écrit:

“...Paul eut une vision pendant la nuit: un Macédonien était là debout et l'appelait: “Traverse la mer pour venir en Macédoine et aide-nous!...” (4 / p. 19)

Et aussi: *“... Nous sommes montés sur un bateau qui devait nous emmener vers la côte de l'Asie Mineure, et nous sommes partis. Aristarque, un Macédonien de Salonique, était avec nous...”*

(4 / p. 19)

Ces deux témoignages (et il est bien connu que ce ne sont pas les seuls témoignages bibliques où on mentionne la Macédoine et les Macédoniens dans la Bible), représente une preuve que les anciens Macédoniens, n'ont pas disparu, mais ils ont continué de vivre en Macédoine, conscients du fait d'être Macédoniens, même quand leur pays est tombé sous l'égide de Rome. Le fait qu'ils ont demandé de l'aide à l'apôtre St. Paul explique bien que leur situation était vraiment difficile.

Les Bulgares sont venus dans les Balkans dans les années 70 du 7^e siècle et ont instauré leur Etat

entre le fleuve de Danube et la montagne de Balkan. Leur Etat était reconnu par l'Empire Byzantin. L'existence d'un nouvel Etat aux Balkans n'était pas convenable pour Byzance, d'autant plus que ce nouvel Etat bulgare ne s'est pas contenté des espaces qu'il occupait, ce que signifiait l'inévitabilité des guerres. La paix est établie en 864 avec la conclusion d'un accord de paix, selon lequel la plus grande partie du territoire macédonien est tombée sous la domination des Bulgares. La Bulgarie s'est engagée à accepter le christianisme du patriarcat de Constantinople comme une religion d'Etat.

La christianisation et la littérature des Slaves macédoniens

En s'implantant dans les Balkans et en Macédoine, les Slaves, en tant que polythéistes, détruisaient les temples divins de la population indigène chrétienne. Un peu plus tard, ils ont accepté la religion chrétienne, surtout grâce à la contribution de l'Etat Byzantin et son assistante inséparable, l'Eglise. Dès le 8^e siècle, parmi les autres diocèses balkaniques, il a existé aussi le diocèse Macédoine, guidée par un métropolitain, dont le centre principal était à Salonique.

Les Slaves se sont servis de lignes comme système d'écriture. Après l'évangélisation, les Slaves ont essayé d'écrire en leur langue en utilisant les lettres grecques et latines. Mais ils ont eu des difficultés à décrire certaines voix apparaissant dans la langue slave et pour lesquelles ils n'ont pas pu trouver des signes dans les alphabets latin ou grec. Cela signifie qu'ils ont eu besoin de leur propre alphabet.

Le premier alphabet des Slaves a été créé par les frères Cyrille (de son vrai nom Constantin) et Méthode. En fait, les deux frères, macédoniens de Salonique, ont traduit, à partir de 862 en langue macédonienne de ce temps-la, des textes grecs tirés de la Bible et des Évangiles, de même que d'autres textes de la liturgie orthodoxe grecque. Etant donné que le slavon et les autres langues slaves ne disposaient pas encore d'écriture, Cyrille et Méthode ont créé un alphabet aux caractères compliqués,

appelé *alphabet glagolitique*.

Après avoir traduit une bonne partie des textes nécessaires, Cyrille et Méthode, avec un groupe de leurs disciples, ayant le rôle de missionnaires byzantins, sont partis en Grande Moravie (*Velika Moravija*) pour promouvoir la foi chrétienne parmi les peuples slaves. Les frères Cyrille et Méthode sont ainsi devenus fondateurs de la culture slave et promoteurs de la foi chrétienne parmi les Slaves. Grâce à leur activité, la langue des Slaves de Macédoine est devenue, après le grec, le latin et l'hébreu, la quatrième langue officielle par laquelle s'est propagé le christianisme en Europe.

Après la mort des frères Cyrille et Méthode, leurs disciples (Clément, Naum, Constantin Prezviter...) ont continué la mission de propagation du christianisme parmi les Slaves. On croit que le premier, St. Clément, a décidé de transcrire, en caractères grecs, les textes traduits par Cyrille et Méthode, jusque là calligraphiés en glagolitique. Du fait que les lettres de l'alphabet grec ont été insuffisantes pour désigner tous les sons reproduits par la graphie glagolitique, il a ajouté plusieurs lettres, tirées de l'alphabet hébreu. En souvenir de ses maîtres, il a donné au nouvel alphabet le nom de *cyrillique*.

La langue maternelle de Cyrille et Méthode, le slavo-macédonien ou le slavons, est resté la langue liturgique de l'orthodoxie slave. Aujourd'hui, cette langue a disparu comme langue parlée, mais elle demeure la source des langues littéraires de tous les pays slaves orthodoxes, tandis que l'alphabet cyrillique est considéré comme un trésor commun à tous les pays slaves orthodoxes de l'Europe.

A part la transcription des oeuvres de St. Cyrille et Méthode, St. Clément a fait un grand nombre de traductions d'oeuvres liturgiques du grec en slavons, mais il a aussi écrit ses propres oeuvres. Clément est considéré comme le premier poète et orateur (*besednik*) slave, qui a écrit un grand nombre de discours, prières, odes et d'autres sortes de poèmes en l'honneur de Jésus Christ, de la Sainte Vierge

et St. Jean Baptiste. Ses oeuvres seront transcrites par divers auteurs slaves pendant des siècles.

Etant donné qu'à ce temps - là la Macédoine était sous domination bulgare, le prince (knez) bulgare Boris a nommé St. Clément évêque d'Ohrid. Avec son ami St. Naum, il a fondé à Ohrid la première université slave, ce qui représente un événement d'une portée considérable. En fait, l'Ecole littéraire d'Ohrid devint la base de la culture slave et de la propagation de la foi chrétienne. La fondation du premier évêché slave, qui sous le règne de tzar Samoïl est érigé en archevêché, représente la pierre angulaire de l'Eglise orthodoxe macédonienne.

Après la mort de St. Clément et de St. Naum, les disciples de l'Ecole littéraire d'Ohrid ont continué le travail de leurs maîtres, qui avant tout consistait en transcription des oeuvres de Saints Cyrille et Méthodes. Grâce au travail de ces disciples, on a pu garder un certain nombre des plus anciens textes slaves écrits à l'Ecole littéraire d'Ohrid, datant du 12^e siècle. Ils sont écrits en glagolitique, sur le terrain macédonien et portent des traces des originaux anciens macédoniens. Ce sont les textes: L'Evangile d'Asséman (*Asemanovo Evangelie*), l'Evangile de Zographe (*Zografsko Evangelie*) l'Evangile de Mariin (*Mariinsko evangelie*) Le Psautier de Sinaï (*Sinajski psaltir*) et L'eucologe de Synaï (*Sinajski euhologij*).

La propagation de la culture slave et de la chrétienté en ancien macédonien (slavon) a eu un grand succès en Macédoine, qui à ce temps-là faisait partie de l'Etat Bulgare, après quoi la langue grecque a été éliminée et remplacée par la langue slave dans les églises slaves. Le clergé grec perdait peu à peu ses positions, ce qui a provoqué une réaction, non seulement chez le clergé grec, mais aussi parmi les populations non slaves, dont on peut trouver les témoignages dans l'oeuvre *Sur les caractères (О писменех)* de l'auteur Crnorizec Hrabar. Dans ce tract, gardé en plusieurs transcriptions, on explique bien les étapes de la première littérature slave, - partant de l'emploi des lignes et des signes chez les

anciens Slaves, passant par l'utilisation des alphabets grec et latin, jusqu'à la formation du premier alphabet slave par Cyrille. C'est le premier travail polémique écrit, connu jusqu'aujourd'hui, consacré à l'ouvrage de la littérature slave. Les données biographiques de Crnorizec Hrabar ne sont pas encore bien connues. On croit qu'il connaissait les disciples de Saints Cyrille et Méthode et qu'il a vécu en même temps que Saints Clément et Naoum.

Les Slaves de Macédoine ont formé leur premier Etat vers la fin du 10^e - début du 11^e siècle, sous le règne du tsar Samoïl. Le royaume de Samoïl comprenait le territoire de la Macédoine, de la Thessalie et l'Epir, l'Albanie et les anciens slavines sur la côte adriatique du sud, jusqu'à Tsétina, ensuite Rachka (Serbie), Bosnie et une grande partie de la Bulgarie. Dans ce grand royaume les plus nombreux ont été les Slaves macédoniens, les Slaves de Grèce et de Péloponnèse, ensuite les Bulgares, les Serbes, les Croates et enfin les Byzantins, les Albanais et les Valaques. Le roi, Samoïl a été appelé "esclave de Dieu". Byzance et les autres ont traité ce royaume comme une continuité du royaume bulgare, déjà ruiné, parce que, à ce temps-là seulement la Bulgarie a pu avoir un roi à côté de Byzance sur les Balkans. Cependant, ce royaume de Samoïl a été un état tout à fait nouveau et différent, et son noyau se trouvait beaucoup plus au sud des Balkans, en Macédoine. Il avait plusieurs capitales mobiles, avec de magnifiques châteaux royaux dans la région de Prespa, à Ohrid, Prilep, Bitola, Proniste, Setina. Toutes ces capitales ont été dans les espaces des anciennes slavines macédoniennes. Mais, à cause de son prestige, Samoïl a continué la tradition de l'ancien royaume bulgare.

Cet Etat de Samoïl, qui a marqué le début du 2^e millénaire dans les Balkans, restera gravé à jamais dans l'histoire du peuple macédonien. Après sa chute, la Macédoine est devenue une arène où se sont succédé souverains et insurrections.

La domination de l'empire Ottoman dans les Balkans

Entre 1018 et 1258, la Macédoine était à nouveau dominée par l'empire Byzantin.

En 1282, le roi de Serbie, Ouroch II a conquis une grande partie du pays. Vers le milieu du 14^e siècle, les Balkans sont menacés par le nouvel empire Turc, musulman. Après la lutte de Maritsa, en 1371, les Serbes sont battus et les Turcs ont occupé le territoire de la Macédoine. A la fin de ce même siècle, la Macédoine, avec les autres pays balkaniques à l'Est du Drina, est tombée sous la domination turque, laquelle a duré cinq siècles. Devenue une province de l'empire Ottoman, elle a été divisée en deux départements: Monastir - Bitola et Salonique.

Pendant l'occupation turque, plusieurs insurrections ont lieu partout dans les Balkans, et en Macédoine aussi, mais on peut dire que c'est au 19^e siècle où se réveille le sens national des peuples balkaniques.

Les Grecs ont proclamé leur indépendance après la révolte de 1822. Les Turcs ont réagi par la répression et les massacres, mais après l'intervention des puissances européennes, l'indépendance grecque est reconnue par la paix d'Andrinople en 1830.

En Serbie, l'autonomie est reconnue en 1867, après quoi les troupes ottomanes ont commencé à se retirer. Mais l'indépendance de la Serbie, de la Bulgarie et de la Roumanie est survenue le 3 mars 1878, quand les cinq grandes puissances (Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, France et Russie) ont imposé à l'empire Ottoman, de signer le traité de San Stéfano, avec lequel on prévoyait la création d'une grande Bulgarie, incluant la majeure partie du territoire de la Macédoine géographique.



Cependant, le Congrès de Berlin (juin-juillet 1878) a replacé la Macédoine sous la domination ottomane, jusqu'en 1912. Après le traité de San Stéfano, la Macédoine était le seul pays chrétien resté non reconnu et sous la domination turque. Pourquoi?

Le peuple macédonien luttait aussi contre les Turcs. En 1564-1565 les rébellions à Mariovo, Prilep, en 1689 l'insurrection de Karpoch, en 1876 l'insurrection de Razlovci, en 1878-1879, tout de suite après le Congrès de Berlin, l'insurrection de Kresna - ce ne sont que quelques des émeutes plus grandes du peuple macédonien contre l'occupation ottomane, mais aucune n'a mené vers la libération. En 1893 une Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne est même créée, réclamant une

autonomie de la Macédoine. L'insurrection d'Ilinden (le 2 Août) en 1903 a conduit à la proclamation de la république de Krouchévo, mais cette république a eu une durée de seulement 10 jours - les Turcs ont répondu par de représailles sanglantes. Donc, le peuple macédonien a subi de nouveau une défaite. Et encore une fois: Pourquoi?

La réponse est très simple: parce que la Macédoine et le peuple macédonien luttèrent seuls contre les Turcs. Et c'est là où il faut chercher les raisons de leur destin malheureux. Pendant que la Grèce bénéficiait du soutien des puissances européennes, la Serbie et la Bulgarie étaient protégées par la Russie, la Macédoine était toujours seule. Pas une des grandes puissances n'a jamais appuyé la Macédoine et le peuple macédonien.

En 1912, la Grèce, la Serbie et la Bulgarie (déjà bien définies comme Etats souverains), se sont unies pour chasser définitivement les Turcs des Balkans, et non pas d'aider la Macédoine dans sa guerre de libération de la domination turque. Même si le but a été atteint et les Turcs ont été chassés des Balkans, la Macédoine n'est pas devenue libre. La Grèce, la Serbie et la Bulgarie ont continué à faire la guerre, en se changeant de rôles. Alliées jusqu'à la chasse aux Turcs, ces trois pays se sont transformés en ennemis mutuels. Leur problème concret: celui de la Macédoine.

Les Grecs ont souhaité élargir leur petit pays, en conquérant la Macédoine. Les Serbes ont voulu effectuer une poussée vers l'Est, en prenant des territoires convoités par la Bulgarie. Selon Georges Castellan, cela a été le point de départ de la Première guerre balkanique. Les trois pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le partage de Macédoine. Les Bulgares, ayant un appétit plus gros que les autres, ont foncé sur les Serbes et les Grecs, et cela a provoqué la Deuxième guerre balkanique. Elle a duré deux mois seulement. Le bilan des morts est estimé à 50 000 combattants, tandis qu'on n'a pas de données concernant les civils. Les Grandes puissances sont intervenues, en organisant la Conférence

de Bucarest, le 10 août 1913. Résultat: la Macédoine est partagée.

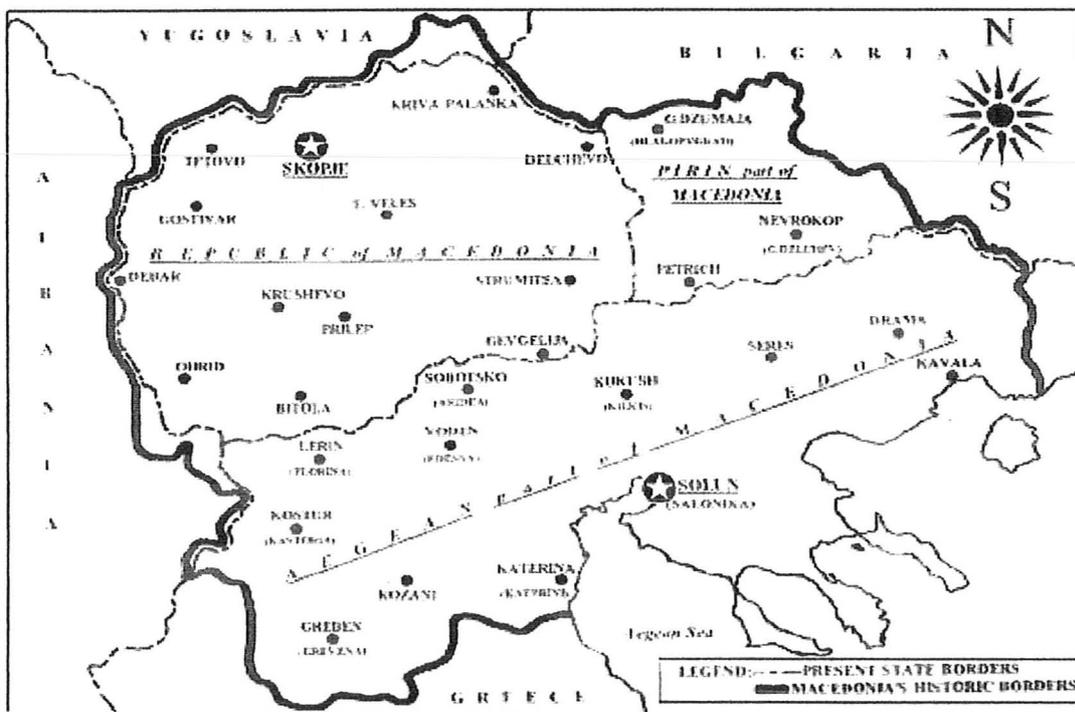
Selon ce partage:

"- La Grèce a obtenu 51,3 % du territoire, soit 34.356 km², avec une population estimée à 1.042.000 habitants en 1919. Cette partie comprenait les villes de Salonique, Serres, Drama, Voden, Lérin, Kostour et Katerini.

-La Serbie a obtenu 38,4 %, soit 25.713 km², avec une population estimée à 728.000 habitants en 1919 et les villes de Skopje, Kumanovo, Tetovo, Ohrid, Bitola, Veles, Stip.

-La Bulgarie (considérée comme responsable de cette deuxième guerre et vaincue par ses adversaires), a obtenu la partie la plus petite: 10,1 %, soit 6.798 km², avec une population estimée à 236.000 habitants en 1919, comprenant les villes de Blagoevgrad, Goce Delcev et Petric". (2 / p. 17)

Le reste de 0,2 % du territoire, généralement tenu pour une quantité négligeable, est attribué à l'Albanie.



Confrontée à ce partage territorial sans pitié par ses voisins, la Macédoine s'est trouvée, encore une fois, toute seule devant ses ennemis. Encore une fois, pas une des grandes puissances n'appuyait la Macédoine et le peuple macédonien. Plus encore, le partage final s'est fait autour d'une table de négociations, entre diplomates et militaires, sans que l'on songe même à consulter les populations locales sur leurs éventuelles aspirations. Le gâteau est partagé, les voisins en ont chacun pris leur morceau et pour la Macédoine n'est resté que le synonyme "Poudrière des Balkans".

L'année 1913 restera à jamais gravée dans l'histoire de la Macédoine et du peuple macédonien. A partir de cette date, il faut faire bien attention à ce que l'on va désigner sous le nom de Macédoine. La partie grecque est en fait la Macédoine Egéene, la partie bulgare est la Macédoine du Pirin, tandis que la partie serbe (ensuite yougoslave et plus tard République de Macédoine) représente la Macédoine du Vardar.

Tous les trois pays, la Grèce, la Bulgarie et la Serbie ont annexé leur nouveaux territoires. Athènes s'est tout de suite mis à affirmer que "leur Macédoine" n'était peuplée que de Grecs, sans avoir de minorités. Sofia a fait la même chose et elle non plus n'a reconnu aucun droit spécifique à ses nouveaux sujets, tandis que pour Belgrade c'était tout simplement la Serbie du Sud, peuplée de Serbes.

Avec le temps, chacun des ces trois parties du territoire géographique de la Macédoine connaîtra un destin historique différent.

La Macédoine du Vardar

La Macédoine du Vardar était le seul tronçon qui ait connu une identification telle quelle, mais non pas juste après le partage. Elle a dû passer plusieurs années de transformation.

Juste après le partage, durant la période 1913-1918, théoriquement, elle faisait partie du royaume

de Serbie. Mais la Bulgarie qui convoitait la quasi totalité du territoire macédonien, frustrée de ne pas l'avoir acquise, a pris sa revanche pendant la Première guerre mondiale. En fait, entrée en guerre aux côtés des Puissances centrales en octobre 1915, la Bulgarie a occupé la Macédoine du Vardar, avec l'aide des troupes allemandes. Trois ans plus tard, après la rupture du front d'Orient par les Alliés et l'armistice que la Bulgarie a dû signer, la Macédoine du Vardar est revenue à la Serbie.

Etant donné qu'après la Première guerre mondiale le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes est formé (plus tard le royaume de Yougoslavie), la Macédoine du Vardar est entrée dans ce royaume, mais comme une partie intégrante de la Serbie. Elle n'a bénéficié d'aucun statut particulier. Le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes ne reconnaissait ni le peuple macédonien, ni la langue macédonienne. Le nom de Macédoine était banni et l'on parlait de *Serbie du sud* ou de *Vieille Serbie*.

Pendant la période de l'entre deux guerres, la Macédoine du Vardar était une région essentiellement agricole. A part la politique de colonisation, le pouvoir serbe a procédé aussi à une serbisation autoritaire de l'école, de l'église, de l'état civil (on ajoutait le suffixe *-ović*, *-ević* aux nom de famille macédoniens, se terminant en *-ovski*, *-evski*. Ex: *Pavlovski* devenait *Pavlović*, *Zarevski* - *Zarević*, etc.) Les recensements yougoslaves de la période d'entre les deux guerres incluaient les Macédoniens parmi les locuteurs du serbo-croate. En effet, il ne fallait surtout pas reconnaître leur différence, de peur de fournir des arguments à la Bulgarie, qui était toujours là et frustrée.

Pendant la Seconde guerre mondiale, la Macédoine du Vardar était occupée par les Bulgares (et une petite partie par les Italiens). Sofia s'est tout de suite efforcée de procéder à une bulgarisation, dont les effets étaient terribles. Le Macédonien, né comme *Pavlovski*, ou *Zarevski*, devenait en un clin d'oeil *Pavlov* ou *Zarev* (bulgare), après avoir vécu une certaine période de sa vie come *Pavlović* ou *Zarić*.

Pendant la Deuxième guerre mondiale Skopje avait son théâtre national *bulgare*, sa bibliothèque *bulgare*, son musée et son université du *roi Boris*. Huit cents écoles bulgares sont ouvertes dans la *province* (en Macédoine), pourvues d'instituteurs, venus de *l'intérieur* (de Bulgarie).

En 1943 une Résistance macédonienne s'y est structurée sous l'égide du mouvement des partisans yougoslaves de Tito et en septembre 1944, l'armée et l'administration bulgares se sont retirées, laissant le champ libre aux partisans de Tito.

Pour établir leur pouvoir en Yougoslavie, Tito et son équipe devaient proposer de nouvelles solutions et le fédéralisme en était une d'importance capitale. Tito avait aussi des ambitions balkaniques et l'affirmation de la nationalité macédonienne devait lui servir d'instrument. Enfin, conformément aux promesses données à la conférence des partisans, qui a eu lieu en novembre 1943 à Jajce, Tito a détaché la Macédoine du Vardar de la Serbie et a mis en place la République de Macédoine, avec la capitale Skopje.

Le système politique de la nouvelle République de Macédoine était le même que celui des cinq autres républiques de la Fédération Yougoslave: le parti communiste y était tout puissant. Tito était le premier qui a offert un cadre politique à l'identité nationale macédonienne, qui cependant était placée sous le contrôle yougoslave. C'était un moment très important pour la nation macédonienne, au moins pour celle de la Macédoine du Vardar. Son existence est officiellement reconnue, pour la première fois dans l'histoire. En tant que nation, le peuple macédonien s'est vu doté aussi d'une langue officielle, le macédonien, constitué à partir de la région centrale de la République de Macédoine.

Même si on accentuait l'égalité formelle des droits de la Macédoine dans la Fédération yougoslave, la réalité était complètement différente. Sur le plan économique, la Macédoine a initié son développement comme une unité fédérale la moins développée. La dynamique de son développement

élaborée dans le Plan quinquennal fédéral ne s'est pas déroulée selon la politique prévue. Une partie des investissements n'a pas été réalisée et une partie fut versée dans les régions centrales de la Yougoslavie, surtout en Bosnie et Herzégovine, en Croatie et en Slovénie. Ainsi, la Macédoine a-t-elle connu un développement limité au sein de la Yougoslavie, ayant le statut de la république la plus petite et la plus pauvre.

La Macédoine du Pirin

La petite Macédoine du Pirin est une région pauvre et marginale de Bulgarie. Dans la période entre 1919 et 1934 elle servait de fief à l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne. La position et les droits nationaux des Macédoniens y changeaient dans différentes périodes.

Dans la perspective de la fédération balkanique communiste, esquissée par Tito et Dimitrov, de 1946 à 1948, la Bulgarie reconnaissait l'existence d'une minorité nationale macédonienne sur son territoire. Cela signifiait rupture de la ligne nationaliste traditionnelle qui proclamait que les Macédoniens étaient Bulgares. Au recensement de 1946, 70% (170 000) de la population de la Macédoine du Pirin se sont déclarés Macédoniens et ils se sont vus dotés d'une autonomie culturelle en matière d'éducation et de média.

La situation a changé après l'excommunication de la Yougoslavie titiste par Stalin en juin 1948. Dans le recensement de la Bulgarie en 1956 les Macédoniens ont existé encore comme une minorité importante (188 000) mais, curieusement leur nombre tombe brutalement à 8750 dans le recensement de 1965?! En neuf ans seulement, leur nombre a diminué pour 180 000, au lieu d'être augmenté, selon les règles de la démographie. La manière de la "disparition" de tous ces Macédoniens de la Macédoine du Pirin devrait être compréhensible seulement pour le gouvernement bulgare.

Quelle est la situation d'aujourd'hui? Il semble très difficile de trouver une réponse exacte à cette question.

En 2002, le Conseil national chargé des questions ethniques et démographiques (NCEDI) a remis son rapport aux ministres bulgares. Il a été prévu que ce rapport présente la convention légale pour la protection des minorités nationales au Conseil de l'Europe, mais il a déclenché de rudes critiques de la part des médias locaux. De quoi s'agit-il?

La source de ces informations "*Le Courrier des Balkans*" (30) a reproduit un extrait de la lettre que le secrétaire de la NCEDI, Mihaïl Ivanov a adressée au ministre des Affaires étrangères, comme le suit:

"Il manque, dans les publications de l'Institut national de la statistique, les résultats du recensement de 1992 où 10 803 individus se regardaient (se considéraient) comme Macédoniens, et où 3188 personnes déclaraient que le macédonien était leur langue maternelle... Il me semble que la politique qui consiste à ne pas les reconnaître comme des citoyens bulgares, qu'ils se considèrent macédoniens ou qu'ils affirment que leur langue maternelle est le bulgare, est néfaste et contraire aux intérêts du pays. Cela conduit à une série de publications spéculatives dans des revues de bonne tenue, comme l'article qui annonce que les trois langues parlées dans notre pays sont le bulgare, le turc et le macédonien, et qu'il y a 250 000 Macédoniens en Bulgarie, soit 2,9 % de la population". (30)

Le Courrier des Balkans cite aussi la déclaration de l'ancien député et président de l'ORIM, Krasimir Karakachanov, qui "reconnaît (comme le dit la source) qu'il n'y a pas de minorité en Bulgarie quelle qu'elle soit". Ainsi, selon Karakachanov: " Il est, du point de vue historique, absurde d'affirmer l'existence d'une communauté macédonienne séparée du territoire bulgare. Les quelques centaines de personnes et les groupuscules, officiels ou non, qui se réclament

macédoniens, sont la conséquence d'une vieille politique propagandiste de l'ancienne Yougoslavie et de la toute jeune république de Macédoine". (30)

Antonina Zheliazkova (toujours selon la même source) est une des rares intellectuels bulgares qui dit: *"Je ne vois aucune raison de ne pas parler de la minorité macédonienne dans le rapport destiné au Conseil de l'Europe. Le recensement de 1992 révèle qu'un peu plus de 10 000 personnes en Bulgarie se considèrent de nationalité macédonienne"*. Antonina Zhelyazkova est chercheuse aux South East European Studies (Centre académique par excellence des études liées à la sécurité et à la défense de l'Europe du Sud-Est, à Sofia) et présidente de l'International Center for Minority Studies and Intercultural Relations. (30)

On voit bien que selon les spéculations, le nombre des Macédoniens en Bulgarie varie d'un extrême à l'autre, à partir de "quelques centaines", passant par "un peu plus de 10 000" et finissant par "250 000" personnes. Lesquelles de ces données pourraient-elles être considérées comme les plus proches des faits réels? Normalement, la réponse devrait se trouver dans les données officielles. Malheureusement, faire cela est pratiquement impossible, car, officiellement la minorité macédonienne en Bulgarie n'existe même pas à l'ouest du pays, en Macédoine du Pirin.

Lors du recensement de mars 2001, seuls les Turcs et les Roms ont pu affirmer leur identité, pas les autres minorités. Cette mesure permet aux autorités bulgares d'affirmer que la Bulgarie est un pays homogène du point de vue ethnique.

Bien que la Bulgarie fût le premier pays qui ait reconnu l'Etat de la Macédoine à sa frontière ouest, et cela sous son vrai nom - République de Macédoine, elle hésitait longtemps à se prononcer sur l'existence d'une nation et d'une langue macédonienne hors de ses frontières, encore moins sur son propre territoire. Faute d'une entente de coopération bilatérale culturelle entre la Macédoine et

la Bulgarie, la minorité macédonienne de Bulgarie était confrontée à différents obstacles dans son chemin de développement national. Selon plusieurs sources, les activités nationales macédoniennes sont strictement interdites. Les demandes faites pour enregistrer légalement l'Organisation macédonienne unie (OMO) "Ilinden", ont été rejetées à plusieurs reprises par les autorités bulgares. Les dirigeants d'OMO "Ilinden" sont mêmes arrêtés et condamnés pour distribution de tracts "anonymes". Avant le recensement de 2001, cette organisation a voulu distribuer des tracts pour inciter la population macédonienne à s'affirmer comme telle en Macédoine du Pirin, la partie ouest de la Bulgarie.

Les Macédoniens en Albanie

Avec le partage de la Macédoine en 1913, l'Albanie a obtenu une très petite région qui cependant était peuplée de Macédoniens. Quel était leur destin?

Ici aussi il faut distinguer plusieurs périodes. La première est celle de 1912-1944. En tant que nouvel Etat, l'Albanie impose à sa minorité macédonienne un système de dénationalisation le plus brutal, en leur interdisant l'exercice des droits nationaux. Il leur a été interdit d'utiliser la langue maternelle, tandis que l'enseignement a été organisé uniquement en albanais. Toutes les activités éducatives et culturelles, la sauvegarde des traditions, des coutumes nationales et du folklore ont été rendues impossibles.

La deuxième étape est la plus courte: de 1944 à 1948. En 1944 Enver Hoxha a pris le pouvoir en Albanie et a proclamé la République Populaire d'Albanie, en instaurant un long régime communiste, extrêmement centralisateur et très autoritaire. Ce régime était allié à la Yougoslavie jusqu'en 1948 et c'était une période de rapports d'amitié "très serrés" entre la Yougoslavie et

l'Albanie. Grâce à cette amitié, la minorité macédonienne ne faisait pas l'objet d'aucune discrimination en Albanie. Elle avait même le droit à s'instruire en sa langue. A la demande de Tirana, la République Socialiste de Macédoine a envoyé plusieurs groupes d'instituteurs en Albanie et le matériel scolaire en usage était aussi imprimé en Macédoine yougoslave.

En 1948 la Yougoslavie a rompu ses liens avec l'Union soviétique, tandis que l'Albanie s'est alliée à l'Union Soviétique, ce que signifie une rupture de l'amitié entre l'Albanie et la Yougoslavie. La situation a changé du jour au lendemain pour la minorité macédonienne. L'enseignement en macédonien a été aboli, l'albanais a été à nouveau introduit dans les écoles et les instituteurs macédoniens ont été renvoyés en Yougoslavie. A part cela, les Macédoniens étaient persécutés, maltraités, incarcérés, internés; et ceux qui étaient traités de "titistes"- disparaissaient à jamais.

A partir de 1960, le pouvoir albanais a concédé un minimum de droits à une très faible partie de la minorité macédonienne, en combinaison avec une action intense de dénationalisation et d'assimilation. Le nombre des ressortissants macédoniens étaient officiellement constamment minimisé. La minorité macédonienne était totalement isolée, car le gouvernement albanais interdisait toute sorte de communication avec la Macédoine yougoslave: ni correspondance, ni téléphone, ni visites.

L'assimilation se poursuivait par tous les moyens. Les noms propres des macédoniens, même les toponymes, étaient albanisés. Il était interdit aussi de donner des noms macédoniens aux nouveaux-nés. Seuls les nom "illyriens purs", tels qu'ils avaient été énumérés dans la loi, ont été permis.

Pendant cette période, les Macédoniens ne pouvaient pas se déplacer d'une localité à l'autre, sans avoir une autorisation de la police, encore moins déménager sans une dérogation, qui n'était

presque jamais accordée. Toute pratique de culte religieux était interdite, tandis que le libre choix pour un poste de travail n'existait pas du tout. La minorité macédonienne vivait ainsi dans un isolement total, exposée à une action de dénationalisation et d'assimilation permanente, tendancieuse, organisée et planifiée.

Après la mort d'Enver Hoxha en 1985, l'Albanie était confrontée à des difficultés sociales, politiques et économiques. Avec la chute du communisme en 1989 dans ce pays, l'Albanie a connu des difficultés pour instaurer un gouvernement démocratique solide.

Selon les sources albanaises les plus récentes (datant cependant de 1989), les 30 000 Macédoniens constituent les groupes minoritaires, avec les Grecs, les Aroumains (les Valaques), les Monténégrins et les Tsiganes. Les Macédoniens sont regroupés en neuf villages dans la partie Est de l'Albanie, dans la région de Prespa, près de la frontière avec la Macédoine. Du point de vue administratif, ces neuf villages constituent la commune de Prespa, dont le centre est représenté par le village de Pustec.

Selon l'interview d'Edmond Temelko, président de l'Association macédonienne "Prespa" d'Albanie, donné le 2 novembre 2003 pour *Le courrier des Balkans*, l'Albanie reconnaît aujourd'hui la présence de 5 000 Macédoniens sur son territoire, alors que de différentes associations comptent plus de 120 000 membres. Témélko prétend que le nombre exact des Macédoniens en Albanie serait proche de 350 000. "L'Albanie est un pays multiethnique, dit-lui, où les minorités (Grecs, Macédoniens, Valaques, Roms) représentent 45% de la population. Mais le gouvernement albanais continue à minimiser le nombre des Macédoniens, qui de sa part continuent à souffrir de discriminations de toutes sortes". (31)

Témélko explique mieux la situation en précisant que selon la Constitution albanaise, les

minorités ont le droit de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, mais elle omet la liste de ces minorités. En conséquence, les écoles pour les enfants macédoniens sont peu nombreuses et les manuels sont des manuels albanais, traduits en macédonien. En plus, les Macédoniens sont dénigrés dans la presse albanaise et présentés comme des "terroristes". (31)

La Macédoine Egéenne

Après avoir obtenu 51% du territoire de la Macédoine, le territoire de la Grèce a doublé sa superficie. 51 % n'était pas une "bouchée" à négliger et il fallait prendre toutes les mesures possibles pour que cette "bouchée" reste là où elle était tombée, en Grèce. En plus, en tant qu'un nouveau territoire, il était urgent de chercher les moyens les plus efficaces pour que ce territoire macédonien d'une valeur historique inouïe, devienne grec.

La majorité de la population de cette partie de la Macédoine, bien entendu, étaient des Macédoniens et la langue macédonienne était la langue la plus utilisée, par 77 % de la population. Le reste de la population était représenté par les Turcs, les Grecs, les Juifs, les Valaques...

La Macédoine Egéenne était désormais grecque. La Grèce ne pouvait pas changer le nom du territoire, donc il fallait l'intégrer. Par contre, elle pouvait modifier la composition ethnique. L'Etat grec appliquait parfaitement bien la politique de dénationalisation et d'assimilation des Macédoniens de cette partie de la Macédoine. Le nom "Macédonien" et la langue macédonienne étaient interdits et leur usage sévèrement puni. Les autorités grecques ont inventé toute une palette de noms pour désigner ces habitants, pourvu que le nom "Macédonien" disparaisse. Les Macédoniens sont devenus "Bulgares", "Slavophones", "Grecs", "population autochtone" etc. Ils pouvaient être n'importe quoi, sauf Macédoniens.

La propagande ecclésiastique éducative et la terreur étaient aussi des moyens efficaces dont se servait l'Etat grec pour changer le caractère ethnique de la Macédoine Egéenne. L'expulsion des Macédoniens de Macédoine Egéenne et la colonisation de leur biens par la population non-macédonienne (surtout grecque) sont devenues un phénomène assez fréquent.

Pendant les années 1922-1923, la Grèce vaincue par la Turquie kémaliste s'est vue inondée d'un flux d'environ 1 300 000 réfugiés, chassés d'Asie Mineure et du Pont. Les autorités grecques ont installé la grande majorité de ces réfugiés dans les nouveaux territoires au nord du pays. De l'autre côté, par le Traité de Lausanne, conclu entre la Grèce et la Turquie en 1923, 350 000 musulmans, parmi lesquels 40 000 Macédoniens musulmans, sont expulsés de la partie Egéenne de la Macédoine. Après l'expulsion, l'Etat grec a colonisé ces territoires par 618 000 sujets, surtout d'origine grecque. Ainsi, cette partie de la Macédoine perdait-elle graduellement son caractère ethnique macédonien. La langue macédonienne, parlée par 240 000 Macédoniens, se transformait en langue de la minorité. En 1928, seulement les réfugiés (sans compter les colons grecs) constituaient plus de 25 % de la population de la Macédoine Egéenne et dépassaient même 50% dans certaines régions (Drama, Serres). Les Macédoniens étaient majorité dans les régions de Kostour (Kastoria) Lérin (Florina) et Vodén (Edessa).

En 1926, la Grèce a approuvé la loi d'après laquelle les toponymes macédoniens devaient être changés en toponymes grecs. L'intervention sur les toponymes était une des mesures fondamentales dans le processus de fabrication du territoire national grec, ayant un double effet: individualisation et unification du nouveau territoire. Mais cette mesure a provoqué une controverse des toponymes dans les passeports des Macédoniens égéens, surtout des anciens réfugiés de la Guerre civile grecque, issus de la population macédonienne en Grèce. Normalement, ces réfugiés, ont déclaré les noms des villes

et des villages originaux, dans leur ancienne version macédonienne, alors que celle-ci était interdite par la Loi de 1926. Cette pratique d'identification avait et, malheureusement, a encore un important effet d'exclusion: les anciens réfugiés ne peuvent pas, encore aujourd'hui, se rendre en Grèce, parce que les autorités grecques refoulent à la frontière tous ceux qui possèdent un passeport aux toponymes macédoniens.

Ainsi, ceux qui, par exemples, étaient nés dans les années 1920-s à Voden, Lérin ou à Kostur, et ces toponymes figurent dans leurs passeports comme tels, après avoir émigré de Grèce et après avoir passé 30- 40 ans à l'étranger, décident d'aller visiter leur pays natal. Cependant, ils sont empêchés de le faire, par le seul fait que leur ville de naissance Voden s'appelle maintenant Edessa, Lérin est devenu Florina, Kostur - Kastoria, Solun -Thessalonique etc.

En 1925, sous la pression de la Société des nations, la Grèce a publié "l'Abécédaire", un manuel destiné aux élèves macédoniens, en langue macédonienne, mais en caractères latins. Evidemment, c'était seulement un geste de camouflage devant le monde, car, tout de suite après la publication, ce manuel a été confisqué par les autorités et détruit.

Néanmoins, les Macédoniens egéens s'opposaient de toutes ses forces à la politique grecque d'assimilation et de dénationalisation. Dans la famille, ils cultivaient la langue macédonienne parlée. Une partie des Macédoniens sont même entrés dans les rangs de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne - unie (ORIM) ou du Parti communiste, à cause de quoi ils étaient persecutés et emprisonnés. Malgré toutes les mesures de représailles, on publiait même des journaux macédoniens.

Le profond bouleversement de la composition ethnique s'est poursuivi avec la Deuxième guerre mondiale. Après la capitulation de la Grèce, en 1941, la partie de la Macédoine Egéenne est partagée

entre la Bulgarie, l'Italie et l'Allemagne. Les régions de Serres et Drama ont subi une rebulgarisation éphémère dans la période entre 1941-1944.

Dans les circonstances de l'occupation fasciste, les Macédoniens se sont activement insérés à la Guerre de libération nationale et antifasciste, mais avec des aspirations très diversifiées: partant du programme national maximaliste, ayant pour but l'union du territoire macédnien de toutes les trois parties, jusqu'au programme national minimaliste, dont le but était le respect des droits minoritaires des Macédoniens en Grèce. La réalisation du programme maximaliste a été empêché, bien naturellement, et les Macédoniens pouvaient se battre uniquement pour la réalisation du programme minimaliste, dans les cadres du PCG et d'EAM-ELAS.

Au cours de la Guerre de libération nationale (GLN), les Macédoniens ont formé leurs propres organisations militaires-politiques dans plusieurs régions en Macédoine d'Egée: Vodén, Kostour, Lérin. En 1944 ils ont même formé la Première brigade égéenne qui a participé aux luttes finales pour la libération de la Macédoine fédérale.

Pendant la guerre, les Macédoniens ont réussi à affirmer leurs valeurs nationales culturelles. On publiait des journaux: "La voix slavo-macédonienne" ("*Slovenomakedonski glas*"), "La Victoire" ("*Pobeda*"). Les premières écoles sont aussi ouvertes. On organisait des cours pour la formation d'instituteurs et on a publié "l'Abécédaire" et "Le livre de lecture". La langue macédonienne a été introduite dans la liturgie. Les sociétés culturelles macédoniennes présentaient le riche folklore macédonien.

En 1945, les autorités grecques ont aboli tous ces droits, après quoi elles ont repris leur politique traditionnelle de dénationalisation et d'assimilation du peuple macédonien de la partie égéenne de la Macédoine. "*Afin de changer la composition ethnique de la population en Macédoine Egéenne,*

tout de suite après la Deuxième guerre mondiale, les autorités grecques se sont mis à exécuter terreur, persécutions et nettoyages physiques. Les autorités grecques officielles étaient organisateurs de ces persécutions. Ainsi, une grande partie de la population macédonienne en Grèce a été anéantie, tandis qu'une autre, plus grande partie était obligée de quitter le pays et de se sauver en Yougoslavie, Bulgarie, et dans les pays d'Europe ou d'outre-mer: Canada, Australie, Etats-Unis."

(32)

Les autorités grecques n'attendaient que cela pour confisquer les biens immobiliers des Macédoniens et les donner aux sujets grecs.

La guerre civile grecque (1946-1949) était une occasion de plus pour continuer le processus d'hellénisation de la Macédoine Egéenne, mais cette fois-ci avec des mesures les plus cruelles, dont les victimes étaient les enfants. 60 000 Macédoniens égéens, parmi lesquels 28 000 enfants, à l'âge de 2 à 14 ans, ont été déracinés de leurs foyers. Séparés de leurs familles, de leurs maisons, de leur patrie, ils étaient obligés d'errer à travers le monde entier, sans savoir où aller, sans espoir de revoir leurs proches, encore moins de rejoindre un jour leurs foyers.

"C'est au cours des derniers mois de cet impitoyable guerre civile, alors que le parti communiste grec était à couteaux tirés avec le parti communiste yougoslave que 28 000 enfants macédoniens grecs furent emmenés, sous prétexte de les sauver et souvent contre l'avis de leurs parents, dans plusieurs pays socialistes européens. On opéra aussitôt à leur égard une véritable politique de déracinement, allant jusqu'à leur lancer au visage: "Apprenez d'abord le grec. Vous mangerez après". Car, depuis l'agression de Stalin contre Tito, en 1948, il n'était plus évidemment question pour les communistes grecs d'accorder à "leurs" Macédoniens, coincés de toutes parts, une perspective de libération, d'autonomie ou de simple liberté culturelle.

La manoeuvre ne réussit pas complètement car une bonne partie de ces enfants, éparpillés

à travers l'Europe orientale, parvinrent, plusieurs années plus tard, soit à regagner leurs foyers en Macédoine d'Egée, soit à venir s'installer en Macédoine yougoslave "parfois par des chemins obscurs, poussés par l'instinct macédonien, certains d'entre eux, racontant avoir revé de la langue macédonienne, sans pouvoir la parler". Ce sont les termes employés par Jordan Plevnes, poète macédonien de talent et journaliste, d'origine de la Macédoine d'Egée patriote dynamique qui raconte leur histoire émouvante. Sept enfants de la région de Kostour (Kastoria) ont connu un destin peu banal: tous sont devenus peintres connus: trois d'entr'eux en Pologne, un en Tchécoslovaquie, un en Hongrie, un aux Etats-Unis, deux en Macédoine du Vardar. Parmi ces derniers, Tanos Loulovski est devenu le plus grand peintre macédonien.

Se sentant lâchés de partout, écoeurés par ces nouveaux coups du sort, près de quatre-vingt-mille Macédoniens de l'Egée émigrèrent sans espoir de retour. Leur 150 000 concitoyens demeurés sur place furent soumis à un ostracisme renouvelé..." (17 / p. 235)

Cette politique de terreur et de persécution que le régime grec appliquait envers la population macédonienne était rigoureusement accusée de la part de l'opinion macédonienne et mondiale, dans les différents résolutions et mémorandums envoyés auprès de l'ONU. En septembre 1953, l'Organisation macédonienne de Macédoine Egéenne a envoyé un appel auprès de l'ONU, signé par 250 000, qui demandaient: "...qu'on arrête les persécutions, qu'on rende les biens immobiliers confisqués au peuple macédonien et qu'on lui accorde l'emploi de la langue maternelle et une égalité nationale". (32)

Le délégué ukrainien auprès de la Conférence de Paix à Paris, Manuilski, a déclaré dans son exposé soumis à la 24e session plénière de cette Conférence en 1946: "...Les victimes de la politique de persécution en Grèce sont les populations albanaise, macédonienne et bulgare, qui, de peur d'être

anéanties, cherchent refuge en Yougoslavie, Albanie, Bulgarie... cette situation dangereuse peut transformer les Balkans en un foyer de guerre et compliquer la situation internationale". (32)

Le représentant diplomatique français en Bulgarie Michel Louet en 1947 a envoyé un rapport au ministre des Affaires étrangères français de l'époque Georges Bidault, dans lequel il dit:

"La situation va s'améliorer considérablement si on crée des conditions pour réaliser une fédération dans laquelle la Macédoine existerait comme un état fédéral séparé... Avec le partage entre la Grèce, la Bulgarie et la Yougoslavie, la Macédoine est privée de la possibilité d'un développement économique et spirituel; elle continue d'être une source de contradictions entre ces pays... et c'est à cause de cela que la seule résolution qui puisse calmer les Balkans et y garantir la paix, c'est la création d'une Macédoine indépendante, dont la capitale Salonique pourrait être proclamée comme une ville libre et la Macédoine deviendrait un vrai lien d'amitié et de compréhension entre les peuples balkaniques. Seulement une Macédoine indépendante peut devenir le centre autour duquel on pourrait construire une fédération balkanique - et on trouve la solution dans l'unification de la Macédoine de l'Egée, du Pirin et du Vardar en un Etat unique..." (32)

Cependant, tout est resté sur papier. Aucun engagement concret n'a été pris ni de la part des autorités yougoslaves ni de la part des Grandes puissances.

La situation ne s'est guère améliorée sous le gouvernement de Constantin Caramanlis et Georges Papandréou, mais elle devient franchement mauvaise après le coup d'Etat en 1967. Cette fois-ci, les Macédoniens fuient de nouveau les supplices, en se cachant n'importe où dans le monde, allant dans l'inconnu.

La poigne de fer du régime assimilateur rendait les Macédoniens de plus en plus malheureux. Ils ont été privés de leurs dernières libertés: celles de parler leur langue et d'exprimer leur culture

ancienne.

Un serment collectif public a été même imposé aux habitants des villages "slavophones", stipulant qu'ils jureraient de ne plus jamais parler *le slave*, mais le grec, même chez eux.

"Devant Dieu et les hommes, en tant que fidèles descendants des anciens Grecs, nous jurons qu'à l'avenir nous n'utiliserons plus, nulle part et jamais, le dialecte slave". (51)

Voilà comment la Grèce a transformé la Macédoine Egéenne en "territoire grec, peuplé de slavophones grecs", en créant en même temps son histoire, dans laquelle les Macédoniens avaient le rôle de falsificateurs, menteurs, terroristes...Ils plaçaient cette histoire devant l'opinion publique et le but était atteint: dans le monde, tout ce qui est macédonien et provient du mot "Macédoine" est lié à la Grèce.

La Grèce est devenue membre de la Communauté Européenne en 1981. Un an plus tard, en juin 1982, le Parlement grec a interdit aux étudiants hellènes de poursuivre leurs études "en une langue qui n'est pas internationalement reconnue". *"Un millier d'étudiants étaient "priés" de s'inscrire ailleurs qu'à l'université de Skopje. Parmi eux, environ lesquels 250 Macédoniens Egéens qui, de même que leurs condisciples, se sont vu offrir d'extraordinaires facilités, bourses comprises, pour leur permettre d'entrer à l'université d'Athènes, alors qu'il leur était, jusque-là impossible d'y accéder et qu'ils faisaient leurs études à leur frais en Macédoine yougoslave.*

Le prétexte était faux, si l'on songe que la langue macédonienne est reconnue partout, aussi bien dans les démocraties occidentales que dans les pays socialistes, qu'elle compte une bonne quarantaine de lectorats dans des universités réparties à travers le monde et que nous venons d'assister, lors des Soirées poétique de Struga, qui ont eu lieu en 1983, en présence du ministre de la Culture du Vénézuéla et d'une importante délégation gouvernementale chinoise, à des séances

culturelles consacrant bien sûr cette reconnaissance internationale.

Bien que Skopje ait fait preuve de discrétion et d'une parfaite dignité en l'occurrence, l'affaire n'en est pas restée là. De grands journaux comme "The Guardian" et "Le Sunday Times" ont enquêté sur les motifs réels de l'étrange attitude du gouvernement d'Athènes. D'autre part, le président de la Conférence des Recteurs des Universités européennes, siégeant à Genève, a envoyé une lettre au gouvernement grec pour obtenir une justification à propos de cette loi que certains membre de l'honorable assemblée ne se gênent pas de qualifier de "raciste".(17 / p. 239)

Donc, il est bien évident que cette mesure des autorités grecques représente un coup de plus à la culture macédonienne dont ils ne veulent à aucun prix et qu'ils redoutent au fond d'eux-mêmes.

Mais, encore une fois, toutes les accusations ne restent que sur papier, tandis que la Grèce continue à faire son travail dans la pratique.

Le ministre grec de la culture, Melina Mercuri ("une artiste de grande classe, dont on dit que les vues sont larges, équilibrées et qu'elle est ennemie de tout sectarisme spirituel" (17 / p. 240)), a ordonné une démolition systématique des monuments juifs, turcs et slavo-macédoniens sur le territoire grec. C'était l'écrivain grec Ilias Petropoulos qui lui a envoyé un message public, en la priant de faire cesser la démolition systématique et d'épargner au moins le premier tombeau bogomile d'une valeur inestimable datant du haut Moyen Age, qui se trouve à Banitza (Vévi), tout près de la frontière yougoslave. (17 / p. 240)

L'indépendance de la République de Macédoine



En 1991, avec l'effondrement de la Yougoslavie, la Macédoine du Vardar se détache de la fédération yougoslave et devient un pays indépendant, se donnant le nom qu'elle a porté depuis toujours: "La Macédoine". Une hystérie nationaliste s'est emparée de toute la Grèce en un clin d'oeil.. Athènes s'oppose catégoriquement à ce que l'une des six anciennes républiques de la Yougoslavie conserve son nom "Macédoine". Les millions d'affiches sur les rives de la mer Egéenne proclamaient: "La Macédoine, c'est quatre mille ans de civilisation grecque". On ne sait pas comment ils ont trouvé ce chiffre de "4000", parce que selon toutes les règles mathématiques de 1913 à 1991 il n'y a que 78 ans. Avant 1913 la Macédoine n'a jamais été grecque.

Non seulement le nom, le drapeau macédonien (rouge, ayant au centre un soleil à 16 rayons) irrite aussi les Grecs. Cet emblème a été trouvé dans la tombe de Philippe II de Macédoine, sur le site

de Vergina, un site macédonien qui depuis 1913 est devenu grec. Et si jadis Filip II (et tous les Macédoniens) avait été considéré par les Athéniens, et surtout par Démosthène, comme un Barbare et envahisseur, le père d'Alexandre le Grand est aujourd'hui présenté comme l'un des plus grands hommes de la civilisation hellénique. Donc, les Grecs ont considéré l'utilisation de ce symbole par quelqu'un d'autre comme usurpation de leur histoire et ils ont tout de suite trouvé une solution au problème: ils ont pris le soleil de Vergina à 16 rayons aux Macédoniens en leur donnant un autre soleil à 8 rayons, qui pour certains de la diaspora macédonienne ne représente qu'un "ventilateur".



Le soleil de Vèrgina



Le drapeau officiel de la R. de Macédoine

Et cela n'était pas tout. De nouvelles pièces de 100 drachmes ont tout de suite été frappées: face - Alexandre le Grand, pile - le soleil de Vergina. La manifestation de décembre 1992 contre la reconnaissance de la Macédoine a réuni 1 300 000 personnes (selon les organisateurs et la police qui a aussi participé). Les autorités ont obligé les écoles et les administrations à fermer et ont assuré la gratuité des transports en commun pour se rendre dans le centre d'Athènes. "Il n'y a qu'une Macédoine, et elle est grecque", scandait la foule, tandis que le primat orthodoxe, Mgr Séraphim, après avoir

dénoncé le "viol criminel de l'Histoire par Skopje", a affirmé: "Nous sommes prêts à tous les sacrifices pour notre terre sacrée de Macédoine", rappelant que "l'Eglise orthodoxe est la mère tendre et l'arche salvatrice de la race grecque". (33)

A la seule évocation du mot "Macédoine" les Grecs deviennent agressifs.. "*La Macédoine c'est ici, pas de l'autre côté de la frontière, a crié Liana Alexandri, journaliste à "Messimvrini" et correspondante de Radio Pirée. Là-bas, se sont des Slaves. Des barbares qui veulent se faire passer pour des Grecs. Moi, je ne veux pas être obligée de dire à mon fils, demain, que la Grèce a une frontière avec la Macédoine! Question de fierté ethnique. Skopje, c'est la race slave. Ils ne sont pas pareils. Avant, on avait pitié d'eux: ils étaient pauvres, slaves et communistes. Des barbares, quoi! S'ils avaient été civilisés, peut-être que cela aurait été différent. De toute façon, ils vont crever sans Salonique. Et avec, en plus, leur problème albanais*". (33)

Et enfin, le commentaire de l'auteur de ces lignes Jacques Girardon qui dit: "*L'effrayant c'est qu'en Grèce, Liana Alexandri n'est pas une extrémiste*". (33)

Mais on dirait que le plus effrayant c'est que cette dame, journaliste travaillant pour deux médias, semble être une personne très mal informée, qui ne connaît pas du tout l'histoire de son propre pays, dont elle est si fière. Parce que, si elle l'avait connue et qu'elle avait lu au moins Démosthène, elle aurait eu honte de dire: "La Macédoine, c'est ici (=en Grèce)". (33)

Quant à cette "pitié" que les Grecs avaient eu envers les Macédoniens, Alexandri a oublié d'ajouter que pour cette "pitié" les Macédoniens laissaient des paquets d'argent en Grèce, attirés, normalement par les pancartes dans les magasins "Ici, discount pour les Macédoniens". Donc, à ce temps-là, il n'y avait pas de problème de les appeler "Macédoniens".

Et le fait que Liana Alexandri n'est pas une extrémiste paraît tout à fait normal, parce que même le Premier ministre Constantin Mitsotakis a dit à peu près la même chose: "*Cette République de Skopje n'a jamais été la Macédoine!*, (33) assure le Premier ministre, (cité par Jacque Girardon dans le même article). *Ce nom lui a été attribué en 1948 par Staline et Tito.*(33) (Il a évidemment oublié

1913 et tout ce que les Grecs ont fait après cette année. Et voici les preuves:) *Le but des communistes, à l'époque, continue Mitsotakis, était d'obtenir un accès à la mer Egée: Salonique. Nous, immédiatement après la création de cette Macédoine...(33)* (Et pourquoi les Grecs n'ont pas essayé d'empêcher "la création de cette Macédoine" à ce temps-là comme le font maintenant?) ... *nous avons dû vivre l'amère expérience de la guerre civile, organisée de l'extérieur, en réalité. Par les communistes. Leur objectif était de séparer la Macédoine de la Grèce, pour l'inclure à leur pseudo-Macédoine, de l'autre côté du Rideau de fer". (33)*

"Pourquoi Gligorov insiste-t-il?, insiste parallèlement Mitsotakis. (cité par Girardon) (33) . La plupart des pays communistes ont changé de nom en devenant indépendants. Pourquoi s'accroche-t-il, s'il n'a pas d'arrière-pensées? (33) (Mais oui, l'attaque a toujours été la meilleure défense.) *C'est un homme raisonnable. De valeur, je l'avoue. Même s'il est un démocrate... récent!(33)* (Par rapport au "démocrate" Mitsotakis, peut-être récent). *Je vous assure que la Grèce est tout à fait calme. (33)* (Et voilà maintenant comment les Grecs séduisent le monde:) *Vous ne verrez rien ici d'extrémiste. Nous nous comportons comme des Européens responsables et respectables. Qu'ils s'appellent "République du Vardar (33)* (c'est un nouveau nom qui apparemment lui est venu à l'esprit au moment de parler, comme toujours), *par exemple, et nous les reconnaitrons. Et même nous les aiderons..." (33)* (Encore une fois, par "pitié" peut-être).

Et comme le Premier ministre d'un pays "démocratique et orthodoxe", avec un tel discours n'est pas considéré comme un extrémiste, comment le pourrait être un ou une journaliste dont la tâche principale est de propager les pensées de l'appareil de l'Etat?

Par contre, un simple *"adolescent grec de 17 ans* (toujours selon l'article de Girardon) *a été arrêté à Athènes pour avoir distribué un tract qui disait: "Non au nationalisme! Les descendants d'Alexandre le Grand ne sont ni skopiotes ni grecs: ils sont morts. Alexandre le Grand était un criminel de guerre. La Macédoine appartient à tous ses peuples". La justice l'a condamné à un an de prison". (33)* Enfin, avec raison on peut se demander si, M. Girardon, a raison quand il dit que *"Cela ne s'est pas passé en Irak ni au Moyen Age, mais dans la Communauté européenne,*

le 17 décembre 1992". (33) Et cette question devient encore plus raisonnable après ses constatations suivants: "Usant de son appartenance à la Communauté européenne, elle (=la Grèce) bloque à coup de menaces ("On utilisera notre droit de veto..."), de chantage ("On ne ratifiera pas le traité de Maastricht") la reconnaissance internationale de la petite Macédoine... Dans le même temps, elle tente d'asphyxier ce qu'elle nomme la "République de Skopje" par un embargo totalement illégal (alors qu'elle-même viole allègrement celui que les Nations unies ont décrété à l'encontre de la Serbie). Et surtout - argument de choc - le gouvernement actuel explique que, en cas de reconnaissance de la Macédoine par l'Europe, il tomberait. Or, les responsables occidentaux sont prêts à bien des compromis pour éviter un retour au pouvoir du désastreux Papandréou". (33)

Enfin, Girardon décrit aussi la réaction de la Macédoine à la proposition de changer de nom: "A Skopje, Ljubco Georgievski est président du VMRO, le Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne, opposition nationaliste. "Les Grecs ont mauvaise conscience depuis 1913, dit-il. Depuis que la Macédoine a été divisée en trois (33) (ce fait est clairement écrit dans tous les livres de l'Histoire des Balkans de cette période. Il semble qu'il soit omis seulement dans les manuels d'histoire grecs). Ils ont peur qu'on leur reprenne leur part du butin. Et ils ont peur de leurs minorités. Elles sont opprimées. Les Albanais, chez nous, sont bien mieux traités: écoles primaires en langue albanaise (33) (à l'époque contemporaine ils ont même leur propre Université albanaise), droit de s'organiser en partis, d'être élus. Nous avons même des ministres albanais. Pourtant, l'Europe refuse de nous reconnaître; on veut nous faire changer de nom: c'est ça les droits de l'homme, dont vous nous avez rebattu les oreilles? Et le droit des peuples à l'autodétermination? Bafoué pour cause de susceptibilité grecque... Changer de nom?, Georgievski ne veut pas en entendre parler: "C'est un prétexte. Si nous acceptions, les Grecs demanderaient encore autre chose! Nous avons fait toutes les concessions demandées, et chaque fois ils exigent plus!". (33)

Girardon transmet aussi le discours du Ministre des Finances de l'époque Djevdet Hajrédini:

"C'est une situation unique dans l'Histoire: un pays, une nation que l'on refuse de reconnaître. Nous n'existons pas et n'avons donc pas accès aux aides de la Banque mondiale, du FMI et de tous les organismes mondiaux. Nos citoyens supportent ces difficultés. Mais ça ne pourra pas durer éternellement". Ici il faut noter que ce Ministre macédonien Djevdet Hajrédini est de nationalité albanaise, donc il appartient à une minorité et en même temps, il est ministre. Que les Grecs, en tant que peuple *civilisé et non-barbare* (suite au discours de la journaliste Alexandri) cite devant le monde un seul nom, pas plus, d'un de ses fonctionnaires qui provient des milieux des minorités. Cela est impossible, bien sûr, parce que la Grèce est un pays "ethniquement pur", dans les Balkans, tandis que la Macédoine, qui se trouve juste au nord de la Grèce représente une vraie "macédoine" d'ethnies. Cette logique relève automatiquement la conclusion que la République de Macédoine est bonne comme un lieu d'habitation pour toute une palette d'ethnies, tandis que la Grèce ne l'est que pour les "purs" Grecs.

D'ailleurs, pourquoi le nom "Macédoine" fait tant peur aux Grecs? Qu'est-ce qui se cache derrière ce nom? Ce n'est pas peut-être la vérité historique qui frappe à leur conscience? La Grèce acceptait bien le nom de la "République Socialiste de Macédoine", mais maintenant ne peut pas accepter "la République de Macédoine". Quelle est la différence?

Dans le premier cas, la Macédoine était sous le régime yougoslave qui propageait l'idée du panslavisme. Selon cette idée "tous les peuples yougoslaves devaient avoir les mêmes origines" et on ne pouvait pas aller plus loin. Tout cela convenait parfaitement à la propagande grecque, qui pendant 80 ans, à partir de 1913, utilisait tous les moyens possibles pour helléniser le territoire macédonien.

Mais maintenant, l'esprit macédonien est libre, il peut librement creuser, fouiller dans son riche patrimoine artistique (ruines antiques, églises, monastères, citadelles, mosquées...) et trouver des

preuves qui seraient contradictoires à celles que la Grèce fournissait au monde pendant ces 80 ans. Enfin, les Grecs vont comprendre qu'il fut regrettable de démolir les monuments d'une valeur inouïe sur le territoire de "leur" Macédoine. Ils ont peut-être réussi à effacer certaines des traces de la période antique et médiévale, mais il ne peuvent pas faire disparaître l'année de 1913- cette année fatale pour la Macédoine, qui fait tant de confusion dans l'historiographie mondiale, grâce à la propagande grèque antimacédonienne. Ils ont peut-être réussi à démolir les monuments "morts, muets", mais ils ont oublié ceux qui peuvent parler, les monuments "vivants".

Le 20e siècle est juste derrière nous. Il y a encore un grand nombre de survivants parmi les centaines et centaines milliers de Macédoniens, expatriés de leur pays, qui forment aujourd'hui les plus fortes communautés diasporiques au Canada, aux Etats-Unis, en Australie et dans les pays d'Europe. Les plaies de ces 28 000 enfants déracinés de leurs familles en 1948 saignent encore et ne s'arrêteront jamais. Il suffit que chacun d'eux raconte un seul paragraphe de sa vie, l'image de la Grèce devant le monde sera changée en un clin d'oeil, et cela à jamais. Tous ceux, peut importe où ils se trouvent, à Skopje, à Toronto où à Sydney, se déclarent Macédoniens et expriment une seule exigence - celle de la volonté d'exister.

En 1991 la partie vardarienne de la Macédoine est devenue indépendante avec quoi se sont créées des conditions de travail "décontaminées" de l'idéologie panslave. Cependant, sous l'influence de l'ancien régime, la situation dans les recherches des liens entre les Macédoniens antiques et les Macédoniens contemporains change lentement. Certes, on ne peut pas s'attendre à ce que la plupart des historiens et des chercheurs macédoniens (instruits par la théorie panslaviste), se mettent du jour au lendemain à dénier tout ce qu'ils ont écrit et à ce qu'ils se tournent contre eux-mêmes. Il y en a aussi d'autres qui n'osent pas écrire sur ce sujet de peur d'être moqués de la part de l'opinion mondiale

scientifique. Et cela est tout à fait compréhensible, si on sait que l'Etat grec est officiellement formé au début du 18e siècle, et l'Etat macédonien 170 ans plus tard. La propagande grecque avait 170 pour propager sa propre vérité historique. Donc, il serait très difficile de convaincre le monde que c'était une vérité proprement grecque.

Mais la vérité réelle existe. Avec des pas lents, mais surs, elle sort des chaînes grecques pour voir la lumière. Le nombre des auditeurs accroît chaque jour. Aux Etats-Unis il existe déjà un groupe d'historiens, guidé par Eugène Borza, ancien professeur à Pennsylvania State University - History Department et actuellement président et secrétaire de Central Pennsylvania Society, - spécialiste en Histoire des anciens Macédoniens. Ils sont parfaitement clairs dans leurs exposés, indiquant que "les anciens Macédoniens n'étaient pas Grecs".

Il ne faut pas aller si loin pour dissuader le monde. La politique contemporaine de la Grèce d'aujourd'hui est une preuve plus que suffisante pour que le monde comprenne la vérité.

En tant que membre de l'Union Européenne, la Grèce contemporaine place devant le monde, ses données statistiques concernant les minorités linguistiques, les plus récentes datant de 1951, selon lesquelles on peut conclure que la Grèce, "le berceau de la culture européenne", est un pays ethniquement pur, ayant une seule minorité linguistique: celle des Turcs musulmans.

"Pour ce qui est des minorités (plus d'un million de personnes, soit environ 10% de la population), le problème devient relativement complexe en raison des implications que cette notion revêt en Grèce. D'une part, les faits démontrent qu'il existe au moins huit minorités linguistiques nationales (le turc, l'albanais, le macédonien, le bulgare, le pomaque, l'aroumain, le tzigane, l'arménien et le ladino), d'autre part, celles-ci n'existent pas au plan juridique, sauf pour la minorité turque de religion musulmane en Thrace (occidentale), qui bénéficie de certaines protections en vertu

du traité de Lausanne de 1923.... Pour l'Etat grec, les Turcs, les Pomakes et les Tsiganes appartiennent à la même communauté: Musulmans turcophones. Et, il n'existe pas de minorités dites macédonienne ou bulgare. On parle plutôt de Grecs slavophones, car les Grecs n'ont jamais admis qu'il puisse exister une langue macédonienne, distincte de la langue bulgare... Un autre problème provient de l'absence de tout recensement linguistique récent, car le dernier date de 1951. Cela signifie que tout dénombrement actuel d'ordre linguistique ne peut reposer que sur des approximations". (34)

En ce qui concerne les Macédoniens de Grèce, il est dit: "La minorité macédonienne de Grèce se plaint d'être harcelée et maltraitée par la police, en plus d'être privée de sa liberté d'expression. L'organisation Amnistie International a souvent protesté contre le fait que les Macédoniens seraient même physiquement torturés par la police. De plus, les Slaves macédoniens affirment qu'ils ne leur est pas permis d'ouvrir des écoles publiques pour instruire leurs enfants dans leur langue maternelle. D'ailleurs, la Grèce a déjà été condamnée par le Tribunal européen pour les Droits de l'homme pour la violation de la liberté d'association parce que les tribunaux grecs n'ont pas permis en 1990 la création de la Maison de la civilisation macédonienne. Le Tribunal européen a mentionné qu'il était nécessaire pour le gouvernement grec de respecter les document de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coordination en Europe) qu'il avait signés, mais qu'il avait considérés comme étant simplement déclaratifs et sans valeur juridique". (34)

Dans le rapport de Greek Helsinki Monitor, intitulé "Grèce: le sort des minorités linguistiques" écrit par Breffini O'RURK, (35)

"La Grèce, berceau de la culture européenne, est visiblement plus qu'intolérante envers les minorités linguistiques qui vivent sur son territoire. Parmi les locuteurs minoritaires, seuls les Turcs

sont reconnus comme tels par Athènes, grâce au statut particulier, accordé aux minorités religieuses". Les autres minorités (Macédoniens, Bulgares, Valaques, Pomakes, Tsiganes...) "n'ont aucun droit, aucun enseignement dans leur langue, pas d'écoles, pas de médias, ni le droit d'utiliser leur langue dans les rapports avec l'administration", déplore Johan Haegmann, du Bureau européen pour les langues moins répandues (BELMR), une ONG soutenue par l'Union européenne pour la défense des langues de l'Union qui ne sont pas reconnues officiellement dans les pays membres".

(35)

Ensuite, Panayote Elias DIMITRAS, le porte-parole de l'Observatoire grec des accords d'Helsinki et du groupement pour le droit des minorités (GDM) à Athènes, a tenu une colloque à Skopje, dans le cadre de l'Institut de la Mémoire européenne, le 27 d'octobre 1997, sous le titre *"L'intolérance des Etats nations envers les minorités ethniques et religieuses"* (36)

"Le 23 octobre 1997, il y a donc quelque jours, il y a eu au Parlement grec un débat sur le nouveau manuel d'histoire de la première année du lycée, intitulé: "Les contributions culturelles de l'Hellénisme dans le monde". C'est un manuel très ethnocentrique. Ce n'est pas le manuel lui même qui est en question ici. Pendant ce débat, toutefois, le très autorisé ministre de l'éducation, en répondant à un député de la coalition de gauche, qui citait un historien qui avait critiqué ce livre, a dit: "on ne peut pas être historien, quand on soutient qu'il n'y avait pas de nation grecque, de conscience nationale grecque dans l'antiquité". (36)

Un mois avant, (continue Dimitras), le président de la République grecque, avait tenu des propos fort virulents, je pense que cela doit être mieux connu ici en Macédoine: "Les Macédoniens n'existent pas comme nation séparée, ce sont des Bulgares qui ont usurpé l'histoire et le nom de la Macédoine". Tout cela nous montre, explique Dimitras, que dans les niveaux plus autorisés de la Grèce, qui est quand même un pays qui ne vient pas de sortir du communisme, et donc qui a moins

d'excuses d'être intolérant, il y a une mentalité très xénophobe, envers ce qui est différent". (36)

A propos de l'intolérance religieuse, Dimitras s'explique: *"Je diffère un peu de mon compatriote qui a parlé hier, sur le fait que c'est la religion d'Etat qui conduit à l'intolérance, non pas la religion elle-même. Oui, je suis d'accord si on se limite aux textes, mais si on passe aux représentants des religions, je dois vous rappeler, et là, je parle pour les Grecs maintenant, parce que quand même, ce furent les prêtres, ou plutôt les évêques, voire l'archevêque, qui a mené la campagne contre la reconnaissance de la Macédoine et qui était en tête des manifestations monstrueuses d'une autre ère. Elles ont pourtant eu il y a quelques années à Athènes et à Salonique, et ce clergé a prononcé des mots qui n'ont rien à faire avec ce qui est prétendu être l'amour des Chrétiens pour les autres Chrétiens. Parce que, après tout, les Macédoniens sont aussi chrétiens et orthodoxes". (36)*

Dans un autre rapport sur les minorités en Grèce (37), Panayote Elias DIMITRAS écrit: *"En janvier 1996, Papandréou qui était souffrant, fut remplacé par Costas Simitis comme Premier ministre puis, après sa mort, comme président du PASOK. La Grèce continue à contester le nom de la République de Macédoine, considérant qu'aucun pays n'a le droit de porter le même nom que la province de Macédoine du nord de la Grèce. En outre, la Grèce est le seul Etat balkanique qui refuse de reconnaître l'existence de minorités nationales sur son territoire. Néanmoins elle compte quelque 90 000 Turcs et environ 30 000 Macédoniens. Le 24 juin 1996, la Commission européenne des droits de l'homme a jugé recevable l'appel du "Foyer de la civilisation macédonienne" qui avait été refusé par les instances grecques sous prétexte qu'il n'existait pas de minorité macédonienne et que cette association mettait en danger l'intégrité territoriale du pays. De plus, des centaines de milliers de citoyens grecs possèdent, outre leur identité nationale grecque, des traditions culturelles et*

linguistique distinctes: c'est le cas pour environ 200 000 Arvanites (de langue albanaise), 200 000 Aroumains et Méglénoroumains (Valaques) parlant une langue néo-latine ou roumain), 150 000 personnes de langue macédonienne (mais ne possédant pas une identité nationale macédonienne) et surtout 350 000 Roms (Tsiganes)... " (37)

La politique de discrimination que les autorités grecques appliquent envers ses minorités, surtout envers sa minorité macédonienne en Macédoine Egéenne devient de plus en plus notée même par les autres pays membres de la Communauté européenne.

Le 19 avril 1993, le quotidien italien *Il giornale* a publié un interview d' Emma Bonino (la secrétaire du Parti Radical italien de l'époque) et d'Ottavio Lavaggi, (député responsable du Parti républicain italien pour l'étranger et inscrit au Parti Radical) (38) dans lequel ils: "*affirment que ce qui se passe en Bosnie aurait pu être évité par des actions politiques et diplomatiques opportunes et déterminées. L'inertie coupable de l'Occident nous a conduit par contre dans une situation où l'intervention militaire semble devenir la seule option efficace. L'Europe a répété (selon ces deux politiciens italiens) ces erreurs à l'égard de la Macédoine, subissant le chantage de la Grèce...*

Pourtant, la Communauté Européenne, qui a procédé rapidement à la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie et ensuite de la Bosnie elle-même, a retardé pendant plus d'un an la reconnaissance de la Macédoine, cédant à un chantage absurde de la Grèce, qui entendait à nier au nouvel Etat le droit de choisir son nom et son drapeau". (38)

"En effet la Grèce, comme le considèrent Bonino et Lavaggio, tout en appartenant depuis vingt ans à la CEE, continue à se comporter avec une logique purement balkanique et levantine qui en fait un allié naturel de leurs coreligionnaires serbes. Il est malheureux que la Grèce poursuive cette politique, mais c'est malgré tout son droit. Ce qui est moins compréhensible c'est le fait que

toute la Communauté européenne et notre pays (Italie) en particulier aient accepté, pendant plus d'un an, de se laisser paralyser par les pressions grecques, au nom d'une unité d'action souhaitée qui n'a pas résisté à la preuve des faits, vu le refus persistant des Grecs de reconnaître la Macédoine, malgré les décisions en ce sens prises le 7 avril par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et le 15 avril par quatre pays de la CEE, dont l'Italie". (38)

Le 26 février 1999 dans le journal danois "Morgaenavisen Jyllands" un article écrit par Gunnar Nissen, est publié sous le titre *"La Grèce est un membre indigne de l'UE"*. (39)

Au début de son article il constate que *"le Danemark est membre de l'Union Européenne, mais c'est un mystère que la Grèce le soit aussi"* (39) Les règles principales qu'on pose aux nouveaux candidats pour qu'ils deviennent membres de l'Union sont: reconnaître des droits humains et des droits des minorités. Mais pour la Grèce, il dit: *"Oh mon Dieu! Les autorités grecques officielles annoncent pompeusement que ce sont seulement les Grecs qui habitent la Grèce". Cela n'a aucun sens, selon lui, "parce qu'en Europe du Sud-Est il n'existe pas un Etat d'une seule nationalité. En Grèce, parmi les autres, "il y a une minorité macédonienne en Macédoine Egéenne dont le nombre pourrait être de 75 000 à 500 000. Il est impossible de donner un nombre exact, étant donné que la Grèce dénie continuellement leur existence. Et si quelqu'un leur fait pression, ils vont admettre qu'en Macédoine grecque il existe une petite minorité parlant le slave mais ils ne veulent pas être une minorité nationale et ils peuvent librement utiliser leur langue. Un tas de mensonges!", dit Nissen. "Le fait que les politiciens des pays membres de l'UE ne parlent pas de ce problème, est dû à leur ignorance où à leur indifférence". (39)*

Gunnar Nissen est apparemment non seulement journaliste, mais aussi une personne qui connaît le destin des Macédoniens Egéenne et qui parle bien la langue grecque et la langue macédonienne. Il

décrit quelques expériences de ses voyages en Grèce.

Pour arriver en Grèce, il faut d'abord passer la frontière entre la Macédoine et la Grèce, qui, selon Nissen, est "la plus dure et la plus lente" frontière en Europe. Et cela non pas à cause des douaniers macédoniens, mais à cause des Grecs qui hésitent à donner permission de passer à chacun qui porte un nom macédonien. Les Macédoniens de la République de Macédoine peuvent passer la frontière si le contrôle détaillé de leurs bagages a donné des résultats satisfaisants. La situation est encore plus délicate avec ceux qui portent des noms macédoniens et qui sont nés en Macédoine Egéenne. Ainsi, un autobus canadien plein de Macédoniens, portant des noms macédoniens, mais nés en Macédoine Egéenne, se sont vu refuser d'entrer dans leur propre pays. (39)

La situation est encore plus pénible quand en Macédoine Egéenne. Les Macédoniens peuvent être persécutés pour parler la langue macédonienne entre eux, tandis que pour écrire des mots macédoniens dans les lieux publics - ils vont même être emmenés devant le Tribunal. Et c'est Gunnar Nissen qui nous donne un tel exemple: *"Un certain nombre de propriétaires macédoniens de magasins sont jugés devant le tribunal ayant pour crimes quelques mots écrits en macédonien sur les vitrines de leurs magasins"*. (39)

Après la proclamation de l'indépendance de la République de Macédoine en 1991, la Grèce a réagi violemment, ayant comme justification: *"Nous avons une Macédoine ici en Grèce et il n'est pas possible qu'une autre Macédoine existe de l'autre côté de la frontière"*. (39) C'est une déclaration pour laquelle Nissen dit *"a une logique absurde"*. Mais ce dont ce journaliste "a honte", comme le dit lui-même, c'est qu'un grand nombre de *"journalistes ignorants citent les raisons grecques sans aucun commentaire"*. (39)

En 1993, la candidature de la Macédoine pour devenir membre de l'UE était refusée (au moins

pour le moment), même si elle accomplissait toutes les conditions pour la reconnaissance. L'ancien ministre des Affaires étrangères danois, Uffe Elleman Jensen, dont le pays avait à ce temps-là le rôle de président, a déclaré à la fin de la réunion à Bruxelles que *"Ce n'est pas la Macédoine le problème de l'Europe, mais c'est notre membre la Grèce"*. (39) Les représentants grecs ont normalement réagi, en disant que Mr. Jensen est un très mauvais exemple pour les autres ministres des Affaires étrangères.

Et voilà, une nouvelle fois, le destin de la Macédoine était le sujet principal des discussions des hauts fonctionnaires européens, autour d'une table. Encore une fois, la solution a été trouvée sans la présence de ceux qui en étaient concernés - les Macédoniens. Et eux, les Macédoniens étaient obligés encore une fois de plus d'accepter (peut importe s'ils le voulaient ou non) ce que les "autres" leur avait servi: un nom "temporaire" pour leur patrie, dont le sens absurde n'est compréhensible que pour les Grecs: *Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM)* soit en français *l'Ex (l'Ancienne) République yougoslave de Macédoine*.

Même si provisoire, cela fait déjà 12 ans que la Macédoine porte cette particule "ex" de son nom. Jusqu'à quand? Si cela continue comme ça, il paraît qu'elle va le garder à jamais.

Mais la Macédoine n'est pas "ex", elle existe et son existence est politiquement définie pour la première fois dans les cadres de la Yougoslavie fédérative. Le démembrement territorial de 1913 n'a pas pu être surmonté ni après sa deuxième reconnaissance, cette fois-ci en tant qu'une République indépendante. *"A côté de la Mégali Idéa (Grande Idée) grecque, de la Grande Bulgarie de San Stefano, de la Grande Serbie ou de la Grande Albanie, le fantôme de la Grande Macédoine flotte dans une zone trouble de la collective balkanique... (2 / p. 21)*

"La réalité macédonienne a besoin d'être observée, analysée, étudiée avec toute la rigueur

scientifique possible, sans craindre d'aborder les problèmes de fond. Ce tâche incombe, avant tout, aux Macédoniens eux-mêmes. Au-delà des mythes nationaux et de l'auto-célébration, il est nécessaire aujourd'hui, plus que jamais, qu'ils se posent la question à eux-mêmes: "Etre macédonien, qu'est-ce que cela veut dire?" (2 / pp. 31-32)

Les Macédoniens ne doivent pas attendre que quelqu'un d'autre leur dise quelles sont leur identité et leurs origines. C'est à eux de présenter leur identité historique devant le monde, de la même façon comme le faisaient les autres peuples. Prenons le cas de la Grèce et des Grecs. Il existe des documents du 19e siècle qui prouvent que les politiciens européens de ce temps-là ont considéré que la nation grecque n'existait pas. Après, les historiens grecs annonçaient au monde constamment, pendant longtemps, que les Grecs d'aujourd'hui sont descendants des "anciens Hellènes", et les Européens contemporains ont fini par accepter les articulations de l'historiographie grecque.

C'est le même cas avec les Albanais. Les historiens albanais pendant longtemps prétendaient et le prétendent encore aujourd'hui que "les Albanais sont des descendants directs des Illyriens" et l'opinion international a accepté ces déclarations. Parce que, qui peut connaître le mieux l'histoire d'un peuple si ce ne sont pas les historiens de ce peuple?

Le cas des Macédoniens est un peu complexe, à cause des raisons historiques bien connues. En tant qu'un peuple "jeune", toujours nié par ces trois voisins (Serbes, Bulgares et Grecs), les Macédoniens ont le tâche le plus difficile. Ils doivent démontrer leur identité sur un triple refus: qu'il ne sont ni Serbes, ni Bulgares, ni Grecs, mais qu'ils représentent une identité bien différente de ces trois - une identité macédonienne . Et ils doivent le faire sur la base de très forts arguments et sans improvisation. Certes, les Macédoniens d'aujourd'hui sont bien postérieurs à ceux des temps d'Alexandre le Grand, des Saints Cyrille et Méthodes ou bien du Tsar Samoïl, mais ils ne sont pas

une pure création de 1944 par la Fédération yougoslave. "... *Ce peuple ne s'est pas créé ex nihilo et les Macédoniens contemporains ont autant d'ancêtres que n'importe quels fils et filles d'Adam...*"

(2 / p. 14)

La République de Macédoine

Outre le problème du nom, la Macédoine est aujourd'hui confrontée à des problèmes intérieurs, beaucoup plus graves, d'une importance vitale. Située au carrefour des Balkans, à l'intersection des axes Est-Ouest et Nord-Sud de l'Europe Centrale et Orientale, la Macédoine représente aujourd'hui une enclave placée dans l'impasse. Elle n'a jamais pu profiter de sa position géostratégique. convoitée depuis toujours par ses voisins et par les Grandes Puissances, elle n'a jamais réussi à mettre à profit ses nombreux atouts: situation géographique privilégiée en Europe du Sud-Est, ressources naturelles importantes, main d'oeuvre bien formé, très bon marché et excellente compétitivité des principales industries (agroalimentaire, métallurgie, textile).

La Macédoine était la république la plus pauvre issue de la Fédération yougoslave. Même si elle n'était pas directement impliquée dans les guerres yougoslaves des années 1990, cette république ne pouvait pas néanmoins éviter les effets de la guerre. L'embargo que la Communauté internationale avait décrété envers la Serbie, signifiait fermeture automatique de la frontière serbo-macédonienne au Nord du pays et aussi fermeture des marchés de l'Ancienne Yougoslavie et de l'ex URSS. Ensuite, le blocus économique introduit par la Grèce à l'encontre de la Macédoine à cause du nom (1993-1995) l'a privée pendant quinze mois de sa principale voie de ravitaillement du Sud du pays. Cela signifie que l'axe Nord-Sud était totalement fermée. Ayant en vue la situation économique faible de l'Albanie, il est facilement de comprendre que la seule sortie de la Macédoine vers le monde était la

frontière macédo-bulgare qui la reliait avec l'Orient, notamment avec la Turquie.

La perte des marchés a donné ses conséquences bien connues: un déficit chronique de la balance commerciale, avec une chute du PIB de 50% et une forte augmentation du chômage s'élevant jusqu'à 40%. Et, avec cette "économie", le pays ne bénéficiait d'aucune aide internationale avant sa reconnaissance officielle par ONU en 1993, à cause de son nom "Macédoine", voire, à cause de la Grèce.

La reconnaissance de la Macédoine par ONU en avril 1993, puis du Conseil de l'Europe et de l'OSCE en 1995, a donné quelques résultats positifs. Avec la mise au point d'un programme de redressement économique, approuvé par le FMI, l'inflation a chuté à 0,8% en 1998, les investissements s'étaient élevés à 34 millions de dollars en 1996 et le taux de chômage est devenu 30,4% en 1996. En 1995, l'Union Européenne est devenue le premier partenaire de la Macédoine, avec 30% d'exportation et 15% d'importation . Le pays a même bénéficié d'un prêt de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) de 150 millions d'écus et d'une aide de 25 millions d'écus à travers le programme Phare.

De l'autre côté, les guerres yougoslaves, le blocus grec et la pauvreté régnant dans les pays balkaniques, ont favorisé l'apparition d'un véritable "marché noir": trafic d'hydrocarbureurs, de produits manufacturés, d'armes et de drogue. Le système spéculatif s'est bien renforcé à l'aide des grandes fortunes bâties rapidement. Des membres du gouvernement et du Parlement étaient impliqués dans la faillite de la plupart des sociétés, parmi lesquelles la plus connue "L'affaire TAT" (de la banque privée "TAT" de Bitola) qui a ruiné 30 000 épargnants. Il était impossible de dénombrer les scandales en chaînes, liés à la classe politique dans son ensemble.

La nouvelle classe de spéculateurs mafieux s'est bien emparée des ressources économiques du

pays, laissant derrière soi la pauvreté et le chômage - les conditions indispensables qui font "pousser" les tensions ethniques et l'instabilité.

La Macédoine d'aujourd'hui est un territoire d'à peu près 26 000 km² avec une population légèrement supérieure à 2 millions. Selon le recensement de 1994, la population comporte 67% de Macédoniens, 23% d'Albanais, 4% de Turcs, 2,3% de Roms, 2% de Serbes et 0,4% de Valaques. La meilleure image de la composition des populations en Macédoine nous est donnée dans le passage du récit *"Routes mythiques. Via Ignatia: La malédiction des Balkans (2)"* de Vianney Aubert. (41)

"La ville s'appelle aujourd'hui Bitola. A l'ombre de 2 601 mètres du mont Pelister, perdue au milieu des sommets du sud de la jeune République de Macédoine, elle étale au soleil son indolence et son insouciance. La douceur de vivre qui y règne n'est qu'un trompe l'oeil, elle cache un mal-être. Les jeunes traînent leurs rêves aux terrasses des cafés, les anciens se bercent de nostalgie. "Ici il y eut de l'amitié entre les religions et les peuples, ce n'était pas les Balkans sauvages", se souvient un vieux professeur. Jusqu'à l'aube de la Seconde guerre mondiale, on pouvait encore apercevoir, concentrées dans un rayon de 200 mètres, deux mosquées, deux synagogues, les église orthodoxe, catholique et valaque. Il fut le temps où Bitola n'était pas ce cul-de-sac où plus personne ne vient... Ville de commerce et de garnisons, Bitola fut pourtant pendant cinq siècles le carrefour de tous les peuples de l'Empire ottoman. Les langues et les alphabets s'y entremêlaient dans un joyeux désordre. On y trouvait des Slaves s'exprimant en grec, des Albanais mélangeant les caractères grecs et s'exprimant en grec, des Slaves parlant slave, mais l'écrivant avec l'alphabet grec, des Turcs convertis au christianisme, des Bulgares catholiques écrivant le bulgare en lettres latines, des Slaves islamisés, des Juifs venus de Salonique parlant le judéo-espagnol..." (41)

Cette belle et joyeuse mosaïque de peuples a survécu aux cinq siècles de l'Empire Ottoman,

à la Première et à la Deuxième guerre mondiale, mais elle n'a pas su résister aux guerres balkaniques consécutives des années 1990. Le nationalisme s'est montré plus fort que son existence de plusieurs siècles.

Avec une économie si faible, la Macédoine a accueilli, pendant la guerre au Kosovo en 1999, plus de 300 000 réfugiés de cette province. Pendant que de plus en plus d'Albanais du Kosovo passaient la frontière de leur pays, les Macédoniens avaient le sentiment de ne pas être traités de façon équitable dans ce conflit dont ils n'étaient pas responsables. En plus, ils étaient conscients que les rivalités ethniques pourraient se transférer en Macédoine aussi. Leur préoccupation réelle n'était pas le peuple albanais de Kosovo, mais c'était la présence des membres de l'Armée de Libération du Kosovo (UCK) qui entraient dans le pays en même temps que les réfugiés et se cachaient près de la frontière dans des endroits inaccessibles. A part cela, comme le disait le Ministre de la Police macédonienne de l'époque, l'UCK recrutait de nouveaux membres parmi les réfugiés, formait de nouvelles cellules secrètes et tentait d'importer des armes. En fait, le peuple macédonien craignait que l'UCK ne se lie avec des extrémistes albanais locaux et qu'il en résulte des attaques contre l'armée et la police macédoniennes.

Et la crainte n'a pas été sans raison. La tension entre les populations albanaise et macédonienne en Macédoine augmentait chaque jour, surtout après l'indépendance de cette république. Le prétexte apparent des Albanais c'est que, à cause de leur importance numérique en Macédoine, ils n'acceptent pas le statut de minorité nationale.

Selon le recensement qui a lieu en 1994 sous contrôle international, financé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, 67% sont des Macédoniens et 23% sont des Albanais. Selon ces proportions, le peuple macédonien est mentionné dans la Constitution du pays comme *peuple constitutif*, tandis que les Albanais le sont au titre de *nationalité-minorité*.

Même si minoritaires, la situation albanaise au Kosovo et en Macédoine n'est pas similaire. La

Constitution macédonienne garantit aux Albanais l'exercice de leur droit culturel, la liberté de religion, d'expression et d'association; ils disposent de nombreuses associations, d'organes de presse, d'émissions en albanais à la télévision et à la radio nationales, ainsi que de chaînes privées. La langue albanaise est enseignée aux écoles primaires et secondaires, même à l'Université albanaise à Tétovo. Surtout, les Albanais de Macédoine ont leur propres partis politiques qui participent très activement à la vie politique du pays; ils sont représentés au parlement et font partie de la coalition gouvernementale. Enfin, les Albanais de Macédoine peuvent même, sous titre d'ambassadeur, représenter la République de Macédoine dans pas mal de nombre de pays à l'étranger.

Néanmoins, à cause de leur importance numérique, les Albanais n'acceptent pas le statut de minorité nationale en Macédoine. En plus, ils contestent les résultats du recensement de 1994, bien qu'il se soit déroulé sous l'oeil des experts internationaux. Les Albanais considèrent que leur nombre devrait être de 10 à 20% supérieur de 23% et que, en tout cas, ils constituent au moins un tiers de la population du pays.

Au fond, c'est pas leur statut, mais c'est de territoire dont ils veulent s'emparer.

En février 2001, une organisation de guérilleros albanais, portant le nom de "l'Armée de libération nationale", UCK - M (le rapport avec l'UCK du Kosovo est bien remarquable), opérait dans les montagnes frontalières entre le Kosovo et la Macédoine, en occupant d'abord le village frontalière Tanuchevci. Les accrochages entre l'UCK et les forces gouvernementales macédoniennes devenaient de plus en plus violents et s'étendaient aux régions de Tetovo (à l'ouest de Skopje) et de Kumanovo (à l'est de Skopje), faisant des victimes de part et d'autre. Une nouvelle cortège de personnes fuissant précipitamment leurs maisons a réapparu sur la scène balkanique. Cette fois-ci c'étaient les Macédoniens qui quittaient leurs propres maisons de leur propre patrie. Le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU a recensé 30 000 réfugiés et déplacés à la fin du mois de mars 2001. Mais, ces réfugiés étaient bien absents des images des télévisions européennes. Le gouvernement macédonien, qui en 1998/99 a accueilli plus de 300 000 réfugiés de Kosovo, cette fois-ci "n'avait pas de temps"

pour s'occuper de ses propres 30 000 réfugiés, il était occupé par le problème "UCK-M". Les réfugiés macédoniens ont été ainsi laissés aux mains de leur destin - sans abri approprié dans leur propre pays.

Quant aux autres, tout le monde (y compris les organisations internationales) s'est dit préoccupé de la situation en Macédoine et s'est déclaré pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays. Mais presque personne ne mentionnait les réfugiés macédoniens.

Ce qui est très étonnant, c'est que la Grèce a pour le moment oublié son histoire et le nom de la Macédoine. Evidemment, le problème albanais était là, bien présent et très dangereux. Consciente de la présence de la minorité albanaise sur son territoire, la Grèce a très bien compris le danger: si les Albanais s'emparaient de la partie ouest de la Macédoine, tout de suite après, ils voudraient faire la même chose avec la Grèce. Ici aussi il faut mentionner qu'il y a une grande différence entre les Albanais et les Macédoniens: les Macédoniens ne veulent que reconnaissance du nom "Macédoine", tandis que les aspirations des Albanais sont beaucoup plus grandes - ils veulent du territoire. A cause de tout cela, la Grèce a soutenu le gouvernement macédonien sans ambiguïté dès le début du conflit.

Débutés en février 2001, les conflits se sont terminés officiellement le 13 août la même année, par la signature de l'accord entre le gouvernement macédonien et les partis albanais à Ohrid, sous l'égide de l'UE. L'accord d'Ohrid prévoit un ensemble de réformes encore plus favorables à la population albanaise: décentralisation, police multiethnique, reconnaissance de la langue albanaise comme langue officielle et une révision constitutionnelle.

Aujourd'hui, on peut dire que la situation en Macédoine est stabilisée, mais la tension persiste, tandis que les incidents par ici par là, avec des morts accidentelles, sont devenues une partie intégrale de la vie quotidienne de cette république.

L'histoire a déjà démontré que la Macédoine représente le point de convergence des aspirations nationales balkaniques. En 1912 (La Première guerre balkanique), c'est sur le territoire macédonien où se sont croisées l'armée grecque, serbe et bulgare pour chasser les Ottomans des Balkans. L'année suivante, le territoire de Macédoine se transforme en "pomme de désaccord, en casus belli" de la

Deuxième guerre balkanique entre les mêmes armées.

Seulement 88 ans plus tard, tout au début du troisième millénaire, la nouvelle crise en Macédoine, a prouvé que pendant toute cette période, la paix n'a été qu'une illusion pendant les rares périodes de paix.. Cette crise nous démontre aussi la difficulté de trouver le délicat équilibre entre la protection des droits et des revendications légitimes des groupes ethniques et des minorités nationales, d'une part, et de l'autre: la nécessité de ne pas encourager les irrédentismes nuisibles à la stabilité de la région.

Enfin, la crise en Macédoine a encore une fois de plus démontré le rôle très important que cette république, "la plus nouvelle venue" joue dans le concert européen. Il suffit seulement d'imaginer les conséquences possibles d'un éventuel nouveau conflit en Macédoine.

Les aspirations territoriales des voisins sont bien connues:

-La Bulgarie, toujours mécontente des décisions d'après les guerres balkaniques en 1913, considère que les Macédoniens sont "des Bulgares parlant la langue bulgare, à l'ouest, jusqu'à Bitola".

-La Serbie pense presque le contraire: au sud de la Serbie se trouve "la Serbie du sud", jusqu'à Bitola, comprenant ainsi une bonne partie du territoire que les Bulgares voudraient s'approprier à eux.

-Les Albanais considèrent que la partie ouest de la Macédoine (presque au-delà de Bitola) leur appartient.

Donc, tous les trois voisins, ont des aspirations qui coïncident. Que ce soit "jusqu'à Bitola" ou "au-delà de Bitola", il paraît que les 26 000 de km² du territoire macédonien sont très petits pour satisfaire les appétits des voisins macédoniens. Au cas d'une éventuelle guerre, peu importe qui soit le gagnant, les deux autres parties ne seraient pas satisfaites, et la fin, signifierait pratiquement une potentialité d'une autre nouvelle guerre, et toujours comme ça jusqu'à l'infini.

Le quatrième voisin, la Grèce n'aurait pas peut-être de prétentions territoriales (elle est bien contente avec ce qu'elle a obtenu par l'accord de Bucarest en 1913), mais à cause de ses nombreuses

minorités qui cependant y existent, elle aussi serait directement impliquée dans la guerre.

La Turquie s'y impliquerait par fidélité de son royaume de cinq siècles dans les Balkans, mais aussi pour aider leurs frères de religion, les Albanais, et enfin, pour se venger à son ennemi - la Grèce.

De l'autre côté, il est bien connu que les guerres des Balkans n'ont jamais été des guerres purement balkaniques. La Russie ne pourrait pas se laisser regarder ses frères orthodoxes (les Serbes, les Bulgares) en danger. Les Roumains aideraient leurs frères Valaques, à cause de leur langue latino-roumaine. Enfin, l'Europe de l'Ouest prendrait encore une fois le rôle de "forces de paix", sans oublier la présence de leur alliée la Grèce. Quant à la Macédoine la raison principale, le "casus belli", toujours sans frères ou sans alliés, serait oubliée encore une fois.

Et voilà, toutes les conditions pour une nouvelle guerre mondiale seraient remplies. Une guerre qui sortirait de nouveaux héros pour glorifier l'histoire. Ainsi, les Balkans continueraient-ils à vivre avec des illusions historiques et dans une réalité toujours la même - celle de la guerre.

Dans des conditions pareilles, le territoire de la Macédoine disparaîtrait peut-être de toutes les cartes des Balkans, mais les problèmes ne seraient pas résolus. Il y aurait toujours des mécontents. Le fantôme macédonien persisterait de bouleverser la conscience de tous les "héritiers" du territoire macédonien, de la même façon comme le fait aujourd'hui le fantôme d'Alexandre le Grand.

Heureusement, la situation n'est pas si noire, au moins pour le moment. On voit une petite lumière au bout du tunnel. On voit des signes qui nous indiquent que le monde commence à comprendre que cette petite enclave, en raison de ses tensions ethniques internes et de la menace posée par ses voisins, semble être un terrain "fertile" pour la guerre, et qu'elle joue un rôle important dans l'introduction de la paix réelle aux sud des Balkans.

La première condition pour que ce processus réussisse, c'est l'existence de ce pays avec toutes les caractéristiques indispensables qui devraient l'accompagner: nom, territoire, peuple, langue - tous ceux bien définis. Il semble que ce soit la question du nom qui pose le plus de problèmes, et surtout entre les Macédoniens et les Grecs. La reconnaissance du nom pour la Macédoine est une simple

formalité, mais cependant indispensable pour qu'elle reçoive le "visa" d'entrée dans les organisations internationales. Cela lui apporterait de l'aide dont elle a tant besoin pour se dresser debout.

Le premier signe d'espoir, comme on a déjà dit, c'est que le monde a finalement compris la gravité du problème. A part les Etats Unis, 109 autres pays, dont la Russie et la Chine, ont reconnu la Macédoine sous le nom que ce pays a choisi lui-même.

Le deuxième signe d'espoir c'est que les négociations entre les parties macédonienne et grecque, débutées en 1995 sous les auspices des Nations Unies à New York, continuent encore aujourd'hui, même si ici, la tension persiste.

Cette année, le médiateur de l'ONU Matthew Nimitz a donné une nouvelle proposition. "République de Macédoine - Skopje". Selon la presse macédonienne, le gouvernement macédonien a rejeté cette proposition de renommer le pays, renforçant la position que la Macédoine ne renoncerait pas au nom qu'elle s'est choisi. (55)

Les dirigeants grecs, par contre, ont accueilli avec impatience la proposition de Nimitz comme une bonne base de compromis. Selon certains observateurs, l'impatience de la Grèce de mettre fin à cette dispute explique non seulement la "nervosité" de la Grèce, surtout croissante après la reconnaissance de la Macédoine de la part des Etat-Unis en 2004, mais aussi la peur que les autres pays suivent cet exemple. (55)

Afin de renforcer sa position dans des conditions plutôt défavorables, les dirigeants grecs ont décidé d'utiliser les derniers "atouts de chantage": un gel des relations commerciales, "une guerre de nerfs" avec les permis de survol de l'espace grec, et le dernier, le plus dangereux, l'exercice de leur droit au veto sur le chemin de l'intégration de la Macédoine face à l'OTAN et l'UE. (55)

Il semble qu'aucun de ces atouts de chantage ne puisse marcher. En plus, la presse grecque estime qu'à ce stade le climat est plus favorable pour Skopje que pour Athènes. (54) Les dirigeants macédoniens sont fermes dans leurs déclarations que la Macédoine s'est déjà montrée prête à collaborer en acceptant le nom provisoire de FYROM, en ajoutant des amendements dans leur

Constitution avec lesquels ils prouvent de ne pas avoir de prétentions territoriales sur ses pays voisins et en acceptant de changer de drapeau. Il semble que ni le droit grec à "veto" ne fasse plus peur aux Macédoniens: "Si la Grèce essayait d'instrumentaliser la question de bloquer l'entrée de la Macédoine à l'UE et à l'OTAN, la manoeuvre échouerait, puisque la résolution du litige sur le nom n'a jamais été une condition d'entrée dans ces institutions", a déclaré l'ancien diplomate Dimitar Mircev, cité par la presse macédonienne. (55)

Le troisième signe d'espoir c'est que ni la Macédoine ni la Grèce ne renoncent aux négociations, bien qu'elle diffèrent dans la façon dont elles l'expriment. Le gouvernement macédonien le dit explicitement, en assurant que l'échec de la dernière tentative de Nimitz ne signifie pas la fin des négociations et qu'il ne faut pas se précipiter, mais attendre encore un peu. Le côté grec le déclare implicitement, en accentuant, à chaque occasion, les bénéfices qu'apporterait une solution mutuellement acceptable, autant pour les relations entre les deux pays que pour la stabilité régionale. Donc, il ne reste qu'à attendre, le temps apportera le résultat final. Espérons que ce sera le raisonnement qui donnera le dernier coup dans la guerre des malentendus balkaniques.

Conclusion

Au début du XXI siècle, les Balkans, continuent de présenter la même image qu'il avaient au XIX siècle: marge orientale de l'Europe. Christophe Chiclet (historien et journaliste) et Bernard Lory (maître de conférence à INALCO): "... l'Europe occidentale est encore trop indifférente à l'Europe orientale en général... En effet, les Balkans sont réputés difficiles à comprendre, voire, incompréhensibles. L'*Homo Balkanicus* est facilement assimilé à un fêtard, un soûlard et un soudard, juste bon à chanter, à vider des bouteilles et à s'entre-tuer". (2 / p. 7)

De surcroît, Georges Prévélakis (Crétois d'origine, maître de conférence de géopolitique à l'Université de Paris - Sorbonne) explique mieux le sens du stéréotype: "...L'*homo balkanicus*: les

peuples balkaniques se répartissent en deux catégories, les bourreaux et les victimes, et l'Europe a le beau rôle de défendre les persécutés. A ce stéréotype occidentale qui rejette toutes les responsabilités sur l'homo balkanicus, les Balkaniques répondent par un autre stéréotype. Ils ont du mal à comprendre les contradictions, les divisions, les faiblesses de l'Europe. Ils pensent que leurs problèmes ne peuvent provenir que de ces géants qui sont leurs "voisins de palier". Ainsi, les théories de complot se multiplient. Pour les Serbes, toute la crise yougoslave n'est qu'une machination allemande. Pour les Grecs, il faut y voir le doigt de Vatican. Les dénonciations de l'ingérence trouvent leur corollaire dans les appels au secours adressés à l'Europe.

Par ces deux attitudes apparemment opposées, on exprime la même préconception: l'Europe est toute puissante, responsable ou coupable. Ainsi, dans la relation entre l'Europe et les Balkans, deux stéréotypes s'opposent. Schémas réducteurs de la réalité, instruments de déculpabilisation, (aussi bien pour les uns que pour les autres), ils ne sont pas complètement faux, mais par leur partialité, ils cachent plus qu'ils n'éclairent la réalité". (40)

Et quelle pourrait être cette réalité?

Selon Prévélakis, il y a 4 facteurs principaux qui caractérisent les Balkans: la diversité culturelle, la fragmentation politique, la situation géostratégique et le vide de pouvoir. Les deux premiers facteurs sont les conditions nécessaires des conflits ethniques perpétuels, des nationalismes virulents, des atrocités et des guerres civiles, tandis que les deux derniers (la situation géostratégique et le vide de pouvoir) attirent l'ingérence extérieure et provoquent la compétition des "puissances".

Le vide de pouvoir permet que "Les acteurs externes trouvent sans difficulté des "partenaires" locaux, quand ce ne sont pas les "partenaires" qui s'adressent aux "puissances" pour demander leur protection. Les Européens se trouvent piégés autant que les autochtones". (40)

Peu importe qu'il y ait une bonne ou mauvaise compréhension entre l'Europe et les Balkans, une conclusion se pose comme inévitable: les affaires, les troubles des Balkans n'ont jamais été proprement balkaniques. Par contre, ils ont toujours affecté le continent européen en global. Cela

paraît tout à fait normal, parce que, après tout, les Balkans font partie de l'Europe. Ils occupent 10 % de la superficie du continent européen et de sa population.

Deux agents principaux gèrent la situation balkanique. Le premier, c'est l'agent intérieur, c'est à dire les peuples balkaniques dans leur ensemble; et le deuxième, l'agent extérieur - l'Europe. C'est dans ce contexte qu'il faut chercher la clef de la résolutions des problèmes balkaniques. Au lieu de se prononcer de ne pas se comprendre les uns les autres, ces deux agents doivent s'unir dans la recherche de l'éclaircissement des malentendus. Sinon, la péninsule balkanique gardera à jamais son image de "poudrière", "marge", "tache noire" ou "face honteuse" de l'Europe - une région qui inquiète et dérange.

Mais, est-ce que ces deux agents sont prêts à agir?

En 2001, Nicole Gnesoto publie le *Cahier de Chaillot 46* sous le titre: "Le sud des Balkans: vues de la région". Préparé sous la direction du Dimitrios Triantaphyllou, chargé de recherche à l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO 2001 (ancien directeur adjoint de la Hellenic Foundation for European and Foreign Policy d'Athènes et conseiller de politique étrangère auprès d'un membre du Parlement européen) ce *Cahier de Chaillot (56)* reflète les opinions des auteurs de quelques pays issus de la région balkanique:

- Le poète et romancier albanais, Ismail Kadaré, qui depuis 1990 vit à Paris;
- Le macédonien Ljubomir Frckoski, professeur de droit international et de relations internationales à l'université de St. Cyrille et Méthode à Skopje;
- Le Kossovar Ylber Hysa, directeur de la Kosova Action for Civic Initiatives, groupe de réflexion et centre de soutien des ONG à Pristina, et
- Le Serbe, Predrag Simic, conseiller de politique étrangère auprès du président de la RFY de l'époque, Vojislav Kostunica et également professeur de sciences politiques à l'université de Belgrade.

En lisant le texte, le lecteur peut se rendre compte de la différence de leurs points de vue sur

les mêmes questions, de leurs références historiques et mentales, de leurs visions de l'avenir des Balkans. Pourtant, tous les quatre sont unanimes dans leurs demandes (comme le dit Triantaphyllou), d' "*une participation active de l'Union européenne (et à un certain degré de la communauté euro-atlantique) à leurs propres affaires*". (56)

Bien que, ici aussi, leurs espoirs et leurs propositions pour l'avenir des Balkans diffèrent d'une région à l'autre, leur message est clair: tous les quatre auteurs s'attendent à une solution colossale apportée par l'Union européenne, "*souvent critiquée, mais jamais rejetée, parce que seule son implication totale dans la région pourrait aider celle-ci à chasser les démons qui la hantent*".

Ainsi:

Pour Ismaïl Kadaré : "Il est évident pour quiconque que la stabilité dans la Péninsule balkanique dépend de deux facteurs essentiels: d'abord des peuples eux-mêmes qui y vivent, en second lieu de l'Europe (plus précisément de l'Europe atlantique)".

Predrag Simic se demande si l'UE saisira l'opportunité présentée par la transition démocratique en Croatie et en Serbie pour adopter une "approche radicalement nouvelle de cette région européenne".

Selon Ljubomir Frckovski, le fait que tous les pays de la région participent au Pacte de Stabilité et que l'UE se soit engagé, suggère que l'intégration européenne se produira à long terme. (Donc, il y a de l'espoir).

Enfin, Ylber Hysa estime "de plus en plus évident que le Kosova relève de l'Europe plutôt que des Nations unies exclusivement".

Quelle est la situation sur le terrain?

Les huit Etats balkaniques (Hongrie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Union Serbie-Monténégro, Macédoine et Albanie) ont entrepris des démarches pour adhérer à l'UE. La Slovénie et l'Hongrie sont déjà devenues membres, en 2004, tandis que la Bulgarie et la Croatie sont

à la liste des pays candidats. Les autres ont déjà engagé des négociations préparatoires. Selon les prévisions des optimistes, la plupart des pays demandeurs atteindront leur objectif dans les 10 ou 15 années à venir.

Le rythme et les modalités d'adhésion de ces pays dépendent principalement de la reconnaissance des conditions indispensables.

La condition d'importance primordiale est le processus d'émancipation qui, selon Kadaré *"inciterait les peuples balkaniques à prendre conscience d'eux-mêmes. Connaître son propre poids et son importance véritable, connaître aussi le poids et l'importance de son voisin, s'affranchir des fantasmes, libérer sa conscience d'une charge inutile du fiel revancharde, de rêves insensés... Lorsque les peuples balkaniques se persuaderont de cette vérité, lorsqu'ils comprendront que leur seule chance est de s'abstenir du conflit, alors ils s'achemineront réellement sur la voie de l'espoir"*. (56)

Ensuite, il continue: *"Il est normal aujourd'hui que les Balkans aient besoin de l'Europe. Mais, d'autre part, la question de savoir si quelqu'un a besoin des Balkans, ou plutôt si les Balkans peuvent être d'une quelconque utilité à l'Europe, est rarement posée. Elle risquerait fort en effet d'être accompagnée d'un sourire ironique et de la pensée suivante: "Qui peut bien avoir intérêt à introduire le diable chez soi?"* (56)

La deuxième condition indispensable pour l'entrée dans l'Europe est certes, le redressement économique de cette région. Ce sont seulement les aides financières extérieures et les investissements privés qui puissent faire sortir les pays balkaniques de la pauvreté dans laquelle ils sont tombés après les ravages des guerres consécutives des années 1990.

Georges-Marie Chenu, (Ministre plénipotentiaire hors cadre, ancien ambassadeur de France à Lomé, puis à Zagreb; coordinateur de la présidence française à Mostar et observateur pour l'OSCE pour les élections générales en Bosnie-Herzégovine en 1998), explique le mieux à quel stade se trouvent les Balkans dans leur processus d'entrer en Europe:

"Quatorze ans après l'effondrement du communisme, les Balkans bougent et s'orientent vers

la construction européenne et la solidarité atlantique. Double démarche qui s'inscrit dans un climat de concurrence entre l'Union européenne, qui devrait garantir la stabilité économique et les Etats-Unis, qui devraient assurer la sécurité militaire. D'une part, l'OTAN prodigue ses encouragements, fournit de l'assistance et exerce une surveillance et, d'autre part, l'Europe finance des projets et donne une impulsion politique en organisant des Sommets UE-Balkans. Le premier, celui de Zagreb en novembre 2000 a élaboré des outils techniques de rapprochement et, le second, en juin 2003, à Thessalonique, a ouvert une perspective ambitieuse. Aux pays des "Balkans occidentaux" - Croatie, Bosnie, Serbi/Monténégro et Macédoine, plus Albanie - les responsables de l'UE ont déclaré que leur place était bien en Europe, lorsqu'ils auront occidentalisé leur vie politique et libéralisé leur économie. Chaque adhésion sera la conséquence des résultats réalisés par le pays candidat...

Si les efforts se poursuivent, si la volonté politique se maintient, si existent les moyens financiers et, enfin, si l'Europe sait, à la fois, encourager les pays postulants et leur faire respecter les conditions d'accès à l'UE, les Balkans pourraient transformer leur image au début de ce XXI siècle" (57)

Donc, l'espoir ne disparaît à l'horizon.

Bibliographie

1. BADIE, Bertrand. *La fin des territoires*. Paris: Fayard, 1995
2. CHICLET Christophe et LORY Bernard. *La République de Macédoine: Nouvelle venue dans le concert européen*. Paris / Montréal: L'Harmattan, 1998
3. DELGADO-MOREIRA , M. Juan. *Multicultural citizenship of the European union*. Aldershot (England) / Burlington (Vermont, USA): Ashgate Publishing, 2000
4. DONSKI, Alexandar. *Античко-македонското наследство во денешната македонска нација - прв дел, фолклорни елементи. (L'héritage macédonien antique dans la nation macédonienne d'aujourd'hui - première partie, éléments folkloriques)*. Stip: Центар за културна иницијатива, 2000 [*]
5. DONSKI, Alexandar. *Етногенетските разлики меѓу Македонците и Бугарите (Les différences ethno-génétiques entre les Macédoniens et les Bulgares)*. Stip, 2-ри август -С, 2000 [*]
6. GREEN, Peter. *Alexander of Macedon, 356-323 B.C.: a historical biography*. Berkely and Los Angeles, California / London, England: University of California Press, 1991
7. HOFFMAN, W. George. *The Balkan in transition*. New york / London / Toronto: D. Wan Nostrand Company, Inc., 1963

8. KONESKI, Blaze. *Историја на македонскиот јазик (Histoire de la langue macédonienne)*.
Skopje: Kotcho Racin, 1965 [*]
9. MAALOUF, Amin. *Les identités meurtrières*. Paris: Bernard Grasset, 1998
10. MARTIS, K. Nicolaos. *The Falsification of Macedonian History*. Athens: Graphic Arts, 1984 [*]
11. NORRIS, A. David. *In the wake of the Balkan Myth: questions of identity and modernity*.
London: Macmilan Press LTD, 1999 / New York: St. Martin's press, Inc, 1999
12. PETTIFER, James. *The new Macedonian question*. New York: Palgrave, 2001
13. PRIBICHEVICH, Stoyan. *Macedonia, its people and history*. USA, The Pennsylvania
State University: 1982 [*]
14. STOJANOVICH, Trajan. *A study in Balkan civilization*. New York: Alfred A. Knoph, 1967
15. STOJANOVICH, Trajan. *Balkan worlds : the first and last Europe*.
New York: M. E. Sharpe, Inc, 1994 / Princeton University Press, 1995
16. STOJANOVSKI D-r A., KATARDZIEV D-r I., ZOGRAFSKI D-r D., APOSTOLSKI D-r M.
Историја на македонскиот народ (Histoire du peuple macédonien).
Skopje: Makedonska kniga/ Kultura/ Mislа/ Naša kniga, 1988 [*]
17. WOLF, Jean. *La Macédoine déchirée*. Paris: Cujas, 1984

18. CASTELLAN, Georges. *Les Balkans: La boîte de Pandore?*. Mai, 2000. *CLIO*. Juillet, 2005.
[http://croisieres_nil.clio.fr/bibliotheque/Les_Balkans__la_boite_de_Pandore_.asp]
19. NATIONS UNIES. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, 46-ème session. *Compte rendu analytique de la 1082-ème séance: Bosnia end Herzegovina*, 10/03/95 (CERD/C/S.1082).
[[http://72.14.207.104/search?q=cache:bzkiX2uryjkJ:www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/0/8f628682a0676887802565cc00647209%3FOpendocument+resolution+de+1%27\)NU+780+sur+le+nettoyage+ethnique+en+bosnie&hl=fr](http://72.14.207.104/search?q=cache:bzkiX2uryjkJ:www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/0/8f628682a0676887802565cc00647209%3FOpendocument+resolution+de+1%27)NU+780+sur+le+nettoyage+ethnique+en+bosnie&hl=fr)]
20. CANADA. Statistique Canada..Définitions, sources de données et méthodes. *Concept: Ethnicité*. Juillet, 2005 [http://www.statcan.ca/francais/concepts/definitions/ethnicity_f.htm]
21. CADOT, Patrice. *Petit historoqe des Oustachis*. Juillet, 2005.
[<http://cadot.free.fr/croatie/historique1941.htm>]
22. NAUDET, Jean-Baptiste. "Actualités: Plus de 200 000 morts dans l'ex-Yougoslavie".
Le monde, 08/10/2000. Août, 2005.
[<http://amb-croatie.fr.nt2.webigger.com/actualites/morts.htm>]
23. ÉLIE, Jérôme. "Victimes des guerres civiles: Le dilemme de l'évaluation, doit-il grever l'analyse?" *Relations internationales*, N° 105, printemps 2001, pp.109-121. Genève, Institut universitaire de hautes études internationales. Août, 2005.
[http://hei.unige.ch/ri/Articles/J.EliseArt_2.pdf]
24. "Construire la paix dans les Balkans: Les ravages d'une guerre". *Le monde diplomatique*, juillet 1999. Août, 2005. [<http://www.monde-diplomatique.fr/1999/07/A/12250>]

25. KORTENHORST, R. "La poudrière des Balkans". *Bastion*, N°34, mai 1999. Juillet, 2005.
[http://www.fnb.to/FNB/Article/Bastion_34/Balkans.htm]
26. MATVEJEVIC, Predrag. "Les Musulmans slaves des Balkans". *Le Courrier des Balkans*, le 2 décembre 2001. Août, 2005. [<http://www.balkans.eu.org/article376.html>]
27. SKOKLJEV Antonije et SKOKLJEV Ivan. *Pelaška glosologija: ka arhetipskoj svesti i kolektivnom nesvesnom (Glossologie pélasgique: vers la conscience archétypique et l'inconscient collectif)* Centre européen de paix et de développement / Faculté des études électrotechbiques, Belgrade (Evropski centar za mir i razvoj / Elektrotehnički fakultet, Beograd). Juillet, 2005. [<http://www.iasc-bg.org.yu/Papers/zbo24.pdf>] [*]
28. DÉMOSTHÈNE. *Discours politiques: Troisième philippique*, traduction de C. Poyard. Juillet, 2005. [<http://ugo.bratelli.free.fr/Demosthene/Philippique03.htm>]
29. "Hesychius of Alexandria". *The Columbia Encyclopedia*. Juillet, 2005.
[<http://columbia.thefreedictionary.com/Hesychius+of+Alexandria>]
30. MANGALAKOVA Tanya. "Bulgarie: Les Macédoniens du Pirin, une question sensible pour Sofia". *Le Courrier des Balkans*, le 7 mai 2002. Juillet, 2005.
[<http://www.balkans.eu.org/article728.html>]
31. OSCE/Greek Helsinki Monitor. "La minorité macédonienne d'Albanie". *Courrier des Balkans*, le 2 novembre 2003. Juillet, 2005.
[http://www.balkans.eu.org/print_article.php3?id_article=3750]

32. LAZAROV, D-r. Lazar. *Македонија во француската политика на Балканот 1944 - 1957: Француската дипломатија и Македонија 1945-1955. (Macédoine dans la politique française aux Balkans 1944-1957: La diplomatie française et la Macédoine 1945-1955)*. Institut de l'Histoire nationale. Skopje, 1998. Août, 2005. [*]
[<http://www.makedonika.org/Frans2.htm>]
33. GIRARDON, Jacques. "Macédoine ébranlée: Qui a peur de la Macédoine?". *L'Express*, le 14 janvier 1993. Août, 2005.
[<http://www.lexpress.presse.fr/info/monde/dossier/macedoine/dossier.asp?ida=229401>]
34. LECLERC, Jacques. "Grèce" dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 9 juillet 2005, [<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/grece.htm>],
Juillet/Août, 2005.
35. O'RURKE, Breffini. "Grèce: le sort des minorités linguistiques" *Le Courrier des Balkans*, le 5 décembre 2002. Août, 2005 [<http://www.balkans.eu.org/article2035.html>]
36. DIMITRAS, Panayote Elias. L'Institut de la Mémoire Européenne. *L'Intolérance des États, nations envers les minorités ethniques et religieuses*, discours du 28 octobre 1997, Skopje. Août, 2005. [<http://european.memory.free.fr/Textes/l'intolerance%20des%20etats.html>]
37. DIMITRAS, Panayote Elias. Porte parole de l'Observatoire grec des accords d'Helsinki et du Groupement pour le droit des minorités (GDM), Athènes. *Grèce*. Août, 2005.
[<http://www.col.fr/cera/pays/grece.htm>]
38. BONINO Ema et LAVAGGI Ottavio. "L'Italie doit maintenant passer aux actes". *Il Giornale*, le 19 avril 1993. Août 2005. [http://www.radicalparty.org/bosnia/bonino_lavaggifr.htm]

39. NISSEN, Gunnar: "Macedonia - History of Macedonia: Greece is an unworthy EU member".

Morgaenavisen Jyllands, le 26 février 1999. Août, 2005.

[http://www.macedoniainfo.com/docs/Greek_Balkan_Histery.htm]

40. PRÉVÉLAKIS, Georges. "Les Balkans, poudrière ou thermomètre des Balkans?"

Confluences Méditerranée, N°8, automne 1993. Août, 2005.

[<http://confluences.ifrance.com/textes/8prevelakis.htm>]

41. AUBERT, Vianney. "Routes mythiques. Via Ignatia: La malédiction des Balkans (2)".

Le Figaro, le 29 juillet 2003 . Juillet, 2005.

[http://www.vlachophiles.net/via_egnatia_lefigaro.htm]

42. NAHOUM-GRAPPE, Véronique. "La purification ethnique et les viols systématiques en

ex-Yougoslavie". *CLIO*, N°5 - 1997. Juillet - Août, 2005.

[<http://clio.revues.org/document416.html>]

43. LYON, James. "La Bosnie en panne". *Le Courrier de l'UNESCO*, Décembre 1999. Juillet-

Août, 2005 [http://www.unesco.org/courier/1999_12/fr/dossier/txt09.htm]

44. ROUSTEL, Damien. "1912: Les guerres balkaniques"- Georges Castellan.

L'Humanité, le 3 avril 2004. Juillet-Août, 2005.

[<http://humanite.presse.fr/journal/2004-04-03/2004-04-03-391255>]

45. OXLEY, Greg. "Macédoine: Une nouvelle menace de guerre dans les Balkans"

La Riposte, Mai/Juin 2001. Juillet-Août, 2005.

[http://www.lariposte.com/article.php3?id_article=74]

46. DI FRANCESCO, Tomasso. "Soixante ans de purifications ethniques". *Le monde diplomatique*", Mai 1999, pages 10-11. Juillet-Août, 2005.

[<http://www.st-andrews.ac.uk/~filtafr/hist1.htm>]

47. STANTCHEVA, Assia. "Le crise en Macédoine: une cinquième guerre balkanique".

Juillet, 2005. [<http://www.robert-schuman.org/synth4.htm>]

48. DÉRENS, Jean-Arnaud. "Sous la sujétion des grands nationalismes: Les petits peuples oubliés des Balkans". *Le Monde diplomatique*, Juillet, 2003. Juillet, 2005.

[<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/DERENS/10259>]

49. DU BOIS, Pierre. "Introduction: La question des Balkans" *Relations internationales*,

N° 103, automne 2000 pp. 271-277; Genève, Institut universitaire de hautes études

internationales. Juillet- Août, 2005, [http://hei.unige.ch/ri/Articles/IntrodB103_2.pdf]

50. RUZIN, Nano. "La Macédoine entre blocus et renaissance". *Confluences Méditerranée*, N° 8,

automne 1993. Juillet, 2005. [<http://confluences.ifrance.com/textes/8ruzin.htm>]

51. GJURKOVA, Aleksandra. "Réflexions sociolinguistiques sur le macédonien". *Institut de langue macédonienne Krste Misirkov, Université Sts. Cyrille et Méthode, Skopje*. Un travail présenté au Séminaire de 3e cycle au Centre de recherches en histoire et épistémologie comparée de la linguistique d'Europe centrale et orientale (CRECLECO) / Université de Lausanne, 2003. Juillet, 2005.
- [<http://www2.unil.ch/slav/ling/cours/a02-03/SEMIUNIL/resGjurkova.html>]
52. EUROMOSAIC. "Le [slavo]macédonien - bulgare en Grèce". *Research Center of Multilingualism*. Juillet, 2005.
- [<http://www.uoc.es/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html>]
53. MADELAIN, Anne. "Luan Starova: Le temps des réconciliations". *Le Courrier des Balkans*, le 23 juin 2004. Juillet, 2005. [<http://www.balkans.eu.org/article4525.html>]
54. PODIMATA, Anny. "Un nom "à la carte" pour la Macédoine (FYROM)". *Le Courrier des Balkans*", le 5 avril 2005. Juillet, 2005. [<http://www.balkans.eu.org/article5313.html>]
55. GEORGIEVSKI, Boris. "Republika Makedonija - Skopje" - une autre proposition sans avenir". *Le Courrier des Balkans*, le 17 avril 2005. Juillet, 2005.
- [<http://www.balkans.eu.org/article5363.html>]
56. GNESOTTO, Nicole. " Le Sud des Balkans: vues de la région". Cahier de chaillot 46. *Institut d'Etudes de sécurité de l'UEO*. Paris, mars, 2001. Août, 2005.
- [<http://www.iss-eu.org/chaillot/chai46f.html#1>]

57. CHENU, Georges-Mari. "Quels Balkans pour le XXI siècle?". *Géopolitique de l'Europe*. le 7 juillet, 2003. Août, 2005. [<http://www.diploweb.com/forum/chenu2.htm>]
58. FAVEYRIAL, Jean Claude. *L'Histoire de l'Albanie*. Edition établie et présentée par Robert Elsie. Dukagjini, Pegja 2001 [<http://www.elsie.de/pub/b26.html>]
59. *History of Macedonia* [<http://www.historyofmacedonia.org/>]
60. *Ressources cartographiques et historiques pour une meilleure compréhension de l'histoire du monde contemporain* [<http://www.atlas-historique.net/>]

**[*] Les traductions en français furent faites, seulement pour cette occasion,
par Vesna Adamoska-Misevska**